L'INDUSTRIE DE L'HOLOCAUSTE
Réflexions sur l'exploitation de la souffrance juive

Norman FINKELSTEIN

Juillet 2000

2

A propos de l'auteur

NORMAN G. FINKELSTEIN est professeur à l'Université de la Ville de New York, et contribue à la *London Review of Books.* Il est l'auteur de *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict* et (avec Ruth Bettina Birn) de *A Nation on Trial*, choisi comme l'un des livres notables de 1998 par la *New Yok Times Book Review*.

Notes concernant cette édition

Traduction française de l'AAARGH.

Note de l'AAARGH : Finkelstein a un site web où l'on trouve le dossier de son livre :

http://www.normanfinkelstein.com/index.html

All rights reserved. Permission is given to duplicate this on-line document for personal use only, as long as it is unaltered and complete. Copies may not be duplicated for commercial purposes.

This text has been computerized and displayed on the Net as a tool for educational purpose, further research, on a non commercial and fair use basis, by the International Secretariat of the Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (AAARGH) in 2000. The Email of the Secretariat is aaargh@abbc.com. Its postal address is : PO Box 81475, Chicago IL 60681-0475, USA.

Interested readers are kindly requested to consider buying the document from the publisher.

We see the act of displaying a written document on Internet as the equivalent of displaying the said document on the shelves of a library open to the public. It costs us a modicum of labor and money. The only benefit accrues to the reader who, we surmise, thinks by himself. There is no reason to believe that the author shares the views expressed in any other document displayed on this website. We do not request permission from authors living in countries where freedom of expression is denied by law, as in Germany, France, Switzerland, Israel, China, etc. because they are not free to consent.

ARTICLE 19. Everyone has the right to freedom of opinion and ex-

pression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers.

The Universal Declaration of Human Rights, adopted by the United Nations General Assembly on December 10, 1948.

Table des matières

Introduction **1**

Chapitre 1 : la capitalisation de l'holocauste **7**

Chapitre 2 : Faussaires, mercantis et histoire **29**

Chapitre 3 : La double extorsion **59**

Conclusion **105**

Introduction

Ce livre est à la fois une anatomie et une mise en accusation de l'industrie de l'holocauste. Dans les pages qui suivent, je vais soutenir que « l'holocauste » est une représentation idéologique de l'holocauste nazi[1]. Comme beaucoup d'idéologies, elle a un rapport, si ténu fût-il, avec la réalité. « L'holocauste » est une construction non pas arbitraire mais dotée d'une cohésion interne. Ses dogmes principaux soutiennent des intérêts politiques et sociaux significatifs. En fait, « l'holocauste » s'est avéré une arme idéologique indispensable. Grâce à son déploiement, l'une des puissances militaires les plus formidables du monde, dont les manquements aux droits de l'homme sont considérables, s'est posé en état-« victime », et le groupe ethnique le plus florissant des États-Unis a, lui aussi, acquis le statut de victime. Des bénéfices considérables découlent de ce statut injustifié de victime, en particulier, une immunité face à la critique, même la plus justifiée. Ceux qui jouissent de cette immunité, ajouterai-je, n'ont pas échappé à la corruption morale qui va de pair avec elle. De ce point de vue, le rôle d'Elie Wiesel, interprète officiel de l'holocauste, n'est pas un hasard. Il est évident qu'il n'est pas parvenu à cette position par son action humanitaire ou ses talents littéraires[2]. Il joue le premier rôle plutôt parce qu'il articule sans la moindre fausse note

1. Dans ce texte, « holocauste nazi » désigne l'événement historique réel et « Holocauste » sa représentation idéologique.

2. À propos du honteux travail apologétique de Wiesel en faveur d'Israël, cf. Norman G. Finkelstein et Ruth Bettina Birn, *A Nation on Trial: The Goldhagen Thesis and Historical Truth* (New York : 1998), p. 91 note 83, p. 96 note 90. Ailleurs, son action ne vaut pas mieux. Dans un nouvel essai, *And the Sea Is Never Full* New York, 1999 (Et la mer n'est pas remplie, Mémoires, tome 2, Paris, Le Seuil), Wiesel explique de façon incroyable son silence à propos des souffrances des Palestiniens, « Malgré des pressions considérables, j'ai refusé de prendre position publiquement dans le conflit israélo-arabe » (p. 125). Dans son étude très détaillée de la littérature de l'Holocauste, le critique littéraire Irving Howe

les dogmes de l'holocauste, défendant par là même les intérêts qui le sous-tendent.

Le prétexte initial de ce livre a été l'étude fondamentale de Peter Novick, *The Holocaust in American Life*, dont j'ai rendu compte pour une revue littéraire britannique [3]. Dans les pages qui suivient, le dialogue critique que j'avais entamé avec Novick est élargi ; d'où le nombre abondant de références qui accompagnent cette étude. Plus un conglomérat d'aperçus provocants qu'une critique argumentée, *The Holocaust in American Life* s'inscrit dans la vénérable tradition américaine du brassage de boue. Comme tous les brasseurs de boue, Novick se concentre sur les abus les plus flagrants. Souvent virulent et rafraîchissant, *The Holocaust in American Life* n'est pas une critique systématique. Les affirmations fondamentales ne sont pas remises en question. Le livre, qui n'est ni banal ni hérétique, se situe dans le courant officiel, à la pointe extrême de la controverse. Comme on pouvait le prévoir, il a été largement commenté, diversement d'ailleurs, par la presse des États-Unis.

La principale catégorie analytique de Novick est la « mémoire ». Actuellement à la pointe de la mode dans les cercles académiques, la « mémoire » est certainement le concept le plus pauvre du monde universitaire depuis longtemps. Après la référence obligatoire à Maurice Halbwachs, Novick s'attache à démontrer comment des préoccupations actuelles donnent sa forme à la « mémoire de l'holocauste ». Autrefois, les intellectuels en rupture utilisaient des catégories politiques robustes comme « pouvoir », « intérêts » d'un côté, « idéologie », de l'autre. Aujourd'hui, il ne reste plus que le langage émoussé et dépolitisé des « préoccupations » et de la « mémoire ». Mais, cela ressort des sources mêmes que produit Novick, la « mémoire de l'holocauste » est une construction idéologique d'intérêts particularistes. Bien que choisie, la mémoire de l'holocauste, d'après Novick, est, « le plus souvent, arbitraire ». Le choix, affirme-t-il, n'a pas été dicté par « un calcul d'avantages et d'inconvénients » mais plutôt « sans

traite l'œuvre abondante de Wiesel dans un malheureux paragraphe qui contient cet éloge : « Le premier livre d'Elie Wiesel, La Nuit, est écrit simplement et sans indulgence rhétorique. » « Il n'y a rien eu de valable depuis La Nuit, pense aussi le critique littéraire Alfred Kazin. Élie n'est maintenant qu'un acteur. Il m'a dit qu'il était un "lecteur de l'angoisse" » (Irving Howe, « Writing and the Holocaust », New Republic [27 octobre 1986] ; Alfred Kazin, « A Lifetime Burning in Every Moment », New York, 1996, p. 179)

3. New York : 1999. Norman Finkelstein, "Uses of the Holocaust", London Review of Books, 6 January 2000

préoccupation des conséquences[4] ». Les sources suggèrent plutôt le contraire.

À l'origine, mon intérêt pour l'holocauste nazi était personnel. Mes deux parents étaient des survivants du ghetto de Varsovie et des camps de concentration nazis. À part mes parents, tous les membres de ma famille, des deux côtés, ont été exterminés par les nazis. Mon souvenir le plus ancien, pour ainsi dire, de l'holocauste nazi, c'est ma mère, collée à l'écran de télévision pour le procès d'Adolf Eichmann (1961), quand je rentrais de l'école. Bien qu'ils aient été libérés des camps seulement seize ans avant le procès, dans mon esprit un abîme infranchissable a toujours séparé les parents que je connaissais de cela. Il y avait des photos de ma famille maternelle au mur du salon (après la guerre, il ne restait aucune photo de la famille de mon père). Je n'ai jamais pu appréhender réellement quel était mon lien avec eux, sans parler de me représenter ce qui était arrivé. C'étaient le frère, les sœurs et les parents de ma mère et non mes tantes, mon oncle et mes grands-parents. Je me souviens d'avoir lu, étant enfant, *The Wall* de John Hersey et *Mila 18* de Léon Uris, des récits romancés du ghetto de Varsovie. (Je me souviens encore de ma mère se plaignant d'avoir raté sa station de métro parce qu'elle était plongée dans *The Wall*). J'avais beau essayer, je ne pouvais pas un seul instant faire le saut en imagination qui m'aurait permis d'associer mes parents, des gens ordinaires, avec ce passé. Et franchement, aujourd'hui encore je ne peux pas. Le point le plus important, cependant, est ceci : à part cette présence fantomatique, je ne me souviens pas que l'holocauste nazi se soit jamais manifesté pendant mon enfance. La raison principale en était que personne, en dehors de ma famille, ne semblait se préoccuper de ce qui s'était passé. Mes amis d'enfance dévoraient des livres et discutaient passionnément de l'acutalité. Cependant, honnêtement, je n'ai pas le souvenir d'un seul ami (ou parent d'ami) posant la moindre question au sujet de ce que mon père et ma mère avaient subi. Il ne s'agissait pas là d'un silence déférent mais simplement d'indifférence. Dans cette optique, on ne peut être que sceptique devant les torrents d'angoisse des années suivantes, après l'établissement solide de l'industrie de l'holocauste.

Parfois, je pense que la « découverte » de l'holocauste nazi par les juifs américains est pire que son oubli. Il est vrai que mes parents souffraient en silence ; les souffrances qu'ils avaient subies n'étaient pas reconnues publiquement. Mais cela ne valait-il pas mieux que l'exploitation actuelle, éhontée, du martyre juif ? Avant que l'holocauste

4. Novick, The Holocaust, p. 3 à 6

nazi ne devienne l'Holocauste, il n'y avait eu que quelques études universitaires et quelques volumes de mémoires publiés sur la question, par exemple *La Destruction des juifs européens* de Raul Hilberg et *Prisonniers de la peur* d'Ella Lingens-Reiner. Mais cette petite collection de joyaux était plus précieuse que les rayons entiers de baratin qui tapissent aujourd'hui les bibliothèques et les librairies.

À la fin de leur vie, mes parents, l'un comme l'autre, tout en revivant tous les jours le passé, et ce jusqu'à leur mort, avaient perdu tout intérêt pour le spectacle public de l'holocauste. Un des plus vieux amis de mon père était un de ses anciens camarades d'Auschwitz, un idéaliste de gauche, apparemment incorruptible, qui avait refusé le principe même des compensations allemandes après la guerre. Finalement, il devint directeur du musée israélien de l'holocauste, Yad Vashem. Malgré lui et avec une déception sincère, mon père en vint à admettre que même cet homme avait été convaincu par l'industrie de l'holocauste, qui avait façonné ses croyances sur le modèle du pouvoir et du profit. Au fur et à mesure que les représentations de l'holocauste devenaient plus absurdes, ma mère aimait à citer Henri Ford (avec une ironie volontaire) : « Foutaises que l'histoire ! » Les récits des « survivants de l'holocauste » – tous des détenus des camps de concentration, tous des héros de la résistance – étaient source d'un amusement désabusé à la maison. Il y a longtemps que John Stuart Mill a admis que les vérités qui ne sont pas sans cesse remises en question « cessent d'avoir l'effet de la vérité, et se transforment en mensonge à force d'exagération ».

Mes parents s'étonnaient souvent que je sois tellement indigné par la falsification et l'exploitation du génocide nazi. La réponse la plus simple est qu'on l'utilise pour justifier la politique criminelle de l'état d'Israël et le soutien des États-Unis à cette politique. Il y a aussi un motif personnel : je m'inquiète du souvenir de la persécution de ma famille. La campagne actuelle de l'industrie de l'holocauste visant à extorquer de l'argent de l'europe au bénéfice des « victimes nécessiteuses de l'holocauste » a ramené les dimensions morales de leur martyre au niveau d'un casino de Monaco. Même en dehors de ces préoccupations, cependant, je demeure convaincu qu'il est important de conserver – de lutter pour – l'intégrité du récit historique. A la fin de ce livre, je suggérerai qu'en étudiant l'holocauste nazi, nous pouvons apprendre beaucoup non seulement à propos des « Allemands » ou des « Gentils » mais à propos de chacun de nous. Cependant, je pense qu'à cette fin, pour tirer un enseignement réel de l'holocauste nazi, sa dimension physique doit être réduite et sa dimension morale élargie.

Trop de moyens publics et privés ont été investis dans la commémoration du génocide nazi. La majeure partie du résultat est dépourvue de valeur ; c'est un tribut non aux souffrances juives mais à la glorification juive. Le temps est venu depuis longtemps d'ouvrir nos cœurs aux souffrances du reste de l'humanité. C'est la leçon essentielle que ma mère m'a léguée. Je ne l'ai jamais entendue dire : « Ne compare pas. » Ma mère comparait toujours. Il est incontestable que des distinctions doivent être faites en histoire. Mais établir des distinctions morales entre « nos » souffrances et « les leurs » est un travestissement moral. « On ne peut pas comparer deux peuples malheureux, disait Platon avec beaucoup d'humanité, et dire que l'un est plus heureux que l'autre. » Face aux souffrances des Noirs américains, des Vietnamiens et des Palestiniens, le credo de ma mère a toujours été : nous sommes tous des victimes de l'holocauste.

Norman Finkelstein
Avril 2000
New York

6

Chapitre 1 :
La capitalisation de l'holocauste

Il y a quelques années, au cours d'un échange célèbre, Gore Vidal accusa Norman Podhoretz, qui était alors rédacteur en chef de la revue du Comité juif américain *Commentary*, d'être anti-américain[1]. Les preuves en étaient que Podhoretz accordait moins d'importance à la guerre de Sécession – « le seul grand événement tragique qui ait encore un sens pour notre République » – qu'aux préoccupations juives. Podhoretz était cependant plus américain que son accusateur. Car, dès cette époque-là, « la guerre contre les juifs » était une figure plus centrale dans la vie culturelle américaine que « la guerre entre les états ». La plupart des professeurs de collège peuvent témoigner que comparé à la guerre de Sécession, beaucoup plus d'élèves situent l'holocauste nazi dans le bon siècle et, en général, ils citent le nombre de morts. En fait, l'holocauste nazi est à peu près la seule référence historique qui ait cours dans les amphis aujourd'hui. Les sondages montrent que beaucoup plus d'Américains connaissent l'Holocauste que Pearl Harbour ou la bombe atomique d'Hiroshima.

Jusqu'à une période très récente, cependant, l'holocauste nazi n'avait qu'une place minuscule dans la vie américaine. Entre la fin de la seconde guerre mondiale et la fin des années soixante, seule une poignée de livres et de films évoquait le sujet. Il n'y avait qu'une université aux États-Unis pour enseigner la matière[2]. Quand Hannah Arendt publia *Eichmann à Jérusalem*, en 1963, elle ne pouvait faire référence qu'à deux études universitaires en anglais, *La Solution finale* de Gerald Reitlinger et *La*

1. Gore Vidal, "The Empire Lovers Strike Back," *Nation* (22 March 1986).
2. Rochelle G. Saidel, *Never Too Late to Remember*, New York : 1996, p. 32.

Destruction des juifs européens de Raul Hilberg[3]. L'œuvre maîtressse de Hilberg elle-même faillit ne pas voir le jour. Son patron de thèse à l'université de Columbia, le sociologue Franz Neumann, un juif allemand, le découragea vigoureusement de traiter le sujet (« C'est votre enterrement ») et aucune université et aucun éditeur important ne voulurent du manuscrit complet. Lorsque le livre fut enfin publié, il ne fit l'objet que de rares comptes rendus, critiques dans l'ensemble[4].

L'indifférence envers l'holocauste nazi n'était pas le fait des Américains seulement, mais aussi celui des juifs américains. Dans une étude de référence, en 1957, le sociologue Nathan Glazer note que la solution finale nazie (ainsi qu'Israël) « avait remarquablement peu d'impact sur la vie interne des juifs américains ». Dans un congrès de la revue *Commentary* en 1961, portant sur « La judéité et les jeunes intellectuels », deux intervenants sur trente et un ont souligné son impact. De même, une table-ronde réunie en 1961 par la revue *Judaism* et réunissant vingt et un juifs américains pratiquants autour du thème « M'affirmer juif », ignorait presque complètement le sujet[5]. Il n'y avait ni monuments ni tribut à l'holocauste nazi aux États-Unis. Au contraire, les principales organisations juives s'opposaient à ces commémorations. Pourquoi donc ?

L'explication traditionnelle est que les juifs avaient été traumatisés par l'holocauste nazi et, par conséquent, en réprimaient le souvenir. En fait, il n'y a rien qui permette d'affirmer cela. Il est incontestable que certains survivants ne voulaient pas ni au début

3. Hannah Arendt, *Eichmann in Jerusalem : A Report on the Banality of Evil*, édition révisée et augmentée, New York, 1965, p. 282. En Allemagne, la situation n'était pas très différente. Par exemple, Joachim Fest, auteur d'une biographie de Hitler, admirée à juste titre et publiée en Allemagne en 1973, consacre seulement quatre pages sur sept cent cinquante à l'extermination des juifs et seulement un paragraphe à Auschwitz et aux autres camps de la mort. (Joachim C. Fest, *Hitler*, New York, 1975, p. 679–82.)

4. Raul Hilberg, *The Politics of Memory*, Chicago, 1996, p. 66, pp. 105–37. Comme les travaux érudits, les rares films portant sur l'holocauste nazi sont cependant d'une qualité remarquable. Il est très étonnant que Stanley Kramer dans *Le jugement de Nuremberg*, 1961, qualifie expressément la décision du juge de la cour suprême américaine Oliver Wendell Holmes, en 1927, qui admettait la stérilisation des « inadaptés mentaux » de précurseur de la politique eugénique nazie ; il mentionne que Churchill chantait les louanges de Hitler en 1938 encore, que les industriels américains profiteurs ont fourni des armes à Hitler et que les industriels allemands ont été acquittés opportunément par le tribunal militaire américain.

5. Nathan Glazer, *American Judaism*, Chicago, 1957, p. 114. Stephen J. Whitfield, « The Holocaust and the American Jewish Intellectual », *Judaism*, automne 1979.

ni plus tard, parler de ce qui était arrivé. Beaucoup d'autres, cependant, ne demandaient qu'à en parler et lorsque l'occasion s'en présentait, ils ne pouvaient plus s'arrêter[6]. Le problème, c'est que les Américains ne voulaient pas entendre.

La véritable cause du silence sur l'extermination nazie, c'est la politique opportuniste des dirigeants juifs américains et le climat politique de l'Amérique d'après-guerre. Dans les affaires intérieures comme dans les affaires extérieures, les élites juives[7] se conformaient étroitement à la politique officielle des États-Unis. Cette attitude facilitait en effet les buts traditionnels, l'assimilation et l'accession au pouvoir. Avec le début de la guerre froide, les associations juives dominantes se mirent au diapason. Les élites juives américaines « oublièrent » l'holocauste nazi parce que l'Allemagne – l'Allemagne de l'Ouest depuis 1949 – était devenue un allié crucial des États-Unis de l'après-guerre, dans leur confrontation avec l'Union soviétique. S'appesantir sur le passé n'avait pas la moindre utilité ; en fait, cela aurait compliqué les choses.

Avec quelques réserves (vite abandonnées), les principales associations juives américaines se sont rapidement alignées sur le soutien des États-Unis à une remilitarisation de l'Allemagne à peine dénazifiée. Le Comité juif américain (AJC), craignant qu'« une opposition organisée des juifs américains à la nouvelle politique étrangère et à la nouvelle approche stratégique les isole aux yeux de la majorité non juive et mette en danger leurs succès d'après-guerre sur la scène intérieure », fut le premier à prêcher les vertus du réalignement. Le Congrès juif mondial pro-sioniste et sa filiale américaine abandonnèrent leur opposition après la signature des accords avec l'Allemagne sur les compensations financières, au début des années 1950, tandis que la Ligue contre la diffamation, première des grandes associations juives, envoyait une délégation officielle en Allemagne en 1954. Toutes ensemble, ces associations collaborèrent avec le gouvernement de Bonn pour contenir la « vague anti-allemande » de l'opinion publique juive[8].

6. Pour un commentaire intelligent de ces deux types opposés de survivant, cf Primo Levi, *The Reawakening*, avec une nouvelle post-face, New York, 1986, p. 207.

7. Dans ce texte, « les élites juives » désignent les personnalités de premier plan des organisations et de la vie culturelle de la communauté juive dominante.

8. Shlomo Shafir, *Ambiguous Relations: The American Jewish Community and Germany Since 1945* (Detroit: 1999), p. 88, 98, 100–101, 111, 113, 114, 177, 192, 215, 231, 251.

La solution finale était tabou pour les élites juives américaines pour une autre raison encore. Les juifs de gauche, qui étaient hostiles à l'alliance avec l'Allemagne contre l'Union soviétique, dans le cadre de la guerre froide, rabâchaient sans cesse leur désaccord. Les références à l'holocauste nazi étaient perçues comme une attitude communiste. Prisonniers du préjugé qui faisaient des juifs des hommes de gauche – de fait, les juifs représentent un tiers des voix qui se sont portées sur le candidat progressiste Henry Wallace aux élections présidentielles de 1948 – les élites juives américaines ne craignirent pas de sacrifier leurs coreligionnaires sur l'autel de l'anti-communisme. Le comité juif américain et l'ADL collaborèrent activement à la chasse aux sorcières de l'époque mac-carthyste en ouvrant leurs registres aux organes gouvernementaux. L'AJC approuva la condamnation à mort des Rosenberg et sa publication mensuelle, *Commentary*, affirma dans un éditorial qu'ils n'étaient pas *vraiment* juifs.

Redoutant d'être perçues comme trop proches des mouvements de gauche aux États-Unis et à l'étranger, les associations juives dominantes s'opposèrent à la coopération avec les sociaux-démocrates allemands anti-nazis ainsi qu'au boycott des usines allemandes et des manifestations publiques contre les ex-nazis qui faisaient des tournées aux États-Unis. D'un autre côté, le pasteur protestant Martin Niemoller, un opposant allemand de premier plan, qui avait passé huit ans dans les camps de concentration nazis et menait désormais une croisade anti-communiste, subit les insultes des dirigeants juifs américains. Désireux de promouvoir leurs lettres de créance anti-communistes, les élites américaines s'enrôlèrent dans les organisations d'extrême-droite et les soutinrent financièrement : ainsi, la Conférence de tous les Américains pour combattre le communisme. Mais elles ne protestaient pas quand d'anciens nazis s'installaient aux États-Unis[9].

Toujours désireux de se ménager les bonnes grâces des élites gouvernementales américaines et de se dissocier de la gauche juive, les associations juives américaines n'évoquaient l'holocauste nazi que pour une seule raison : la dénonciation de l'Union

9. Ibid., 98, 106, 123–37, 205, 215–16, 249. Robert Warshaw, « The 'Idealism' of Julius and Ethel Rosenberg », *Commentary*, novembre 1953). Est-ce une coïncidence si, au même moment, les organisations juives dominantes crucifiaent Hannah Arendt qui avait mis en évidence la collaboration des élites juives en cours d'ascension sociale durant l'époque nazie ? Rappelant le rôle perfide de la force de police du Conseil juif, Yitzhak Zuckerman, un meneur de l'insurrection du ghetto de Varsovie, remarquait : « Il n'y avait pas de « policiers corrects » parce les hommes corrects quittèrent l'uniforme et devinrent des juifs du rang. » (*A Surplus of Memory*, Oxford : 1993, p. 24)

soviétique. « La politique soviétique anti–juive offre des occasions de renforcer certains points de la politique américaine de l'AJC qui ne peuvent être ignorées », note un mémoire interne de l'AJC, cité par Novick avec jubilation. Dans la pratique, cela voulait dire rapprocher la solution finale nazie de l'antisémitisme russe, « Staline réussira là où Hitler a échoué », prédisait sombrement *Commentary*. « Il va finalement liquider les juifs d'Europe de l'Est et d'Europe centrale... Le parallèle avec la politique d'extermination nazie est presque complet. » Les principales associations juives américaines dénoncèrent même l'invasion de la Hongrie par les Soviétiques, en 1956, comme la « première étape sur la voie d'un Auschwitz russe[10] ».

~

Tout change avec la guerre israélo-arabe de juin 1967. Toutes les sources montrent que c'est seulement après cette guerre que l'Holocauste devint un trait de la vie juive américaine[11]. L'explication classique de cette transformation est que l'extrême isolement d'Israël et sa vulnérabilité durant la guerre de 1967 ont ravivé les souvenir de l'extermination nazie. En fait, cette analyse déforme à la fois la nature des relations politiques au Moyen-Orient à l'époque et les relations changeantes entre les élites juives américaines et Israël.

De même que les associations juives américaines dominantes ont été très discrètes sur l'holocauste nazi après la seconde guerre mondiale pour se conformer aux priorités du gouvernement américain pendant la guerre froide, leur attitude envers Israël était alignée sur la politique américaine. Depuis longtemps, les élites juives américaines étaient sceptiques à l'égard de l'état juif. Par-dessus tout, elles craignaient que son existence donne naissance à une accusion de « double appartenance ». Avec l'intensification de la guerre froide, ces inquiétudes grandirent. Dès avant la fondation d'Israël les dirigeants juifs américains craignirent que les dirigeants israéliens, principalement originaires d'Europe de l'Est et politiquement de gauche, rejoignent le camp soviétique. Tout en s'associant en fin de compte à la campagne sioniste pour la fondation

10. Novick, *The Holocaust*, p. 98–100. Outre la guerre froide, d'autres facteurs jouèrent un rôle secondaire dans le silence des juifs américains sur l'holocauste nazi après la guerre : par exemple, la peur de l'antisémitisme et l'ambition optimiste d'assimilation dans la société américaine. Novick explore ces aspects aux chapitres 4 à 7 de *l'Holocauste*.

11. Apparemment, le seul à nier cette relation est Elie Wiesel qui prétend que l'émergence de l'Holocauste dans la vie américaine est essentiellement de son fait (Saidel, *Never too late*, p. 33–34)

d'un état, les associations juives américaines guettaient les moindres signaux en provenance de Washington et s'y conformaient. En vérité, l'AJC soutint la fondation d'Israël essentiellement par peur d'un retour de bâton aux États-Unis si les juifs ayant le statut de personnes déplacées n'étaient pas rapidement installés quelque part[12]. Bien qu'Israël se soit rapidement allié au camp occidental après sa fondation, beaucoup d'israéliens, dans les sphères gouvernementales et ailleurs, conservaient une forte sympathie pour l'Union soviétique. Comme on pouvait le prévoir, les dirigeants juifs américains tinrent Israël à distance.

De sa fondation, en 1948, à la guerre de 1967, Israël n'a pas figuré au centre des plans stratégiques américains. Au moment où les dirigeants juifs de Palestine préparaient la proclamation de l'état juif, le président Truman hésitait, soupesant des considérations de politique intérieure (le vote juif) et l'inquiétude du ministère des affaires étrangères (le soutien à un état juif aliénerait le monde arabe). Pour affermir les intérêts américains au Proche Orient, le gouvernement d'Eisenhower répartissait son soutien entre les Arabes et Israël, favorisant d'ailleurs les Arabes.

Les heurts réguliers entre Israël et les États-Unis dans le domaine politique culminèrent avec la crise de Suez, en 1956, où Israël s'allia à la France et à la Grande-Bretagne contre le dirigeant nationaliste égyptien Nasser. Bien que la victoire fulgurante d'Israël et son invasion de la péninsule du Sinaï aient attiré l'attention générale sur son potentiel stratégique, les États-Unis considéraient encore le pays comme un appui stratégique parmi d'autres dans la région. Eisenhower força Israël à se retirer complètement, pratiquement sans conditions, du Sinaï. Pendant la crise, les dirigeants juifs américains soutinrent brièvement les efforts israéliens pour obtenir des concessions américaines mais finalement, comme Arthur Hertzberg le rappelle, «ils préférèrent conseiller à Israël de s'aligner sur Eisenhower plutôt que de s'opposer aux désirs du *leader* des États-Unis[13]. »

Après sa fondation, Israël disparut pratiquement de la vie américaine, sinon comme objet occasionnel de charité. En fait, Israël n'était pas important pour les juifs améri-

12. Arthur Hertzberg, *Jewish Polemics*, New York : 1992, 33 ; en dépit de son ton apologétique erroné, cf. Isaac Alteras, « Eisenhower, American Jewry, and Israel », *American Jewish Archives*, novembre 1985, et Michael Reiner, « The Reaction of US Jewish Organizations to the Sinai Campaign and Its Aftermath », *Forum*, hiver 1980–1981.

13. Menahem Kaufman, *An Ambiguous Partnership*, Jérusalem, 1991, pp. 218, 276–277.

cains. Dans son étude de 1957, Nathan Glazer rapporte « que les conséquences de l'existence d'Israël sur la vie intérieure des juifs américains sont étonnamment discrètes [14].» Le nombre de membres de l'organisation sioniste américaine est tombé de plusieurs centaines de milliers en 1948 à quelques dizaines de milliers dans les années soixante. Un juif américain sur vingt seulement allait visiter Israël avant juin 1967. Lors de sa réélection, en 1956, qu'il obtient juste après avoir forcé Israël à quitter le Sinaï dans des conditions humiliantes, le président Eisenhower obtint un soutien accru dans la communauté juive. Au début des années soixante, après l'enlèvement d'Eichmann, Israël reçut même des insultes de certains membres de l'élite juive comme Joseph Proskauer, ancien président de l'AJC, l'historien de Harvard Oscar Handlin et le journal Washington Post, qui appartient à des juifs. « L'enlèvement d'Eichamnn est un acte illégal en tout point semblable à ceux que commettaient les nazis eux-mêmes », déclara Eric Fromm [15].

Quelles qu'aient été leurs opinions politiques, les intellectuels juifs américains étaient particulièrement indifférents au destin d'Israël. Des études détaillées de la scène intellectuelle juive new-yorkaise de gauche mentionnent à peine Israël [16]. Juste avant la guerre de 1967, l'AJC finança un congrès sur « L'identité juive ici et maintenant ». Trois seulement des « plus grands esprits de la communauté juive » mentionnèrent Israël, dont deux pour nier son importance [17]. Ironie parlante : les deux seuls juifs intellectuels à avoir formé des liens avec Israël avant juin 1967 étaient Hannah Arendt et Noam Chomsky [18].

14. Nathan Glazer, *American Judaism*, Chicago, 1957, p. 114. Glazer continue ainsi : « Israël n'avait à peu près aucun sens pour les juifs américains. [L'idée] qu'Israël pourrait influer d'une façon quelque peu sérieuse sur le judaïsme américain est reconnue comme illusoire. » (p. 115)

15. Shafir, *Ambiguous Relations*, p. 222.

16. Cf. par exemple Alexander Bloom, *Prodigal Sons*, New York, 1986.

17. Lucy Dawidowicz et Milton Himmelfarb (éds), *Conference on Jewish Identity Here and Now*, American Jewish Committee, 1967.

18. Après avoir émigré d'Allemagne en 1933, Arendt devint active au sein du mouvement sioniste français : pendant la seconde guerre mondiale et jusqu'à la fondation de l'état d'Israël, elle a abondamment écrit sur le sionisme. Fils d'un spécialiste américain de l'Hébreu, Chomsky a été élevé dans une famille sioniste et, peu après l'indépendance d'Israël fit un séjour dans un kibboutz. Les deux campagnes contre Arendt au début des années 1960 et contre Chomsky dans les années soixante-dix étaient orchestrées par l'ADL. (Elisabeth Young-Bruehl, *Hannah Arendt*, New Haven, 1982, p. 105 à 108, p. 138–139, p. 143–144, p. 182–184, p. 223–233, p. ; Robert F. Barsky, *Noam Chomsky*, Cambridge

Alors intervint la guerre de 1967. Impressionné par l'écrasante démonstration de force israélienne, les États-Unis en vinrent à l'incorporer comme point d'appui stratégique. (Déjà avant la guerre de 1967, les États-Unis s'étaient discrètement tournés vers Israël quand le régime égyptien et le régime syrien avaient affirmé de plus en plus leur indépendance, au milieu des années soixante.) L'assistance militaire et économique commença à se déverser sur Israël qui se transforma en représentant du pouvoir américain au Proche Orient.

Pour les élites juives américaines, la soumission d'Israël au pouvoir américain était un don du ciel. Le sionisme est né de l'idée que l'assimilation était une illusion et que les juifs seraient toujours perçus comme des étrangers potentiellement déloyaux. Pour résoudre ce dilemme, les sionistes ont voulu créer un foyer national pour les juifs. En fait, la fondation d'Israël a exacerbé le problème, au moins pour les juifs de la diaspora : son existence a donné une expression institutionnelle à l'accusation de double appartenance. Paradoxalement, après juin 1967, Israël se mit à *faciliter* l'assimilation aux États-Unis : les juifs étaient désormais en première ligne de la défense de l'Amérique, c'est-à-dire de la « civilisation occidentale », contre les hordes arabes rétrogades. Alors que jusqu'en 1967, l'idée d'Israël évoquait le spectre de la double appartenance, il devint alors le symbole de la loyauté par excellence. Après tout, ce n'étaient pas des Américains mais des Israéliens qui se battaient et mouraient pour défendre les intérêts américains. Et contrairement aux soldats américains au Vietnam, les combattants israéliens n'étaient pas humiliés par des parvenus du Tiers-Monde [19].

Du coup, les élites juives américaines découvrirent soudain Israël. Après la guerre de 1967, on pouvait faire l'éloge de l'élan militaire israélien puisque ses fusils étaient pointés dans la bonne direction, contre les ennemis de l'Amérique. Ses prouesses martiales permettraient peut-être même de pénétrer dans le saint des saints du pouvoir américain. Jusque-là, les élites juives ne pouvaient offrir que des listes de personnes subversives ; désormais, elles pouvaient se poser en interlocuteurs naturels représentant le nouveau point d'appui stratégique de l'Amérique. De figurantes, elles devenaient des acteurs de premier plan dans le drame de la guerre froide. Ainsi, pour les

(Massachussets) ; 1997, p. 9–93 ; David Barsamian (éd.), *Chronicles of Dissent*, Monroe, ME, 1992, p. 38.

19. Pour une préfiguration antérieure de cet argument, cf Hannah Arendt, « Zionism Reconsidered » (194–4), Ron Feldman, éd., *The Jew as Pariah*, New York, 1978, p. 159.

juifs américains, aussi bien que pour les États-Unis, Israël était devenu un avantage stratégique.

Dans un volume de mémoires publié juste avant la guerre de 1967, Norman Podhoretz évoque avec émotion sa présence à un dîner officiel à la Maison blanche, où « tous les convives sans exception ne se tenaient visiblement plus de joie d'être là[20]. » Bien qu'il fût déjà rédacteur en chef du principal périodique juif américain, *Commentary*, ses mémoires ne contiennent qu'une allusion rapide à Israël. Qu'avait à offrir Israël à un juif américain ambitieux ? Dans un volume ultérieur de mémoires, Podhoretz se souvient qu'après juin 1967, Israël devint « la religion des juifs américains[21] ». Devenu un vif partisan d'Israël, Podhoretz pouvait désormais se vanter non seulement d'assister à des dîners à la Maison blanche mais encore de rencontrer le président en tête-à-tête pour discuter de l'Intérêt National.

Après la guerre des Six jours, les grandes associations juives américaines consacrèrent toutes leurs forces au renforcement de l'alliance américano-israélienne. Pour l'ADL, cela comprenait notamment une vaste opération d'espionnage sur le territoire américain, en association avec les services d'espionnage israélien et sud-africain[22]. La part consacrée à Israël par le *New York Times* augmenta considérablement après juin 1967. Le nombre d'entrées pour « Israël » dans l'index du *New York Times* pour 1955 et pour 1965 représente à chaque fois une colonne de soixante pouces ; en 1975, la taille est de 260 pouces. « Quand je me sens mal, pour me consoler je vais voir les articles sur Israël du *New York Times* », dit Wiesel en 1973[23]. Comme Podhoretz, beaucoup d'intellectuels juifs américains ont aussi découvert cette religion après la guerre de 1967. Novick raconte que Lucy Dawidowicz, la doyenne de la littérature de l'Holocauste, avait été « une critique féroce d'Israël ». Israël ne pouvait pas demander des réparations à l'Allemagne, disait-elle en 1953, s'il ne reconnaissait pas sa responsabilité dans le cas des Palestiniens déportés : « La morale ne peut pas être aussi flexible. » Cependant, tout de suite après la guerre de 1967, Dawidowicz devint un « fervent par-

20. *Making It*, New York, 1967, p. 336.

21. *Breaking Ranks*, New York, 1979, p. 335.

22. Robert I. Friedman, « The Anti-Defamation League Is Spying on You » , *Village Voice,* 11 May 1993. Abdeen Jabara, « The Anti-Defamation League: Civil Rights and Wrongs », *Covert Action,* Summer 1993. Matt Isaacs, « Spy vs Spite », *SF Weekly,* 2–8 février 2000.

23. Elie Wiesel, *Against Silence*, choisis et publiés par lrving Abrahamson, New York, 1984, vol. I, 283.

tisan d'Israël », qu'elle célébre comme « le modèle par excellence de l'image idéale du juif dans le monde moderne[24] ».

Une des attitudes favorites des sionistes revigorés par la guerre de 1967 était d'opposer tacitement leur soutien officiel à un état d'Israël prétendument assiégé à la lâcheté des juifs américains pendant l'Holocauste. En fait, ils faisaient exactement ce que les élites juives américaines avaient toujours fait : s'aligner totalement sur le gouvernement américain. Les classes instruites étaient particulièrement douées pour prendre des postures héroïques. Prenons, par exemple, le commentateur libéral de gauche, Irving Howe. En 1956, la revue publiée par Howe, *Dissent*, condamnait « l'attaque alliée contre l'Égypte » comme « immorale ». Bien qu'Israël ait réellement été seul, à ce moment-là, on l'a accusé alors de « chauvinisme culturel », de « sens quasi-messianique de la destinée manifeste » et de « courant expansionniste souterrain[25] ». Après la guerre d'octobre 1973, au moment où le soutien des États-Unis à Israël était le plus fort, Howe publia un manifeste « empreint d'une anxiété intense » pour défendre l'état d'Israël isolé. Le monde non juif, se lamentait-il dans une parodie de Woody Allen, était submergé par l'antisémitisme. Même dans les quartiers chic de New York, se lamentait-il, « Israël n'était désormais plus chic » : à part lui, tout le monde se prosternait désormais devant Mao, Fanon et Che Guevara[26].

En tant qu'avantage stratégique américain, Israël faisait l'objet de critiques. Outre l'hostilité internationale grandissante provoquée par son refus de négocier avec les Arabes un accord conforme aux résolutions de l'ONU et par l'indécent soutien aux ambitions américaines mondiales dont il faisait preuve[27], Israël devait aussi faire face à une opposition intérieure américaine. Dans les cercles dirigeants américains, les « arabistes » affirmaient que s'engager à fond pour Israël en ignorant les élites arabes, c'était saper les intérêts nationaux américains.

Certains affirmaient que la subordination d'Israël au gouvernement américain et l'occupation des états arabes voisins n'étaient pas seulement mal en soi mais égale-

24. Novick, *The Holocaust*, p. 147. Lucy S. Dawidowicz, *The Jewish Presence*, New York, 1977, p. 26.

25. « Eruption in the Middle East », *Dissent*, hiver 1957.

26. « Israel: Thinking the Unthinkable », *New York magazine*, 24 décembre 1973.

27. Norman G. Finkelstein, *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict*, New York, 1995, chapitres 5–6.

ment nocifs aux intérêts américains eux-mêmes. De plus en plus, Israël se militariserait et se séparerait du monde arabe. Pour les nouveaux « partisans » juifs américains d'Israël, cependant, ce discours relevait de l'hérésie : un Israël en paix avec ses voisins et indépendant ne présentait aucun intérêt ; un Israël aligné sur les courants du monde arabe en quête d'indépendance envers les États-Unis était un désastre. Une Sparte israélienne, dépendante du gouvernement américain, était seule envisageable, parce que c'est seulement dans ces conditions que les dirigeants juifs américains pouvaient servir de porte-parole aux ambitions impériales américaines. Noam Chomsky a suggéré qu'il serait plus juste d'appeler ces « partisans d'Israël » des « partisans de la dégénération morale et de la destruction ultime d'Israël [28] ».

Pour défendre leur avantage stratégique, les élites juives américaines « se sont souvenues » de l'Holocauste [29]. La version officielle est qu'elles l'ont fait parce qu'au moment de la guerre de 1967, elles ont cru qu'Israël courait un danger mortel et ont été saisies par la peur « d'un second Holocauste ». Cette affirmation ne résiste pas à l'examen.

Considérons la première guerre arabo-israélienne. À la veille de l'indépendance, en 1948, la menace contre les juifs palestiniens semblait beaucoup plus sérieuse. David Ben-Gourion disait que « sept cent mille juifs » s'opposaient à « vingt-sept millions d'Arabes – un contre quarante ». Les États-Unis se sont associés à l'embargo de l'ONU sur le pays, ce qui a renforcé la supériorité en armes des armées arabes. Les craintes d'un autre solution finale nazie hantaient les juifs américains. Déplorant que les pays arabes « arment désormais le bourreau de Hitler, le Mufti, tandis que les États-Unis appliquaient l'embargo sur les armes » , l'AJC prévoyait un « suicide collectif et un holocauste complet en Palestine ». Même le ministre américain des affaires étrangères, Georges Marshall, et la CIA prédisaient ouvertement la défaite certaine des juifs en cas de guerre [30]. Bien que « le camp le plus fort ait en fait gagné » (dit l'historien Benny Morris), Israël n'eut pas la partie facile. Pendant les premiers mois de la guerre,

28. Noam Chomsky, *The Fateful Triangle*, Boston, 1983, p. 4.

29. La carrière d'Elie Wiesel illustre le lien entre l'Holocauste et la guerre de 1967. Bien qu'il ait déjà publié ses souvenirs d'Auschwitz, Wiesel n'est devenu un auteur à succès qu'après avoir écrit deux livres chantant la victoire d'Israël.

30. Kaufman, *Ambiguous Partnership*, p. 287, p. 306–307. Steven L. Spiegel, *The Other Arab-Israeli Conflict, C*hicago, 1985, pp. 17, 32.

au début de 1948, et surtout après la déclaration d'indépendance en mai de la même année, les chances de survie d'Israël étaient estimées à « cinquante-cinquante » par Yigael Yadin, le chef des opérations de la Haganah. Sans un trafic d'armes secrets avec la Tchécoslovaquie, Israël n'aurait sans doute pas survécu[31]. Après un an de combats, il y avait six mille morts et blessés du côté israélien, soit un pour cent de la population. Pourquoi, alors, l'Holocauste n'est-il pas devenu un point central de la vie juive américaine après la guerre de 1948 ?

Israël prouva rapidement qu'il était moins vulnérable en 1967 qu'au moment de la lutte pour l'indépendance. Les dirigeants américains et israéliens savaient dès le départ qu'Israël l'emporterait facilement dans une guerre contre les pays arabes. Cette réalité devint une évidence lorsqu'Israël balaya les Arabes en quelques jours. Comme le rappelle Novick : « Il y avait étonnamment peu de références explicites à l'Holocauste dans la mobilisation juive américaine en faveur d'Israël avant la guerre[32] ». L'industrie de l'Holocauste n'a fait un bond en avant qu'après la démonstration écrasante de la domination militaire d'Israël et a fleuri au milieu d'un triomphalisme israélien extrême[33]. L'interprétation habituelle ne peut expliquer ces anomalies.

Les revers israéliens choquants et les nombreuses victimes de la guerre arabo-israélienne de 1973, ainsi que l'isolement international grandissant qui la suivit, si l'on en croit les interprétations habituelles, ont exacerbé la peur des juifs américains devant la vulnérabilité d'Israël. Alors, le souvenir de l'Holocauste s'est retrouvé au centre de la scène. Novick rapporte : « Parmi les juifs américains, la situation d'Israël, vulnérable et isolée, devint une copie terriblement conforme de ce que les juifs européens avaient connu trente ans auparavant. [...] Le discours sur l'Holocauste s'est non seulement « envolé » aux États-Unis mais il s'est de plus en plus institutionnalisé[34] ». Cependant, Israël était beaucoup plus proche du précipice et, proportionnellement et en chiffres absolus, avait eu beaucoup plus de victimes pendant la guerre de 1967 que pendant celle de 1973.

Il est vrai qu'excepté son alliance avec les États-Unis, Israël avait perdu la fa-

31. Benny Morris, 1948 *And After*, Oxford, 1990, p. 14–15. Uri Bialer, *Between East and West*, Cambridge, 1990, p. 180–181.

32. Novick, *The Holocaust*, p. 148.

33. Cf. par exemple, Amnon Kapeliouk, *Israël : la fin des mythes*, Paris, 1975.

34. Novick, *The Holocaust*, p. 152.

veur internationale après la guerre de 1973. Cependant, comparons avec la guerre du Sinaï en 1956. Les associations juives américaines prétendent qu'à la veille de l'invasion du Sinaï, l'Egypte menaçait l'existence même d'Israël et qu'un retrait complet d'Israël du Sinaï saperait fatalement « ses intérêts vitaux, sa survie même en tant qu'état [35] ». Néanmoins, la communauté internationale tint bon. Rapportant sa brillante performance à l'Assemblée générale de l'ONU, Abba Eban se souvient cependant qu' « après avoir applaudi vigoureusement et longuement son discours, l'assemblée avait voté contre nous à une très large majorité [36] ». Les États-Unis étaient au premier rang de ce refus unanime. Non seulement Eisenhower força Israël à se retirer, mais l'aide publique américaine à Israël tomba « en un déclin effrayant » (dixit l'historien Peter Grose [37]). En revanche, immédiatement après la guerre de 1973, les États-Unis fournirent à Israël une aide militaire massive, beaucoup plus importante que celle des quatre dernières années réunies, tandis que l'opinion américaine soutenait fermement Israël [38]. C'est ce qui provoqua « l'envolée du discours sur l'Holocauste en Amérique », alors qu'Israël était moins isolé qu'il l'avait jamais été en 1956.

En fait, ce n'est pas à cause des reculs inattendus d'Israël et de son statut ultérieur de paria que la guerre de 1973 a amené des évocations de la solution finale. C'est plutôt que la démonstration militaire de Sadat en 1973 convainquit les élites politiques américaines et israéliennes qqu'il n'était plus possible d'échapper à un accord diplomatique avec l'Egypte, portant sur la restitution des territoires égyptiens envahis en juin 1967. C'est pour augmenter le poids d'Israël dans les négociations que l'industrie de l'Holocauste augmenta ses quotas de production. Le point crucial, c'est qu'après la guerre de 1973, Israël n'était pas isolé des États-Unis : ces développements sont intervenus dans le cadre de l'alliance entre les États-Unis et Israël, qui était absolument intacte [39]. L'enchaînement historique suggère cependant que si Israël avait été tout seul après la guerre de 1973, les élites juives américaines ne se seraient pas plus souvenues de l'holocauste nazi qu'elles ne l'avaient fait après la guerre de 1948 ou celle de 1956.

35. *Commentary*, « Letter from Israel », février 1957. Tout au long de la crise de Suez, *Commentary* ne cessa d'avertir que « la survie même » d'Israël était en cause.

36. Abba Eban, *Personal Witness*, New York, 1992, p. 272.

37. Peter Grose, *Israel in the Mind of America*, New York, 1983, p. 304.

38. A.F.K. Organski, *The $36 Billion Bargain*, New York, 1990, p. 163 et 48.

39. Finkelstein, *Image and Reality*, chap. 6.

Novick propose d'autres explications complémentaires qui sont encore moins convaincantes. Citant des érudits religieux juifs, par exemple, il suggère que « la guerre de Six jours offrait une théologie populaire de l'Holocauste et de la Rédemption ». La « lumière » de la victoire de juin 1967 a racheté les « ténèbres » du génocide nazi : « Cela donna à Dieu une seconde chance. » L'Holocauste n'a pu émerger dans la vie américaine qu'en 1967 parce que « l'extermination des juifs d'Europe a atteint un accomplissement sinon heureux, du moins viable. » Pourtant, d'après les représentations juives habituelles, ce n'est pas la guerre de 1967 mais la fondation d'Israël qui a marqué la rédemption. Pourquoi l'Holocauste a-t-il dû attendre une *seconde* rédemption ? Novick maintient que « l'image des juifs-héros militaires » dans la guerre de 1967 « a eu pour effet d'effacer le stéréotype de victimes faibles et passives qui empêchait jusqu'alors toute discussion juive de l'Holocauste[40] ». Cependant, pour ce qui est du courage proprement dit, la guerre de 1948 a été le sommet pour Israël. Et la campagne du Sinaï de Moshe Dayan en 1956, « brillante » et « audacieuse », annonce la victoire rapide de 1967. Pourquoi, alors, les juifs américains ont-ils eu besoin de la guerre de 1967 pour « effacer le stéréotype » ?

La thèse de Novick expliquant comment les élites juives américaines en sont arrivées à instrumentaliser l'holocauste nazi n'est pas convaincante. Examinons quelques passages significatifs.

> Tandis que les élites juives américains cherchaient à comprendre pourquoi Israël était vulnérable et isolé – et comment y remédier – l'explication la plus répandue était que l'effacement des souvenirs des crimes nazis contre les juifs et l'arrivée sur la scène d'une génération ignorant tout de l'holocauste avaient eu pour effet de priver Israël du soutien dont il jouissait autrefois.
>
> Alors que les associations juives américaines ne pouvaient rien faire pour changer le passé récent au Proche Orient, et très peu pour son avenir, elles *pouvaient* s'employer à raviver les souvenirs de l'Holocauste. Ainsi, l'explication fondée « sur l'affaiblissement des souvenirs de l'holocauste » offrait un programme d'action[41].

40. Novick, *The Holocaust*, p. 149–50. Novick cite ici l'érudit juif respecté, Jacob Neusner.
41. Ibid., pp. 153 et 155.

Pourquoi l'explication fondée sur « l'effacement des souvenirs » était-elle « la plus répandue » ? Comme Novick le montre lui-même en s'appuyant sur des documents nombreux, le soutien qu'Israël s'était ménagé à l'origine ne devait pas grand chose aux « souvenirs des crimes du nazisme[42] » et, de toute façon, ces souvenirs s'étaient fanés bien avant qu'Israël perde le soutien international. Pourquoi les élites juives ne pouvaient-elles faire que « très peu pour l'avenir » d'Israël ? Pourtant, elles étaient à la tête d'un réseau formidable. Pourquoi « raviver les souvenirs de l'Holocauste » était-il le seul programme d'action ? Pourquoi ne pas soutenir l'opinion internationale qui appelait unanimement au retrait d'Israël des territoires occupés pendant la guerre de 1967 *en même temps* qu'une « paix juste et durable » entre Israël et ses voisins arabes (Résolution 242 de l'ONU) ?

Une explication plus logique, mais moins charitable, est que les élites juives américaines ne se souvenaient de l'holocauste nazi avant 1967 que lorsque c'était politiquement utile. Israël, leur nouveau patron, avait fait fonds sur l'holocauste nazi pendant le procès d'Eichmann[43]. Après la guerre de 1967, partant de cette efficacité avérée, les associations juives américaines ont exploité l'holocauste nazi. L'Holocauste (avec une majuscule comme je l'ai déjà noté) une fois adapté idéologiquement s'avéra l'arme parfaite pour désamorcer les critiques d'Israël. Je vais montrer comment cela s'est fait exactement. Il faut néanmoins souligner dès à présent que pour les élites juives américaines l'Holocauste remplissait la même fonction qu'Israël : un pion parmi d'autres, d'une valeur inestimable, dans le jeu de la conquête du pouvoir. Le souci affiché du souvenir de l'holocauste était aussi artificiel que le souci affiché pour le destin d'Israël[44]. Ainsi, les associations juives américaines pardonnèrent rapidement à Ronald Reagan et oublièrent sa déclaration délirante de 1985 au cimetière de Bitburg : les soldats allemands enterrés là (dont des Waffen SS) étaient « victimes des nazis au même titre que les victimes des camps de concentration ». En 1988, Reagan reçut le prix « Humanitaire de l'année » d'une des institutions de l'Holocauste les plus éminentes, le Centre Simon Wiesenthal, en raison de « son soutien loyal à Israël » et, en 1994, il

42. Ibid., pp. 69 à 77.

43. Tom Segev, *The Seventh Million*, New York, 1993, 5e partie.

44. Le souci des survivants de l'holocauste nazi était tout aussi artificiel : dangereux avant 1967, ils étaient réduits au silence ; devenu un atout après juin 1967, ils furent canonisés

reçut le prix « Flambeau de la liberté » de l'ADL, organisation pro-isrélienne[45].

L'éclat du révérend [noir américain] Jesse Jackson « fatigué et écœuré d'entendre parler de l'Holocauste » un peu auparavant, en 1979, ne fut pas si rapidement oublié ni pardonné, néanmoins. En fait, les attaques des élites juives américaines contre Jackson n'ont jamais cessé, bien qu'elles ne soient pas dirigées contre « ses remarques antisémites » mais contre « son alignement sur la position palestienienne » (Seymour Martin Lipset et Earl Raab)[46]. Dans le cas de Jackson, il y avait un facteur supplémentaire en jeu : il représentait des groupes avec lesquels les associations juives américaines se battaient depuis la fin des années 1960. Dans ces conflits également, l'Holocauste s'avéra une arme idéologique puissante.

Ce n'est pas la prétendue faiblesse, la prétendue isolation d'Israël, ni la peur d'un « second Holocauste » mais plutôt sa force désormais prouvée et son alliance stratégique avec les États-Unis qui amenèrent les élites juives à stimuler l'industrie de l'Holocauste après la guerre de 1967. Sans le vouloir, Novick fournit la meilleure preuve de cette thèse. Pour prouver que ce sont des considérations politiques et non la solution finale nazie, qui ont déterminé la politique américaine à l'égard d'Israël, il écrit : « C'est lorsque l'Holocauste était le plus présent dans l'esprit des dirigeants américains (pendant les vingt-cinq années d'après-guerre) que les États-Unis ont *le moins* soutenu Israël. [...] Ce n'est pas lorsqu'Israël était perçu comme faible et vulnérable, mais après qu'il a démontré sa force dans la guerre des Six Jours, que l'aide américaine à Israël, de ruisselet, est devenu un flot[47] ». Cet argument s'applique avec la même force aux

45. *Response*, décembre 1988. Les plus en vue des marchands d'Holocauste et des partisans d'Israël, comme le directeur national de l'ADL, Abraham Foxman, l'ex-président de l'AJC Morris Abram et le président de la conférence des présidents des organisations juives américaines, Kenneth Bialkin, sans parler d'Henry Kissinger, tous prirent la défense de Reagan pendant la visite à Bitburg, tandis que, la même semaine, l'AJC recevait lors de son assemblée annuelle le loyal ministre des affaires étrangères du chancelier ouest-allemand Helmut Kohl. Dans le même esprit, Michel Berembaum du Musée mémorial de l'Holocauste de Washington attribuait, plus tard, le voyage de Reagan à Bitburg et ses déclarations au « sens américain naïf de l'optimisme » (Shafir, *Ambiguous Relations*, p. 302–304 ; Berenbaum, *After Tragedy*, p. 14).

46. Seymour Martin Lipset and Earl Raab, *Jews and the New American Scene*, Cambridge (Massachussets), 1995, p. 159.

47. Novick, *The Holocaust*, p. 166.

élites juives américaines .

~

Il y a aussi des causes américaines internes au développement de l'industrie de l'Holocauste. Les interprétations orthodoxes relèvent l'émergence récente des « politiques identitaires », d'une part, et de la « culture de victimisation », d'autre part. En fait, toute identité a ses racines dans une oppression particulière ; les juifs ont ainsi recherché leur identité raciale dans l'Holocauste.

Cependant, parmi les groupes qui se plaignent d'avoir été des victimes, à savoir les Noirs, les Amérindiens, les Américains d'origine espagnole, les femmes, les homosexuels, seuls les juifs ne sont pas désavantagés dans la société américaine. En fait, les politiques identitaires et l'Holocauste ont réussi parmi les juifs américains parce qu'ils *ne sont pas* des victimes.

Au fur et à mesure que les obstacles antisémites tombaient, après la seconde guerre mondiale, les juifs ont occupé la première place aux États-Unis. D'après Lipset et Raab, le revenu juif par tête est presque le double de celui des autres ; seize des quarante Américains les plus riches sont juifs ; 40% des Prix Nobel américains de science et d'économie sont juifs, de même que 20% des professeurs des grandes universités, de même que 40% des membres des cabinets d'avocats de New York et de Washington. Et la liste continue[48]. Loin d'être un obstacle au succès, l'identité juive est devenue le couronnement de ce succès. De même que beaucoup de juifs se tenaient soigneusement à l'écart d'Israël quand ce pays était mal vu et se sont convertis au sionisme lorsque c'est devenu un avantage, ils ont tenu leur identité raciale à l'écart lorsqu'elle était mal vue et se sont convertis à l'identité juive lorsque c'est devenu un avantage.

En fait, la réussite sociale des juifs américains a confirmé un élément central – peut-être le seul – de leur nouvelle identité de juifs. Qui pourrait encore douter que les juifs sont « le peuple élu » ? Dans le livre *A Certain People : American Jews and Their Lives Today*, Charles Silberman, lui-même un juif re-judaïsé, éructe de façon caracéristique : « Les juifs auraient été moins humains s'ils avaient éliminé toute idée de supériorité » et « il est extraordinairement difficile pour les juifs américains d'évacuer le sentiment de supériorité, quels que soient leurs efforts pour y parvenir ». Ce dont hérite un enfant

48. Lipset et Raab, *Jews*, p. 26 -27.

juif américain, d'après le romancier Philippe Roth, ce n'est pas « un code juridique, un ensemble de connaissance ni une langue et, finalement, pas un dieu.. mais une sorte de psychologie : et la psychologie peut se résumer en quatre mots : les juifs sont supérieurs[49] ». Comme on va le voir, l'Holocauste est le versant négatif de la réussite matérielle dont ils sont si fiers : il a servi à cautionner l'idée de l'élection des juifs.

Au tournant des années 1970, l'antisémitisme n'était plus un trait distinctif de la vie américaine. Néanmoins, les dirigeants juifs ont commencé à sonner l'alarme devant la menace pesant sur les juifs américains, d'un « nouvel antisémitisme virulent[50] ». Les principales preuves d'une étude bien connue de l'ADJ (« à ceux qui sont morts parce qu'ils étaient juifs ») comprenaient le spectacle de Broadway, *Jésus-Christ, superstar*, et un journal à sensation contreculturel, qui « dépeignait Kissinger comme un flatteur obséquieux, un peureux, un tyran, un oppresseur, un parvenu, un manipulateur, un snob, avide de pouvoir et sans principes » – en l'occurrence, c'était une litote[51].

Pour les associations juives américaines, cette hystérie organisée autour d'un retour de l'antisémitisme avait plusieurs buts. Elle renforçait la cote d'Israël comme dernier recours lorsque les juifs américains en auraient besoin. De plus, les quêtes d'argent des associations juives qui s'occupent de la lutte contre l'antisémitisme rencontraient des oreilles plus attentives. « L'antisémite est dans la situation malheureuse, d'avoir besoin de l'ennemi même qu'il veut détruire », a dit Sartre[52]. Pour ces organisation juives, le contraire est également vrai . Avec la décrue de l'antisémitisme, une rivalité au couteau s'est instaurée entre les principales associations juives de « défense » (en particulier, l'ADL et le Centre Simon Wiesenthal) au cours des dernières années[53]. En matière de quêtes de fonds, les allégations de menace contre Israël ont un but identique. En rentrant d'un voyage aux États-Unis, le journaliste bien connu Danny Rubinstein rapportait : « D'après la plupart des membres de l'*establishment* juif, l'essentiel est de rappeler toujours et sans cesse les dangers extérieurs qui se présentent à Israël. [...] L'*establishment* juif américain n'a besoin d'Israël que comme victime d'une cruelle

49. Charles Silberman, *A Certain People*, New York, 1985, p. 78, p. 80 et p. 81.

50. Novick, *The Holocaust*, p. 170–172.

51. Arnold Forster et Benjamin R. Epstein, *The New anti-Semitism*, New York, 1974, p. 107.

52. Jean-Paul Sartre, *Anti-Semite and Jew*, New York, 1965, p. 28.

53. Saidel, *Never Too Late*, p. 222. Seth Mnookin, « Will NYPD Look to Los Angeles For Latest 'Sensitivity' Training? », *Forward*, 7 janvier 2000. L'article racontre que l'ADL et le Centre Simon Wiesenthal se battent pour le monopole de l'enseignement de la « tolérance ».

attaque arabe. Pour cet Israël-là, on peut obtenir des appuis, des donateurs, de l'argent. [...] Tout le monde connaît le compte officiel des contributions collectées par l'Appel juif unifié en Amérique, où on se sert du nom d'Israël et où la moitié de la somme ne va pas à Israël mais aux associations juives d'Amérique. Y a-t-il plus grand cynisme ? » Comme nous le verrons, l'exploitation par l'industrie de l'Holocauste des « victimes nécessiteuses de l'Holocauste » est la manifestation la plus récente et, on peut le dire, la plus répugnante de ce cynisme [54].

Le principal motif pour sonner le tocsin contre l'antisémitisme, en revanche, se trouve ailleurs. Au fur et à mesure que les juifs américains connaissait un succès grandissant dans la société, ils se sont politiquement déplacés vers le droite. Bien qu'ils soient toujours au centre-gauche pour les questions de mœurs comme la morale sexuelle et l'avortement, les juifs sont devenus de plus en plus conservateurs en politique et en économie [55]. Un repli sur soi a accompagné ce virage vers la droite, car les juifs, qui n'ont plus besoin désormais des plus démunis qui étaient autrefois leurs alliés, réservent de plus en plus leurs ressources exclusivement aux questions juives. Cette réorientation des juifs américains [56] est clairement visible dans les tensions grandissantes entre les juifs et les Noirs. Traditionnellement alignés avec les Noirs contre la discrimination de caste aux États-Unis, beaucoup de juifs ont rompu avec l'alliance pour les droits civiques à la fin des années 1960, lorsque, comme l'explique Jonathan Kaufman, « les buts du mouvement des droits civiques se sont transformés de revendication d'égalité en droits et en politique en revendication d'égalité économique ». « Quand le mouvement des droits civiques s'est déplacé vers le Nord, dans les quar-

54. Noam Chomsky, *Pirates and Emperors*, New York, 1986, p. 29–30 (Rubinstein).

55. Pour une étude des sondages récents qui confirment cette tendance, cf. Murray Friedman, « Are American Jews Moving to the Right ?» , *Commentary, avril* 2000. Pendant la campagne municipale de New York en 1997, opposant la démocrate orthodoxe Ruth Messinger à Rudolph Giuliani, un républicain partisan de l'ordre et de la loi, par exemple, 75% des voix des juifs sont allées à Giuliani. Il est significatif que pour voter pour Giuliani, les juifs aient dû franchir les frontières des partis aussi bien que des frontières raciales (Messinger est juive).

56. Il semble que le glissement est dû en partie également au remplacement d'un groupe dirigeant cosmopolite, originaire d'Europe centrale, par un groupe de juifs d'Europe de l'Est, arrivistes et d'un chauvinisme obtus, comme le maire de New York Edward Koch et le rédacteur en chef adjoint A. M. Rosenthal. A cet égard, il est notable que les historiens juifs en rupture avec le dogmatisme de l'Holocauste viennent d'Europe centrale : par exemple, Hannah Arendt, Henry Friedlander, Raul Hilberg, and Arno Mayer.

tiers où vivent ces juifs libéraux, la question de l'intégration prit une allure différente », dit Cherel Greenberg. « Comme leurs préoccupations étaient exprimées désormais en termes de classe plutôt qu'en termes raciaux, les juifs se sont enfuis vers les banlieues presque aussi vite que les chrétiens blancs pour éviter ce qu'ils considéraient comme une détérioration de leurs écoles et de leurs quartiers. » Le point culminant est la mémorable grève prolongée des instituteurs de New York, en 1968, qui dressa un syndicat essentiellement juif contre les activistes noirs qui se battaient pour le contrôle des écoles en péril. Les récits de la grève font souvent référence à un antisémitisme périphérique. L'éruption de racisme juif qui se faisait jour avant la grève est moins souvent mentionnée. Par la suite, des organisations et des publicistes juifs ont participé activement aux efforts de démantèlement des programmes de lutte contre la discrimination (*affirmative action*). Dans des causes jugées par la Cour suprême (De Funis, 1974, et Bakke, 1978), l'AJC, l'ADL et le Congrès juif américain, reflétant apparemment l'opinion juive dominante, s'associèrent plusieurs fois volontairement [57].

Dans ce mouvement agressif de défense de leurs intérêts de groupe et de classe, les élites juives qualifièrent toute opposition à leur nouvelle politique conservative d'antisémite. Ainsi, le chef de l'ADL, Nathan Perlmutter, a toujours prétendu que le « véritable antisémitisme » en Amérique consistait en initiatives politiques « contraires aux intérêts juifs », comme les mesures anti-discriminatoires, les réductions du budget de l'armée et le néo-isolationnisme, ainsi que l'opposition aux armes nucléaires et même la réforme du collège électoral [58].

Dans cette offensive idéologique, l'Holocauste en vint à jouer un rôle critique. À l'évidence, l'évocation de la persécution passée réduisait à néant les critiques du présent. Les juifs pouvaient même s'abriter derrière le « système des quotas » dont ils

57. Cf. par exemple, Jack Salzman et Cornel West, éd., *Struggles in the Promised Land*, New York, 1997, surtout les chapitres 6, 8, 9, 14 et 15. (Kaufman p. 111 ; Greenberg p. 166). Mais il y a eu bien sûr une minorité de juifs opposée à ce glissement à droite. NdT : Ces organisations participent au procès à titre d'*amicus curiae*. Il s'agit d'une particularité de procédure propre à la Cour suprême ; une partie, qui est normalement une administration, est associée à un procès sans y avoir d'intérêt direct ; elle peut y plaider son point de vue comme une partie à la cause. En principe réservée aux administrations, cette formule peut être étendue à des individus si la Cour l'accepte ou si les deux parties sont d'accord.

58. Nathan Perlmutter et Ruth Ann Perlmutter, *The Real anti-Semitism in America*, New York, 1982. NdT : le collège électoral américain est un groupe d'électeurs chargés d'élire le président et le vice-président.

avaient souffert pour s'opposer aux mesures anti-discriminatoires. En outre, l'antisémitisme, dans la propagande de l'Holocauste, était une haine des juifs fondée sur une base exclusivement irrationnelle. Il était donc impossible qu'une opposition aux juifs soit fondée dans un réel conflit d'intérêts (comme nous le verrons plus tard). Invoquer l'Holocauste était donc un stratagème pour refuser toute légitimité aux critiques contre les juifs : ces critiques ne pouvaient qu'être le produit d'une haine pathologique.

De même que les associations juives se sont souvenues de l'Holocauste au moment de l'apogée de la puissance israélienne, elles se sont souvenues de l'Holocauste au moment de l'apogée de la puissance juive américaine. On prétendait néanmoins, dans les deux cas, que les juifs risquaient « un second Holocauste ». Ainsi, les élites juives américaines pouvaient adopter des postures héroïques tout en exerçant leur tyrannie au moindre risque. Norman Podhoretz, par exemple, a explicité le nouvelle position juive, adoptée après la guerre de 1967, de « résister à quinconque voudrait de quelque façon, dans quelque mesure et pour quelque raison que ce soit essayer de nous faire du mal... Exercer leur pouvoir sur ceux qui sont le moins capable de se défendre : telle est la véritable nature du célèbre courage des associations juives américaines... Désormais, nous défendrons notre territoire [59] ». De même que les Israéliens, armés jusqu'aux dents par les États-Unis, remettaient courageusement en place les Palestiniens désobéissants, les juifs américains remettaient courageusement les Noirs désobéissants à leur place.

59. Novick, *The Holocaust*, p. 173 (Podhoretz).

Chapitre 2 :
Faussaires, mercantis et histoire

LE RESPECTABLE écrivain israélien Boas Evron observe que « l'attention qu'on porte à l'Holocauste » est en fait « un endoctrinement officiel, de propagande, un ressassement de slogans et une vision fausse du monde, dont le véritable but n'est pas du tout de comprendre le passé mais de manipuler le présent. » En soi et de lui-même, l'holocauste nazi n'est au service d'aucun programme politique. Il peut servir de soutien à Israël aussi bien que d'arme contre sa politique. A travers un prisme idéologique, cependant « le souvenir de l'extermination nazie » est devenu (d'après Evron) « un outil puissant entre les mains des dirigeants israéliens et des juifs de l'étranger[1] » L'holocauste nazi est devenu l'Holocauste.

Deux dogmes principaux sous-tendent le scénario de l'Holocauste : l'Holocauste est un événement historique unique dans sa catégorie ; l'Holocauste est l'apogée d'une haine irrationnelle et éternelle des Gentils envers les juifs. Ni l'un ni l'autre de ces dogmes n'était mentionné dans le discours public avant la guerre de 1967 ; et, bien qu'ils soient devenus les traits centraux de la littérature de l'Holocauste, aucune ne figure dans les travaux érudits sur l'holocauste nazi[2]. D'un autre côté, les deux dogmes ont des échos importants dans le judaïsme et le sionisme.

Après la seconde guerre mondiale, l'holocauste nazi n'était pas un événement uniquement juif, et encore moins un événement historiquement unique. Les associations juives américaines, en particulier, s'efforçaient de le replacer dans un contexte uni-

1. Boas Evron, « Holocaust: The Uses of Disaster », *Radical America*, juillet-août 1983, p. 15.

2. Pour la distinction entre la littérature de l'Holocauste et les travaux d'érudition sur l'holocauste nazi, cf. Finkelstein et Birn, *L'Allemagne en procès*, 1re partie, 3e section.

versel. Après la guerre de 1967, cependant, la solution finale nazie a été entièrement reconstruite. « La première étape, la plus importante, qui vint après la guerre de 1967 et devint l'emblème du judaïsme américain, c'est que [...] l'Holocauste était unique, sans parallèle dans l'histoire humaine », rappelle Jacob Neusner[3]. Dans un essai lumineux, l'historien David Stannard tourne en ridicule la « petite industrie des hagiographes de l'Holocauste qui défendent la singularité de l'expérience juive avec toute l'énergie et l'ingénuité de fanatiques théologiques[4] ». Le dogme de la singularité, au fond, n'a aucun sens.

Au niveau le plus élémentaire, tout événement historique est unique, ne serait-ce qu'en vertu de sa situation spatio-temporelle, et tout événement historique a des traits distinctifs aussi bien que des traits communs avec d'autres événements historiques. L'anomalie de l'Holocauste est que l'on fait de sa singularité un élément absolument décisif. Quel autre événement historique, pourrait-on demander, se caractérise essentiellement par sa singularité ? La démarche consiste à mettre les traits distinctifs de l'Holocauste en évidence de façon à placer l'événement dans une catégorie entièrement à part. On ne sait jamais très bien, néanmoins, pourquoi les nombreux points communs devraient être considérés comme sans importance dans la comparaison.

Tous les historiens de l'Holocauste considèrent qu'il s'agit d'un événement unique mais peu s'accordent sur ce qui en fait la singularité. Chaque fois qu'un argument en faveur de la singularité est réfuté empiriquement, un nouvel argument s'installe à sa place. Les résultats, d'après Jean-Michel Chaumont, sont de multiples arguments contradictoires qui s'annulent mutuellement : « La connaissance ne s'accumule pas. Pour améliorer l'ancien argument, le nouveau repart à zéro[5] ». Autrement dit, la singularité est un postulat dans le scénario de l'Holocauste, le prouver est la tâche par

3. Jacob Neusner, éd., *Judaism in Cold War America, 1945–1990*, vol. II :*In the Aftermath of the Holocaust*, New York, 1993, VIII.

4. David Stannard, « Uniqueness as Denial », Alan Rosenbaum, éd., *Is the Holocaust Unique?*, Boulder, 1996, p. 193.

5. Jean-Michel Chaumont, *La concurrence des victimes*, Paris, 1997, pp. 148–149. La dissection par Chaumont de la « singularité de l'Holocauste » est un tour de force. Cependant, sa thèse centrale n'est pas convaincante, du moins pour le milieu américain. D'après Chaumont, le phénomène de l'holocauste tire son origine de la quête tardive de la reconnaissance publique des souffrances passées des survivants juifs. Cependant, les survivants figurent à peine dans l'élan initial qui a projeté l'holocauste au centre de la scène.

excellence et le nier revient à nier l'Holocauste. Même si l'Holocauste était unique, quelle différence cela ferait-il ? En quoi notre compréhension serait-elle modifiée si l'holocauste nazi n'était pas le premier mais le quatrième ou le cinquième dans une liste de catastrophes comparables ?

La contribution la plus récente au concours de la singularité de l'Holocauste est celle de Stephen Katz, avec son livre *The Holocaust in Historical Context*. Katz, qui cite près de cinq mille ouvrages dans le premier volume d'une étude qui doit en compter trois, étudie l'ensemble de l'histoire de l'humanité pour prouver que « l'Holocauste est phénoménologiquement unique en vertu du fait que jamais auparavant, un État n'avait entrepris, en tant que principe intentionnel et politique effectif, d'anéantir physiquement tout homme, femme et enfant appartenant à un peuple donné. » Pour éclairer sa thèse, Katz explique : « $\oint$ est uniquement C. $\oint$ partage peut-être A, B. D, ...X avec $\triangle$ mais pas C. Et $\oint$ partage peut-être A, B, D, ...X avec tout $\triangle$ mais pas C. Tout repose entièrement, pour ainsi dire, sur $\oint$ qui est seul C ... π qui n'est pas C n'est pas $\oint$ .... Par définition, aucune exception à la règle n'est admise. $\triangle$ partageant A, B, D.... X avec $\oint$ est peut-être comme $\oint$ sous cet aspect et sous d'autres ... mais en ce qui concerne notre définition de singularité, tout ou tous les $\triangle$ dépourvus de C ne sont pas $\oint$ .... Bien sûr, dans sa totalité, $\oint$ est plus que C, mais il n'est jamais sans C. » Traduction : un événement historique qui contient un trait distinctif est un événement historique distinct. Pour éviter toute confusion, Katz explique plus loin qu'il utilise le terme *phénoménologiquement*, « dans un sens non husserlien, non shutzien, non heideggerien, non merleau-pontien ». Traduction : l'entreprise de Katz est une absurdité phénoménale[6]. Même si les sources démontraient l'exactitude de la thèse centrale de Katz, ce qui n'est pas le cas, cela prouverait simplement que l'Holocauste contient un trait distinctif. Le contraire serait étonnant. Chaumont conclut que l'étude de Katz est en fait de « l'idéologie » déguisée en « science », ce qu'on va voir tout de suite[7].

Il n'y a qu'un cheveu entre la thèse de la singularité de l'Holocauste et la thèse qu'il est impossible d'appréhender l'Holocauste rationnellement. Si l'Holocauste n'a pas de précédent dans l'histoire, il doit être au-dessus de l'histoire qui ne peut pas s'en emparer. En effet, l'Holocauste est unique parce qu'il est inexplicable, et il est inexplicable parce qu'il est unique.

6. Steven T. Katz, *The Holocaust in Historical Context*, Oxford, 1994, pp. 28, 58, 60.
7. Chaumont, *La concurrence*, p. 137.

Le pourvoyeur-en-chef de cette mystification, qualifiée par Novick de « sacralisation de l'Holocauste », est Elie Wiesel. Pour Wiesel, ainsi que Novick le fait remarquer à juste titre, l'Holocauste est effectivement une religion à « mystère ». Ainsi, Wiesel déclame que l'Holocauste « mène aux ténèbres », « nie toutes les réponses », « est hors de l'Histoire, sinon au-delà », « défie à la fois la connaissance et la description », « ne peut être expliqué ou visualisé », ne peut « jamais être compris ou transmis », marque « la destruction de l'histoire » et « une mutation à l'échelle cosmique ». Seul le grand-prêtre-survivant (c'est-à-dire Wiesel) est qualifié pour deviner son mystère. Et cependant, le mystère de l'Holocauste, reconnaît Wiesel, est « incommunicable » ; Ainsi, pour des honoraires de base de 25 000 dollars (plus la voiture de maître), Wiesel enseigne que le « secret » de la vérité d'Auzschwitz « est dans le silence[8] ».

Appréhender l'Holocauste rationnellement, dans cette optique, revient à le nier. Car la raison nie la singularité et le mystère de l'Holocauste. Et comparer l'Holocauste à d'autres souffrances constitue, pour Wiesel, « une trahison complète de toute l'histoire juive[9] ». Il y a quelques années, une parodie d'un journal à sensations de New York titrait : « Michael Jackson meurt dans un holocauste nucléaire avec soixante millions d'autres ». La rubrique du courrier publia une protestation irritée de Wiesel : « Comment ose-t-on parler de ce qui est arrivé hier comme d'un Holocauste ? Il n'y a eu qu'un Holocauste... » Dans son dernier volume de mémoires, Wiesel, prouvant que la vie peut aussi imiter une parodie, reproche à Shimon Pérès d'avoir parlé « sans hésitation des deux holocaustes du XX^{e} siècle, Auschwitz et Hiroshima. Il n'aurait pas dû[10] ». Une phrase favorite de Wiesel affirme que « l'universalité de l'Holocauste ré-

8. Novick, *The Holocaust*, pp. 200–201 et 211–212. Wiesel, *Against Silence*, tome I, pp. 158, 211, 239, 272, tome II, pp. 62, 81, 111, 278, 293, 347 et 371, tome III, pp. 153 et 243. Elie Wiesel, *All Rivers Run to the Sea*, New York, 1995, p. 89. Le renseignement sur les honoraires réclamés par Wiesel pour une conférence provient de Ruth Wheat du Bureau des conférences du Bnai Brith. « Les mots, d'après Wiesel, sont une approche horizontale, tandis que le silence vous offre une approche verticale. Vous y plongez. » Wiesel va-t-il faire ses conférences en parachute ?

9. Wiesel, *Against Silence*, tome III, p. 146.

10. Wiesel, *And the Sea*, p. 95. Comparez ces deux dépêches :

> Ken Livingstone, ex-membre du parti travailliste et candidat indépendant à la mairie de Londres, a encouru la colère des juifs de Grande-Bretagne parce qu'il a dit que le système capitaliste dans son ensemble avait fait autant de victimes que la seconde guerre mondiale. « Tous les ans, le système financier international tue plus de monde que la seconde guerre mondiale, mais Hitler, au moins, était fou, lui. » « C'est une insulte à tous ceux qui ont

side dans sa singularité[11] ». Mais s'il est incomparablement et incompréhensiblement unique, comment l'Holocauste peut-il avoir une dimension universelle ?

Le débat sur la singularité de l'Holocauste est stérile. En fait, les prétentions à la singularité de l'Holocauste sont devenues une forme de « terrorisme intellectuel » (Chaumont). Ceux qui appliquent les méthodes normales d'enquête scientifique et comparative doivent d'abord satisfaire à mille et une précautions pour écarter l'accusation de « banaliser l'Holocauste[12] ».

Le sens caché de la thèse de la singularité de l'Holocauste, c'est que l'Holocauste était le mal absolu. Pour terribles qu'elle soit, la souffrance des autres ne peut tout simplement pas s'y comparer. Les zélateurs de la singularité de l'Holocauste démentent cette affirmation mais ces démentis ne sont pas sincères[13].

été assassinés et torturés par Adolf Hitler », dit John Butterfill, un député conservateur ; M. Butterfill a dit aussi que les accusations portées par M. Livingstone contre le système financier avaient des relents d'antisémitisme affirmé. (« Livingstone's Words Anger Jews », *International Herald Tribune*, 13 avril 2000).

Fidel Castro... a accusé le système capitaliste de provoquer régulièrement autant de morts que la seconde guerre mondiale en ignorant les besoins des pauvres. « Les images que nous voyons de mères et d'enfants dans des régions entières d'Afrique ravagées par la sécheresse et d'autres catastrophes encore nous rappellent les camps de concentration de l'Allemagne nazie. » Le dirigeant cubain a dit, en faisant référence aux procès des criminels de guerre après la seconde guerre mondiale : « Il nous faudrait un Nuremberg pour juger l'ordre économique qu'on nous impose, où tous les trois ans plus d'hommes, de femmes et d'enfants meurent de faim et de maladies évitables que pendant la seconde guerre mondiale. » A New York, Abraham Foxman, directeur national de la Ligue contre la diffamation, a dit : « La pauvreté est grave, c'est douloureux et parfois mortel mais ce n'est pas l'Holocauste et ce ne sont pas les camps de concentration. » (John Rice, « Castro Viciously Attacks Capitalism, » *Associated Press*, 13 avril 2000)

11. Wiesel, *Against Silence*, tome III, pp. 156, 160, 163, 177.

12. Chaumont, *La concurrence*, p. 156. Chaumont montre aussi, avec beaucoup d'à-propos, qu'on ne peut pas affirmer à la fois, comme on le fait souvent, que l'Holocauste est un mal incompréhensible et que ses auteurs étaient parfaitement normaux (p. 310).

13. Katz, *The Holocaust*, p. 19, 22. « Affirmer que la revendication de la singularité de l'Holocauste n'est pas une comparaison injustifiée produit un double langage systématique, observe Novick. Croit-on vraiment [...] que la prétention à la singularité n'est pas une affirmation de prééminence ? » Malheureusement, Novick lui-même se livre à ce genre de comparaison malhonnête. Ainsi, il maintient que bien que ce soit une échappatoire morale dans le contexte des États-Unis, « il est exact de dire que quoi que

Les prétentions à la singularité de l'Holocauste sont intellectuellement stériles et moralement condamnables et pourtant elles sont toujours là. On peut se demander pourquoi. Tout d'abord, parce qu'une souffrance unique donne des droits uniques. Le mal unique de l'Holocauste, pour Jacob Neusner, non seulement place les juifs à part mais encore leur confère « un droit sur les autres ». Pour Edward Alexander, la singularité de l'Holocauste est un « capital moral » ; les juifs doivent « revendiquer la souveraineté » sur « ce bien de grande valeur[14] ».

En réalité, la singularité de l'Holocauste, ce « droit » sur les autres, ce « capital moral » – est l'alibi principal d'Israël. « La singularité de la souffrance juive », suggère l'historien Peter Baldwin, « ajoute aux revendications morales et affectives dont Israël peut se prévaloir... face aux autres nations[15] ». Ainsi, d'après Nathan Glazer, l'Holocauste, qui montre la « particularité *distinctive* des juifs », a donné aux juifs « le droit de se considérer comme particulièrement menacés et particulièrement dignes des efforts, quels qu'ils soient, nécessaires à leur survie[16] ». Pour citer un exemple éloquent, toute mention de la décision d'Israël de fabriquer des armes nucléaires fait appel au spectre de l'Holocauste[17]. On veut nous faire croire que sans cela, Israël n'aurait pas fabriqué d'armes nucléaires !

Un autre facteur entre en jeu. Affirmer la singularité de l'Holocauste, c'est affirmer la singularité juive. Non pas de la souffrance des juifs mais ce qui fait la singularité de l'Holocauste, c'est que ce soient *les juifs* qui aient souffert. Ou encore : l'Holocauste est spécial parce que les juifs le sont. Ainsi, Ismar Schorsch, chancelier du Séminaire théologique juif, se moque de la revendication de la singularité de l'Holocauste, qu'il qualifie de « version séculière détestable de l'idée de peuple élu[18] ». Très véhément à

---

les États-Unis aient fait aux Noirs, aux Amérindiens, aux Vietnamiens ou à d'autres encore, ce n'est rien à côté de l'Holocauste » (*The Holocaust*, pp. 197 et 15)

14. Jacob Neusner, « A "Holocaust" Primer », p. 178. Edward Alexander, « Stealing the Holocaust», pp. 15–16, Neusner, *Aftermath*

15. Peter Baldwin, éd. , *Reworking the Past*, Boston, 1990, p. 21.

16. Nathan Glazer, *American Judaism*, deuxième édition Chicago, 1972, p. 171.

17. Seymour M. Hersh, *The Samson Option*, New York, 1991, p. 22. Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, New York, 1998, pp. 10, 122, 342.

18. Ismar Schorsch, « The Holocaust and Jewish Survival », *Midstream*, janvier 1981, p. 39, Chaumont prouve que la revendication de la singularité de l'Holocauste provient directement du dogme religieux de l'élection juive et n'a de sens que dans ce cadre.*La concurrence*, pp. 102–107 et 121.

propos de la singularité de l'Holocauste, Elie Wiesel ne l'est pas moins à propos de la singularité des juifs. « Tout, en nous, est différent ». Les juifs sont « ontologiquement » exceptionnels[19]. Couronnement d'un millénaire de haine des juifs, l'Holocauste est la preuve non seulement de la souffrance unique des juifs mais aussi de la singularité des juifs eux-mêmes.

Pendant la seconde guerre mondiale et juste après, raconte Novick, presque personne au gouvernement [américain], et presque personne en dehors de lui, juif ou non, n'aurait compris la phrase « l'abandon des juifs ». Le renversement s'est fait après la guerre de 1967. « Le silence du monde », « l'indifférence du monde », « l'abandon des juifs », ces thèmes sont devenus des leitmotivs du « discours de l'Holocauste[20] ».

Adoptant un thème sioniste, le cadre idéologique de l'Holocauste fait de la solution finale de Hitler l'apogée d'un millénaire de haine des juifs. Les juifs ont péri parce que tous les autres, aussi bien comme auteurs ou comme collaboateurs passifs, voulaient leur mort. «Le monde libre et "civilisé" », d'après Wiesel, « a livré les juifs au bourreau. Il y avait les tueurs, les assassins et il y avait ceux qui gardaient le silence[21] ». Les preuves historiques de l'élan criminel des Gentils sont nulles. L'efffort pesant de Daniel Goldhagen pour prouver une des variantes de cette thèse dans *Les bourreaux volontaires de Hitler* n'obtient qu'un résultat comique[22]. Son utilité politique, en revanche, est considérable. On peut noter, en passant, que la théorie de « l'antisémitisme éternel » donne, de fait, des armes aux antisémites. Comme le dit Arendt dans *Les Origines du totalitarisme*, « l'adoption de cette doctrine par les antisémites coule de source, car elle constitue le meilleur alibi possible des pires horreurs. S'il est exact que l'humanité s'est obstinée à assassiner les juifs pendant plus de deux mille ans, alors l'assassinat des juifs est un acte normal et même humain et la haine des juifs est justifiée sans qu'il soit besoin d'avancer le moindre argument. L'aspect le plus surprenant de cette explication est que beaucoup d'historiens dépourvus de parti-pris et un nombre encore plus important de juifs l'ont adoptée[23] ».

19. Wiesel, *Against Silence*, v. I, p. 153. Wiesel, *And the Sea*, p. 133.

20. Novick, *The Holocaust*, p. 59, pp.158–159.

21. Wiesel, *And the Sea*, p. 68

22. Daniel Jonah Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, New York, 1996. Pour une critique, cf Finkelstein et Birn, *Nation*.

23. Hannah Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, New York, 1951, p. 7.

Le dogme de l'Holocauste sur la haine éternelle des Gentils a servi à la fois à justifier la nécessité d'un état juif et à expliquer l'hostilité envers Israël. L'état juif est le seul garde-fou contre le prochain accès inévitable d'antisémitisme ; inversement, l'antisémitisme meurtrier est le mobile de toute attaque ou même de toute manœuvre défensive contre l'état juif. Pour expliquer les critiques envers Israël, la romancière Cynthia Ozick a une réponse toute prête : « Le monde veut éliminer les juifs... le monde a toujours voulu éliminer les juifs[24] » Si tout le monde voulait la mort des juifs, alors il serait très étonnant qu'il en restât encore – et que, contrairement au reste de l'humanité, ils ne soient pas, et c'est le moins qu'on puisse dire, en train de mourir de faim.

Ce dogme, de plus, donne carte blanche à Israël : puisque les Gentils sont décidés à les assassiner, les juifs ont le droit absolu de se protéger comme ils le jugent bon. Les juifs débrouillards peuvent recourir à n'importe quels moyens, y compris la torture et l'agression, c'est de la légitime défense. Boas Evron regrette « l'enseignement de l'Holocauste » sur la haine éternelle des Gentils parce que, observe-t-il, « cela revient réellement à provoquer délibérément une paranoïa... Cette mentalité pardonne d'avance tout traitement inhumain des non-juifs, parce que la mythologie dominante déclare « que tous les peuples ont collaboré avec les nazis à la destruction des juifs », d'où il ressort que tout est permis aux juifs dans leurs relations avec les autres peuples[25] ».

Dans le scénario de l'Holocauste, l'antisémitisme n'est pas seulement indéracinable mais aussi toujours irrationnel. Goldhagen va beaucoup plus loin que les analyses sionistes classiques, pour ne pas parler des analyses érudites en présentant l'antisémitisme comme « sans rapport avec des juifs concrets », « ce n'est fondamentalement *pas* une réaction à une quelconque analyse objective du comportement juif », et « indépendant de la nature et des comportements des juifs ». C'est une maladie mentale des Gentils, « son terrain d'action » est « l'esprit » (souligné dans l'original). Guidé par des « arguments irrationnels », l'antisémite, d'après Wiesel, « n'admet simplement pas l'existence des juifs[26] ». « Non seulement ce que font ou ne font pas les juifs n'explique en aucune façon logiquement l'antisémitisme, mais toute *tentative* [italiques dans l'original] d'explication de l'antisémitisme par les contributions des

24. Cynthia Ozick, « All the World Wants the Jews Dead », *Esquire*, novembre 1974.
25. Boas Evron, *Jewish State or Israeli Nation*, Bloomington, 1995, pp. 226–227.
26. Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, pp. 34–35, 39 et 42. Wiesel, *And the Sea*, p. 48.

juifs à l'antisémitisme est en soi un exemple d'antisémitisme ![27] », observe le sociologue John Murray Cuddihy. La vérité n'est pas que l'antisémitisme est justifiable ou que les juifs sont responsables des crimes commis contre eux, mais que l'antisémitisme apparaît dans un contexte historique donné avec un réseau croisé d'intérêts. « Une minorité bien-organisée, douée et connaissant la réussite peut inspirer des conflits qui proviennent de tensions objectives entre les groupes », souligne Ismar Schorsch, bien que « ces conflits soient souvent enrobés de stéréotypes antisémites[28] ».

L'essence irrationnelle de l'antisémitisme des Gentils est déduite de l'essence irrationnelle de l'Holocauste. Pour preuve, la solution finale de Hitler était dépourvue de rationalité – « c'était le mal pour le mal », un massacre « sans but » ; la solution finale de Hitler a marqué l'apogée de l'antisémitisme ; donc l'antisémitisme est essentiellement irrationnel. Prises séparément ou à part, ces propositions ne résistent pas à l'analyse la plus superficielle[29]. Politiquement, cependant, l'argument est extrêmement utile.

Par l'absolution totale qu'il accorde aux juifs, le dogme de l'Holocauste confère à Israël et aux juifs américains l'immunité contre une censure légitime. L'hostilité arabe ou celle des Noirs américains ? Elles « ne sont fondamentalement *pas* des réactions à une analyse objective du comportement des juifs. » (Goldhagen)[30]. Ou bien ce que dit

27. John Murray Cuddihy, « The Elephant and the Angels: The Incivil Irritatingness of Jewish Theodicy », Robert N. Bellah et Frederick E. Greenspahn, éd., *Uncivil Religion*, New York, 1987, 24. Outre cet article, cf. son « The Holocaust: The Latent Issue in the Uniqueness Debate », P. F. Gallagher éd., *Christians, Jews, and Other Worlds*, Highland Lakes, New Jersey, 1987.

28. Schorsch, *The Holocaust*, p. 39. Incidemment, l'affirmation que les juifs sont une minoritée « douée » est aussi, à mes yeux, une « détestable version séculière de l'idée de peuple élu ».

29. Bien qu'un exposé complet de cette question dépasse les limites de cet essai, on peut en considérer simplement la première proposition. La guerre de Hitler contre juifs, même si elle est irrationnelle (et cela, en soi, est une question complexe) ne serait en aucune façon un hapax dans l'histoire. Qu'on se rappelle, par exemple, la thèse centrale du traité de Schumpeter sur l'impérialisme, pour laquelle « les penchants non-rationnels et irrationnels, purement instinctifs, pour la guerre et la conquête jouent un rôle immense dans l'histoire de l'humanité... D'innombrables guerres, peut-être la majorité des guerres, ont été menées sans le moindre intérêt raisonné et raisonnable. » (Joseph Schumpeter, « The Sociology of Imperialism », Paul Sweezy, éd., *Imperialism and Social Classes*, New York, 1951, p. 83.)

30. Tout en évitant de nommer explicitement le scénario de l'Holocauste, la récente étude d'Albert S. Lindemann sur l'antisémitisme commence par le postulat que « quelle que soit le puissance du mythe, l'hostilité envers les juifs, individuelle ou collective, n'est pas entièrement fondée sur des visions fantas-

Wiesel de la persécution des juifs : « Pendant deux mille ans... nous avons vécu sous la menace perpétuelle... Pourquoi ? Sans la moindre raison. » À propos de l'hostilité arabe envers Israël : « À cause de ce que nous sommes et de ce que notre foyer Israël représente – le cœur de nos vies, le rêve de nos rêves – lorsque nos ennemis essaieront de nous détruire, ils essaieront de le faire en essayant de détruire Israël. » À propos de l'hostilité des Noirs américains envers les juifs américains : « Ce peuple, qui s'est inspiré de nous, ne nous remercie pas mais nous attaque. Nous sommes dans une situation très dangereuse. Nous sommes une fois de plus le bouc émissaire, de tous côtés... Nous avons aidé les Noirs ; nous les avons toujours aidés... Je suis désolé pour les Noirs : il y a une chose qu'ils devraient apprendre de nous et c'est la reconnaissance. Aucun peuple au monde ne connaît la reconnaissance comme nous ; nous sommes reconnaissants jusqu'à la fin des temps [31]. » Toujours punis, toujours innocents : tel est le fardeau des juifs [32].

Le dogme constitutif de l'Holocauste proclamant la haine éternelle des Gentils garantit aussi le dogme corollaire de la singularité. Si l'Holocauste a marqué l'apogée de la haine millénaire des Gentils pour les juifs, la persécution des non-juifs pendant l'Holocauste est purement accidentelle et la persécution des non-juifs dans l'histoire est simplement fortuite. De quelque point de vue qu'on se place, la souffrance juive durant l'Holocauste était unique.

Finalement, la souffrance juive est unique parce que les juifs sont uniques. L'Holocauste était unique parce qu'il n'était pas rationnel. Au fond, il avait pour cause une passion tout à fait irrationnelle, bien que trop humaine. Le monde des Gentils haïssait les juifs par envie, jalousie, ressentiment. L'antisémitisme, d'après Nathan et Ruth Ann Perlmutter, est né « de la jalousie des Gentils et de leur ressentiment parce que les juifs sont plus cotés que les chrétiens sur le marché... beaucoup de Gentils qui ne sont pas

tiques ou chimériques de ce qu'ils sont ou sur des projections sans rapport avec une quelconque réalité tangible. Comme êtres humains, les juifs ont pu, autant que n'importe quel autre groupe, provoquer l'hostilité dans le monde séculier quotidien. » (*Esau's Tears*, Cambridge, Massachussets,1997, XVII)

31. Wiesel, *Against Silence*, v. I, pp. 255 et 384.

32. Chaumont montre que le dogme de l'Holocauste rend effectivement tous les crimes plus acceptables. L'insistance sur l'innocence absolue des juifs, c'est-à-dire sur l'absence complète d'un motif rationnel expliquant les persécutions et les meurtres dans d'autres circonstances, « créant une division de fait entre des crimes inconditionnellement intolérables et des crimes avec lesquels on peut, et par conséquent on doit, s'arranger. » (*La concurrence*, p. 176)

très parfaits en veulent à peu de juifs très parfaits[33] ». L'Holocauste a confirmé négativement l'élection des juifs. Parce que les juifs sont meilleurs ou réussissent mieux, ils ont encouru la colère des Gentils qui les ont assassinés.

Dans une brève digression, Novick se demande « ce que le discours sur l'Holocauste serait en Amérique » si Elie Wiesel n'en était pas « le principal interprète[34] ». La réponse n'est pas difficile à trouver. Avant juin 1967, c'est le message universel du survivant des camps Bruno Bettelheim qui trouvait un écho chez les juifs américains. Après la guerre de 1967, Bettelheim a été écarté en faveur de Wiesel. La prééminence de Wiesel est la conséquence directe de son utilité idéologique. Singularité des souffrances juives et singularité des juifs, Gentils toujours coupables et juifs toujours innocents, défense inconditionnelle d'Israël et défense inconditionnelle des intérêts juifs : Elie Wiesel *est* l'Holocauste.

~

La plus grande partie de la littérature sur la solution finale de Hitler, qui tourne autour des dogmes essentiels de l'Holocauste, n'a aucune valeur scientifique. En fait, le domaine des études de l'Holocauste est truffé d'absurdités, pour ne pas dire de fraudes pures et simples. Ce qui est particulièrement révélateur, c'est le milieu culturel dans lequel s'enracine cette littérature de l'Holocauste.

Le premier faux d'envergure de l'Holocauste est *The Painted Bird* [NdT : publié en France sous le titre *L'oiseau bariolé*, J'ai Lu], de l'émigré polonais Jerzy Kosinski[35]. Le livre est « écrit en anglais », expliquait Kosinski, pour que « je puisse écrire sans passion, libéré des connotations affectives que la langue maternelle recèle toujours. » En fait, les parties qu'il a réellement écrites – et on ne sait toujours pas lesquelles – sont en polonais. Le livre prétendait être le récit autobiographique de ses errances d'enfant solitaire dans la campagne polonaise pendant la seconde guerre mondiale. Les tortures sexuelles sadiques perpétrées par les paysans polonais constituent l'argument du livre. Les comptes rendus de lecture avant la publication ont tourné en ridicule sa

33. N. et R. Perlmutter, *Anti-Semitism*, pp. 36, 40.

34. Novick, *The Holocaust*, p. 351, note 19.

35. New York, 1965. J'emprunte la description du contexte au livre de James Park Sloan, *Jerzy Kosinski*, New York, 1996.

« violence pornographique » et « le produit d'un esprit obsédé par la violence sado-masochiste ». En fait, Kosinski a inventés presque tous les épisodes pathologiques qu'il raconte. Le livre dépeint les paysans polonais avec lesquels il vivait comme des antisémites virulents. « Frappez les juifs, frappez les salauds », encouragent-ils. En fait, les paysans polonais ont caché la famille Kosinski tout en sachant parfaitement qu'elle était juive et quelles conséquences funestes ils encourraient s'ils étaient pris [36].

Dans le *New York Times Book Review*, Elie Wiesel a chanté les louanges de *The Painted Bird* qu'il qualifie de « l'une des meilleures » mises en cause de l'époque nazie, « écrite avec une sincérité et une sensibilité profonde ». Cynthia Ozick, par la suite, s'est écriée qu'elle avait « immédiatement » reconnu que Kosinski, était un authentique « survivant et témoin juif de l'Holocauste ». Bien après que Kosinski ait été convaincu de mystification littéraire, Wiesel continuait à faire l'éloge de « son œuvre remarquable ».

The Painted Bird devint un texte classique de l'Holocauste, best-seller, couronné de prix, traduit dans de nombreuses langues, lecture obligatoire dans les lycées américains. Kosinski fait la tournée de l'Holocauste, c'est un Elie Wiesel à petit prix (ceux qui n'ont pas moyens de se payer les honoraires de Wiesel – « le silence » n'est pas bon marché – font appel à lui). Bien qu'il ait été finalement démasqué par un hebdomadaire d'investigation, le *New York Times* a continué à défendre d'arrache-pied Kosinski, prétendant qu'il était victime d'un complot communiste [37].

36. Elie Wiesel, « Everybody's Victim », *New York Times Book Review*, 31 octobre 1965. Wiesel, *All Rivers*, 335. La citation d'Ozick est tirée de Sloan, pp. 304–305. L'admiration de Wiesel pour Kosinski n'est pas étonnante. Kosinski voulait analyser « le nouveau langage », Wiesel « forger un nouveau langage » de l'Holocauste. Pour Kosinski, « ce qui se trouve entre les épisodes est à la fois un commentaire et quelque chose que l'épisode commente ». Pour Wiesel, « l'espace entre deux mots est plus vaste que la distance entre le Ciel et la Terre ». Il y a un proverbe polonais qui exprime cette profondeur : « Du vide à la vacuité. » Tous les deux aspergent littéralement leurs ruminations de citations d'Albert Camus, signe infaillible de charlatanisme. Se souvenant qu'un jour Camus lui a dit : « Je vous envie Auschwitz », Wiesel continue : « Camus ne pouvait se pardonner de ne pas connaître cet événement majestueux, ce mystère des mystères » (Wiesel, *All Rivers*, p. 321 ; Wiesel, *Against Silence*, v. II, p. 133)

37. Geoffrey Stokes et Eliot Fremont-Smith, « Jerzy Kosinski's Tainted Words », *Village Voice*, 22 juin 1982. John Corry, « A Case History: 17 Years of Ideological Attack on a Cultural Target », *New York Times*, 7 novembre 1982. A sa décharge, Kosinski s'est livré à une sorte de repentir tardif. Pendant les quelques années qui séparent sa démystification de son suicide, Kosinski a déploré que l'industrie

Une mystification plus récente, les *Fragments* de Benjamin Wilkomirski [38] [NdT : publié en France sous le titre *Enfance brisée, fragments* (Poche, 1999)] emprunte sans vergogne aux techniques kitsch de description de l'Holocauste propres à *Painted Bird*. Comme Kosinski, Wilkomirski se dépeint comme un enfant survivant solitaire qui devient muet, se retrouve dans un orphelinat et découvre très tard qu'il est juif. Comme pour *The Painted Bird*, l'artifice narratif principal des *Fragments* est la voix simple, étouffée, d'un enfant naïf ; là aussi, les lieux et les dates sont volontairement flous. Comme *The Painted Bird*, chaque chapitre de *Fragments* culmine dans une orgie de violence. Kosinski décrivait *The Painted Bird* comme « la lente décongélation de

de l'Holocauste exclue les victimes non-juives. « Beaucoup de juifs américains ont tendance à le percevoir comme une shoah, une catastrophe exclusivement juive... Mais au moins la moitié des Tsiganes (improprement appelés *Gypsies*), environ deux millions et demi de Polonais catholiques, des millions de citoyens soviétiques de nationalités diverses furent aussi victimes de ce génocide... » Il a également rendu hommage « à la bravoure des Polonais » qui l'ont « protégé » « durant l'Holocauste » malgré son aspect soi-disant « sémite ». (Jerzy Kosinski, *Passing By*, New York, 1992, pp. 165–166 et 178–179) Alors qu'on lui demandait, avec colère, ce que les Polonais avaient fait pour sauver les juifs, au cours d'une conférence sur l'holocauste, Kosinski a répliqué vertement : « Qu'ont fait les juifs pour sauver les Polonais ? »

38. New York, 1996. Pour le contexte de la mystification de Wilkomirski, cf. surtout Elena Lappin, « The Man With Two Heads », *Granta*, n° 66, et Philip Gourevitch, « Stealing the Holocaust », *New Yorker*, 14 juin 1999.

l'esprit », Wilkomirski décrit *Fragments* comme « la mémoire recouvrée[39] ».

Bien que ce soit une mystification pure et simple, *Fragments* est l'archétype des souvenirs de l'Holocauste. Le récit se déroule dans les camps de concentration, tous les gardes sont des monstres fous et sadiques qui défoncent le crâne de nourrissons juifs. Ainsi, ces souvenirs des camps de concentration nazis sont en contradiction avec ce que dit la survivante d'Auschwitz, le docteur Ella Lingens-Reiner : « Il y avait peu de sadiques, pas plus de cinq ou dix pour cent[40]. » Le sadisme allemand est au premier plan dans la littérature de l'Holocauste. Il a un double emploi, celui d'« illustrer » l'irrationalité unique de l'Holocauste en même temps que l'antisémitisme fanatique des criminels.

La particularité de *Fragments* réside dans le fait qu'il décrit la vie non pas *pendant*

39. Wiesel a exercé aussi une grande influence « littéraire » sur Wilkomirski . Que l'on compare ces passages :

> Wilkomirski : « J'ai vu ses yeux grand ouverts et tout d'un coup j'ai su que ces yeux-là savaient tout, qu'ils avaient vu tout ce que les miens avaient vu, qu'ils en savaient infiniment plus que n'importe qui dans ce pays. Je les connaissais, ces yeux-là, j'en avais vu des milliers de fois, au camp et après. C'étaient les yeux de Mila. Nous autres enfants, nous disions tout avec ces yeux-là. Elle le savait aussi : elle regardait droit dans mon cœur, par mes yeux. »
>
> Wiesel : « Les yeux, je dois vous parler de leurs yeux. Je dois commencer par là car leurs yeux précèdent tout le reste et tout se comprend par eux. Le reste peut attendre, il ne fait que confirmer ce que vous savez déjà. Mais leurs yeux, leurs yeux brûlent d'une sorte de vérité irréductible qui brûle sans se consumer. Réduit au silence par la honte que vous éprouvez devant eux, vous ne pouvez que vous incliner et accepter le jugement. Votre seul souhait est de voir le monde comme ils le font. Vous, un adulte, un homme sage et d'expérience, vous êtes soudain impuissant et terriblement appauvri. Ces yeux vous rappellent votre enfance, votre état d'orphelin, vous font perdre toute foi en la puissance du langage. Ces yeux nient la valeur des mots ; ils absorbent votre besoin de parler. » (*The Jews of Silence*, New York, 1966, p. 3)

Wiesel chante encore pendant une page et demie « les yeux ». Sa prouesse littéraire n'a d'égale que sa maîtrise dialectique. Quelque part, il avoue : « Je crois à la culpabilité collective, contrairement à beaucoup de libéraux. » Ailleurs, il avoue : « Je souligne que je ne crois pas à la culpabilité collective. » (Wiesel, *Against Silence*, tome II, p. 134 ; Wiesel, *And the Sea*, pp. 152 et 235).

40. Bernd Naumann, *Auschwitz*, New York, 1966, p. 91. Cf. Finkelstein and Birn, *Nation*, p. 67–68, pour une documentation complète.

mais *après* l'Holocauste. Adopté par une famille suisse, le petit Benjamin subit encore de nouveaux tourments. Il est enfermé dans un monde de négateurs de l'Holocauste. « Oublie ça, c'est un cauchemar », lui hurle sa mère. « Ce n'était qu'un cauchemar... Tu ne dois plus y penser. » « Ici, dans ce pays », dit-il, irrité, « tout le monde passe son temps à dire que je dois oublier, que rien de tout cela n'est arrivé, que j'ai rêvé. Mais ils savent que c'est vrai ! »

Même à l'école, « les garçons me montrent du doigt, tendent le poing et hurlent : " Il délire, ce n'est pas vrai. Menteur ! Il est dingue, fou, c'est un imbécile." » (entre nous : ils avaient raison). Le bourrant de coups de poing, répétant des refrains antisémites, tous les enfants non juifs font front contre le pauvre Benjamin, pendant que les adultes répètent sans cesse : « Tu inventes tout ça ! ».

Alors que Benjamin est au fond du désespoir, l'Holocauste lui apparaît. « Le camp est toujours là – il est simplement caché et bien déguisé. Ils ont simplement enlevé leurs uniformes et revêtu de jolis vêtements pour qu'on ne les reconnaisse pas... Laisse-les imaginer un seul instant que tu pourrais être juif et tu le sauras : ce sont eux, j'en suis sûr. Ils sont toujours capables de tuer, même sans uniforme. » Plus qu'un hommage au dogme de l'Holocauste, *Fragments* est une révélation : même en Suisse, cette Suisse neutre, tous les Gentils veulent tuer les juifs.

Fragments a été proclamé classique de la littérature de l'Holocauste. Le livre a été traduit dans une dizaine de langues et il a obtenu le Prix national du livre juif, le Quarterly Jewish Prize et le prix de la Mémoire de la Shoah. Vedette de documentaires, des conférences et des séminaires de l'Holocauste, des quêtes de fonds pour le musée mémorial de l'Holocauste des États-Unis, Wilkomirski est rapidement devenu l'emblème de l'Holocauste.

Daniel Goldhagen, qui a salué dans *Fragments* « un petit chef d'œuvre », était le champion de Wilkomirski dans le milieu universitaire. Des historiens sérieux comme Hilberg, cependant, ont rapidement traité Wilkomirski de faussaire. C'est Hilberg aussi qui a posé les questions qu'il fallait après la révélation de la fraude : « Comment a-t-on pu prendre ce livres pour des souvenirs dans des maisons d'édition ? Comment a-t-il pu valoir à M. Wilkomirski des invitations au musée mémorial de l'Holocauste des États-Unis ou dans les universités en vue ? Comment se fait-il que nous ne contrôlions pas du tout la qualité quand il s'agit de juger les documents sur l' Holocauste pour

décider de leur éventuelle publication ?[41] »

Wilkomirski, qui est à la fois un fou et un charlatan, a, en fait, passé toute la guerre en Suisse. Il n'est même pas juif. Il faut lire, cependant, les nécrologies que l'industrie de l'Holocauste a consacrées à cette mystification après qu'elle fut dévoilée :

> Arthur Samuelsonn (éditeur) : « *Fragments* est un livre très sympa... C'est une fraude seulement si on le considère comme un document. Alors, je le rééditerais dans la catégorie fiction. Peut-être que tout ça n'est pas vrai, et alors il n'en est que meilleur écrivain ! »
>
> Carol Brown Janeway (traductrice et éditrice) : « Si les accusations... s'avèrent exactes, alors, ce qui est en cause ce ne sont pas des faits matériels qui peuvent être vérifiés mais des faits spirituels qui doivent être appréciés. Ce qu'il faudrait, c'est peser les âmes et c'est impossible. »

Ce n'est pas tout. Israël Gutman est directeur à Yad Vashem et maître assistant d'Holocauste à l'université hébraïque de Jérusalem. C'est aussi un ancien d'Auschwitz. D'après Gutman : « il n'est pas très important » que *Fragments* soit une mystification. « Wilkomirski a écrit une histoire qu'il a vécue intensément ; c'est certain... Ce n'est pas un usurpateur. C'est quelqu'un qui vit cette histoire très profondément dans son âme. Sa peine est authentique. » Alors, il importe peu qu'il ait passé la guerre dans un camp de concentration ou dans un châlet suisse ; Wilkomirski n'est pas un usurpateur si « sa peine est authentique » : ainsi parle un survivant d'Auschwitz devenu expert de l'Holocauste. Les autres inspirent le mépris ; Gutman, simplement la pitié.

Le *New Yorker* intitulait son article dévoilant la fraude de Wilkomirski « Voleur d'Holocauste ». Hier, on faisait fête à Wilkomirski à cause de ses récits sur la méchanceté des Gentils ; aujourd'hui on le condamne parce qu'il n'est qu'un méchant Gentil de plus. C'est *toujours* la faute des Gentils. Bien sûr, Wilkomirski a inventé son passé d'Holocauste mais la vérité, c'est que l'industrie de l'Holocauste, fondée sur une appropriation frauduleuse de l'histoire à des fins idéologiques, ne pouvait que louer le faux de Wilkomirski, « un survivant de l'Holocauste » en attente d'être découvert.

En octobre 1999, l'éditeur allemand de Wilkomirski, en retirant *Fragments* des rayons, a finalement reconnu publiquement que ce n'était pas un orphelin juif mais

41. Lappin, p. 49. Hilberg a toujours posé les questions qu'il fallait. D'où son statut de paria dans la communauté de l'Holocauste. Cf. Hilberg, *The Politics of Memory*, ibid.

un homme né suisse, nommé Bruno Doessekker. Apprenant que les carottes étaient cuites, Wilkomirski a réagi en lançant un défi tonitruant « Je suis bien Benjamin Wilkomirski ». Il a fallu un mois à son éditeur américain, Schocken, pour ôter *Fragments* de son catalogue[42].

Si l'on passe en revue maintenant les travaux sur l'Holocauste, la place qui y est donnée à la « connexion arabe » est révélatrice. Bien que le mufti de jérusalem n'ait joué « aucun rôle significatif dans l'Holocauste », dit Novick, l'*Encyclopaedia of the Holocaust*, publiée par Israël Gutman, lui donne « un rôle principal ». Le mufti est aussi à l'honneur à Yad Vashem : « On laisse entendre au visiteur, dit Tom Seguev, qu'il y a beaucoup de points communs entre le plan nazi pour la destruction des juifs et l'hostilité des Arabes envers Israël. » Lors d'une commémoration d'Auschwitz célébrée par le clergé de toutes les religions, Wiesel a protesté contre la présence d'un musulman : « Avons-nous oublié le mufti Hadji Amin al-Hussein de Jérusalem, l'ami de Heinrich Himmler ? » On se demande pourquoi, si le mufti a joué un rôle si important dans la solution finale de Hitler, Israël ne l'a pas traîné en justice comme Eichmann : après la guerre, il vivait juste à côté, au Liban[43].

Les apologistes ont désespérément cherché à impliquer les Arabes dans le nazisme, surtout après l'ignoble invasion du Liban en 1982 et alors que les « nouveaux historiens » israéliens contestaient les affirmations de la propagande officielle israélienne. Le célèbre historien Bernard Lewis a réussi à consacrer un chapitre entier de son abrégé d'histoire de l'antisémitisme et trois pages entières de sa « brève histoire des deux mille dernières années » au Proche-Orient, au nazisme arabe. À l'extrémité libérale du spectre de l'Holocauste, Michel Berenbaum, du musée de l'Holocauste de Washington, a généreusement reconnu que « les pierres jetées par les jeunes palestiniens furieux de la présence israélienne... ne sont pas l'équivalent de l'assaut nazi contre les civils juifs impuissants[44] ».

L'extravagance la plus récente autour de l'Holocauste est le livre de Daniel Jonah Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners* (Les bourreaux volontaires d'Hitler). Toutes

42. « Publisher Drops Holocaust Book », *New York Times*, 3 novembre 1999. Allan Hall et Laura Williams, « Holocaust Hoaxer ? »*New York Post*, 4 novembre 1999

43. Novick, *The Holocaust*, p. 158. Segev, *Seventh Million*, p. 425. Wiesel, *And the Sea*, p. 198.

44. Bernard Lewis, *Semites and Anti-Semites*, New York, 1986, chap. 6 ; Bernard Lewis, *The Middle East*, New York, 1995, pp. 348–350. Berenbaum, *After Tragedy*, p. 84.

les revues qui comptent ont publié un ou plusieurs comptes rendus dans les semaines qui ont suivi sa parution. Le *New York Times* a multiplié les recensions louangeuses du livre de Goldhagen, « une de ces rares nouveautés qui méritent d'être qualifiées d'ouvrages de référence » (Richard Bernstein). Le magazine *Time* a qualifié le livre, qui s'est vendu à plus de cinq cent mille exemplaires et a été traduit dans treize langues, de « deuxième livre de l'année, catégorie essais » et de « livre le plus commenté de l'année[45] ».

Soulignant « les recherches remarquables » et « l'abondance de preuves... reposant sur des documents et des faits incontestables », Elie Wiesel a salué en *Hitler's Willing Executioners* « une terrible contribution à la compréhension et à l'enseignement de l'Holocauste ». Israël Gutman l'a loué pour « la façon dont il soulève à nouveau des questions essentielles » que « les spécialistes officiels de l'Holocauste » avaient ignorées. Sélectionné pour la chaire d'Holocauste de l'université de Harvard, associé à Wiesel dans la presse nationale, Goldhagen est rapidement devenu inévitable dans les tournées de conférences sur l'Holocauste.

La thèse centrale du livre de Goldhagen est le dogme officiel de l'Holocauste : mû par une haine maladive, le peuple allemand a sauté sur l'occasion que leur a donnée Hitler d'assassiner les juifs. Même l'écrivain reconnu de l'Holocauste Yehuda Bauer, maître de conférence à l'université hébraïque et directeur à Yad Vashem, a, par moment, accepté ce dogme. S'interrogeant il y a quelques années sur l'état d'esprit des assassins, Bauer avait écrit : « Les juifs ont été assassinés par des gens qui, dans une large mesure, ne les haïssait pas... Les Allemands n'avaient pas besoin de haïr les juifs pour les tuer. » Cependant, dans un compte rendu récent du livre de Goldhagen, Bauer soutient exactement le contraire : « Le type le plus affirmé d'attitudes meurtrières a dominé à partir de la fin des années trente... Au commencement de la seconde guerre mondiale, la grande majorité des Allemands s'identifiait avec le régime et sa politique antisémite au point qu'il était facile de recruter les assassins. » Interrogé sur cette contradiction, Bauer a répondu : «Je ne vois aucune contradiction entre ces affirmations[46] »

45. *New York Times*, 27 mars, 2 avril, 3 avril 1996.*Time*, 23 décembre 1996.

46. Yehuda Bauer, « Reflections Concerning Holocaust History », Louis Greenspan et Graeme Nicholson, éd., *Fackenheim*, Toronto, 1993, pp. 164 et 169. Yehuda Bauer, « On Perpetrators of the Holocaust and the Public Discourse », *Jewish Quarterly Review*, n° 87, 1997, pp. 348–350. Norman G. Finkel-

Bien que revêtu d'un apparat universitaire, *Hitler's Willing Executioners* n'est rien d'autre qu'une compilation inspirée par une violence sadique. Il n'est pas étonnant que Goldhagen ait vigoureusement fait la promotion de Wilkomirski : *Hitler's Willing Executioners*, c'est *Fragments* avec des notes. Bourré de grosses erreurs de présentation des sources et de contradictions internes, *Hitler's Willing Executioners* est dépourvu de valeur scientifique. Dans *L'Allemagne en procès. La thèse de Goldhagen et la vérité historique*, Ruth Bettina Birn et l'auteur de ces lignes ont montré l'indigence de l'entreprise de Goldhagen. La controverse qui a suivi a dévoilé de façon absolument éblouissante le fonctionnement interne de l'industrie de l'Holocauste.

Birn, spécialiste mondiale des archives consultées par Goldhagen, a d'abord publié ses critiques dans *The Cambridge Historical Journal*. Déclinant l'invitation de la revue à publier une réponse circonstanciée, Goldhagen a préféré engager une prestigieuse société d'avocats londonienne pour attaquer Birn et les éditions de l'université de Cambridge pour « des diffamations nombreuses et graves ». Exigeant une rétractation, des excuses et la promesse que Birn ne renouvellerait pas ses critiques, les avocats de Goldhagen ont alors menacé « d'une augmentation des dommages-intérêts si vous donniez une quelconque publicité à cette lettre [47] ».

Peu après la publication par l'auteur de ces lignes d'une analyse tout aussi critique dans *New Left Review*, Metropolitan, un filiale d'Henry Holt, accepta de publier les deux essais en volume. A la une, [le magazine juif] *Forward* avertit que Metropolitan « préparait la sortie d'un livre de Norman Finkelstein, opposant notoire à l'état d'Israël ». *Forward* est le principal agent de « l'holocaustiquement correct » aux États-Unis.

Affirmant que « le parti-pris évident de Finkelstein et ses déclarations audacieuses... sont irréversiblement marqués du sceau de son antisionisme », le président de la Ligue contre la diffamation, Abraham Foxman, en appela à la maison Holt pour que la publication du livre soit abandonnée : « La question... n'est pas de savoir si la

stein et Yehuda Bauer, « Goldhagen's Hitler's Willing Executioners : An Exchange of Views », *Jewish Quarterly Review*, n° 1–2, 1998, p. 126.

47. Pour une vue générale de cette affaire et des paragraphes qui suivent, cf. Charles Glass, « Hitler's Unwilling executioners », *New Statesman*, 23 janvier 1998, Laura Shapiro, « A Battle Over the Holocaust », *Newsweek*, 23 mars et Tibor Krausz, « The Goldhagen Wars », *Jerusalem Report*, 3 août 1998. Pour tout ce thème, cf. `www.NormanFinkelstein.com` (qui comporte un lien vers le site de Goldhagen).

thèse de Goldhagen est juste ou fausse mais de définir ce qui constitue « une critique légitime » et ce qui dépasse les bornes. » « Que la thèse de Goldhagen soit juste ou fausse », répliqua Sara Bershtel, éditeur adjoint de Metropolitan, « c'est justement cela, la question. »

Léon Wieseltier, directeur littéraire de la revue pro-israélienne *New Republic*, est intervenu personnellement auprès du président de Holt, Michael Naumann. « Vous ne connaissez pas Finkelstein. C'est un poison, un répugnant juif qui se déteste lui-même, quelque chose qu'on trouve sous un caillou. » Qualifiant la décision de Holt de « scandaleuse », Elan Steinberg, directeur adjoint du congrès juif mondial, a déclaré « s'ils veulent faire les éboueurs, il faut qu'ils portent des vêtements spéciaux. »

« Je n'avais jamais vu des parties prenantes essayer de jeter publiquement un tel discrédit sur un ouvrage à paraître », a dit plus tard Naumann. L'historien et journaliste israélien bien connu, Tom Segev, remarqua dans *Haaretz* que la campagne confinait au « terrorisme culturel ».

Birn, en tant qu'historien en chef de la Section des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité du Ministère de la justice du Canada, fut la cible des attaques des associations juives canadiennes. Proclamant que j'étais « anathème pour la grande majorité des juifs du continent américain », le Congrès juif canadien dénonça la participation de Birn au livre. Pour faire pression sur son employeur, le Congrès juif canadien adressa une protestation au Ministère de la justice. Cette plainte, jointe à un rapport commandité par le Congrès juif canadien qui traite Birn de « membre de la race des assassins » (elle est née allemande) a provoqué une enquête officielle sur son cas.

Même après la sortie du livre, les attaques personnelles continuèrent. Goldhagen affirma que Birn était un vecteur d'antisémitisme, alors qu'elle a consacré toute sa vie à la poursuite des criminels de guerre nazis, et que je pensais que les victimes des nazis, y compris ma propre famille, méritaient de mourir [48]. Les collègues de Godlhagen au Centre d'études européennes de Harvard, Stanley Hoffmann et Charles Maier, prirent publiquement position pour lui [49].

48. Daniel Jonah Goldhagen, « Daniel Jonah Goldhagen Comments on Birn », *German Politics and Society*, été 1998, pp. 88, 91 note 2. Daniel Jonah Goldhagen, « The New Discourse of Avoidance », note 25 (`www.Goldhagen.com/nda2html`)

49. Hoffmann était le conseiller de Goldhagen pour la thèse qui est devenue*Hitler's Willing Executioners*. Cependant, contrairement à tous les usages universitaires, non seulement il a écrit un compte

Traitant les accusations de censure de « fable », *The New Republic* soutint « qu'il y avait une différence entre la censure et le respect des principes ». *L'Allemagne en procès* reçut l'approbation d'historiens chefs de file de [l'étude] de l'holocauste nazi, y compris Raul Hilberg, Christopher Browning and Ian Kershaw. Ces érudits ont tous rejeté le livre de Goldhagen ; Hilberg l'a qualifié de « sans valeur ». Des principes, vraiment !

En fin de compte, voici ce qui en ressort : Wiesel et Gutman ont soutenu Goldhagen ; Wiesel a soutenu Kosinski ; Gutman et Goldhagen ont soutenu Wilkomirski. Tous ensemble, ils constituent la littérature sur l'Holocauste.

Malgré toute la publicité qu'on leur fait, on n'a aucune preuve que les négateurs de l'Holocauste excercent aux États-Unis une plus grande influence que les partisans de la terre plate. Vu les absurdités publiées tous les jours par l'industrie de l'Holocauste, l'étonnant est qu'il y ait *si peu* de sceptiques. Et ceux qui prétendent que la négation de l'Holocauste est en plein essort ont une raison bien simple. Dans une société saturée d'Holocauste, il faut bien justifier la production continue de nouveaux musées, livres, films et émissions ; le meilleur moyen est évidemment de brandir la menace de la négation de l'Holocauste. Par exemple, le livre célèbre de Déborah Lipsadt, *Denying the Holocaust*[50], est sorti juste avant l'ouverture du musée de l'Holocauste de Washington, en même temps que les résultats d'un sondage qui établissait l'importance de la négation de l'Holocauste[51].

---

rendu très élogieux du livre de Goldhagen dans*Foreign Affairs* mais encore il a dénoncé*A Nation on trial* comme « choquant » dans un autre compte rendu pour la même revue *(Foreign Affairs*, mai-juin 1996 et juillet-août 1998). Maier a envoyé une longue contribution au site internet H-German (`www2.h-net.msu.edu`). En fin de compte, les seuls « aspects de cette situation » que Maier trouve « vraiment dégoûtants et répréhensibles » sont les critiques contre Goldhagen. Ainsi, il a soutenu Goldhagen dans son procès pour « malice » contre Birn et condamné mon argumentation en la qualifiant de « spéculation fantaisiste et furieuse » (23 novembre 1997).

50. New York, 1994. Lipstadt est titulaire de la chaire d'Holocauste à l'université Emory [NdT : à Atlanta ; c'est l'université Coca-Cola] en Géorgie et a été nommée récemment au Conseil des États-Unis pour le mémorial de l'holocauste.

51. Le sondage du Comité juif américain, en construisant sa phrase autour d'une double négation, a rendu la confusion presque inévitable : « Vous semble-t-il possible ou vous semble-t-il impossible que l'extermination des juifs par les nazis n'a jamais eu lieu ? » Vingt-deux pour cent des personnes interrogées ont répondu « cela semble possible ». Dans les sondages ultérieurs, où la phrase était énoncée à la forme affirmative, la négation de l'Holocauste était proche de zéro. Une étude récente du Comité

Denying the Holocaust est une version adaptée au goût du jour des brochures sur « le nouvel antisémitisme ». Pour illustrer les progrès de la négation de l'Holocauste, Lipstadt cite une poignée de publications tortueuses. Sa pièce de résistance est Arthur Butz, un minable qui enseigne l'ingénierie électrique à l'université Northwestern et qui a publié son livre, *The Hoax of the Twentieth Century*, chez un éditeur obscur. Le chapitre de Lipstadt qui lui est consacré s'intitule « Pénétrer dans la grande presse ». S'il n'y avait pas eu Lipstadt et ses semblables, personne n'aurait jamais entendu parler d'Arthur Butz.

En fait, le seul négateur de l'Holocauste qui soit bien établi est Bernard Lewis. Un tribunal français l'a même condamné pour négation de génocide. Mais c'est le génocide des Arméniens par les Turcs pendant la seconde guerre mondiale qu'a nié Lewis et non le génocide des juifs, et Lewis est pro-israélien [52]. Cette négation de génocide ne dérange donc personne aux États-Unis. La Turquie est un allié d'Israël, ce qui simplifie encore les choses. La mention d'un génocide arménien est donc tabou. Elie Wiesel et le rabbin Arthur Hertzberg ainsi que le Comité juif américain et Yad Vashem se sont retirés d'une conférence internationale sur le génocide à Tel Aviv parce que les organisateurs universitaires avaient prévu des séances sur le cas arménien, contre l'avis du gouvernement israélien. Wiesel a cherché également, de son propre chef, à faire échouer la conférence et, d'après Yehuda Bauer, il est personnellement intervenu auprès des autres pour qu'ils n'y participent pas [53]. À l'instigation d'Israël, Le Conseil de

juif américain dans onze pays a montré que, malgré les affirmations en sens contraire des groupes d'extrême droite, « peu de gens nient l'Holocauste », (Jennifer Golub et Renae Cohen, *What Do Americans Know About the Holocaust ?*, The American Jewish Committee, 1993 ; « Holocaust Deniers Unconvincing – Surveys », *Jerusalem Post*, 4 février 2000). Cependant, dans un témoignage devant le Congrès à propos de « l'antisémitisme en Europe », David Harris du Comité juif américain a mis en évidence la vigueur de la négation de l'holocauste au sein de la droite européenne sans mentionner une seule fois les conclusions mêmes du Comité juif américain, d'après lesquelles la négation ne trouve aucun écho dans le public. (Séance de la Commission des affaires étrangères, Sénat des États-Unis, 5 avril 2000).

52. Cf. « France Fines Historian Over Armenian Denial », *Boston Globe*, 22 juin 1995, et « Bernard Lewis and the Armenians», *Counterpunch*, 16–31 décembre 1997.

53. Israel Charny, « The Conference Crisis. The Turks, Armenians and the Jews », *The Book of the International Conference on the Holocaust and Genocide*. Livre premier : The Conference Program and Crisis, Tel Aviv, 1982. Israel Amrani, « A Little Help for Friends », *Haaretz*, 20 avril 1990 (Bauer). D'après son étrange récit, Wiesel a renoncé à siéger à la conférence « pour ne pas offenser nos invités arméniens ». C'est sans doute par courtoisie envers les Arméniens qu'il a essayé de saboter la conférence

l'Holocauste des États-Unis a pratiquement éliminé toute mention des Arméniens au Musée mémorial de l'Holocauste de Washington et des activistes juifs au Congrès ont empêché l'adoption d'un « jour du souvenir » pour le génocide arménien [54].

Douter du témoignage d'un survivant, dénoncer le rôle des collaborateurs juifs, suggérer que les Allemands ont souffert pendant le bombardement de Dresde ou que d'autres états que l'Allemagne ont commis des crimes pendant la seconde guerre mondiale, tout cela, d'après Lipstadt, est l'indice d'une négation de l'Holocauste [55]. Et suggérer que Wiesel tire profit de l'industrie de l'Holocauste, ou même se poser des questions au sujet de ce personnage, revient à nier l'Holocauste [56].

Les formes les plus « insidieuses » de la négation de l'Holocauste, suggère Lipstadt, sont « les équivalences immorales » : c'est-à-dire la négation de la singularité de l'Holocauste [57]. Cet argument a des implications surprenantes. Daniel Goldhagen prétend que le comportement des Serbes au Kosovo « ne diffère, dans son essence, du comportement de l'Allemagne nazie que dans les proportions [58] ». Cela ferait de Goldhagen, « en essence », un négateur de l'Holocauste. De fait, de la droite à la gauche, les commentateurs israéliens ont comparé le comportement des Serbes au Kosovo au comportement d'Israël envers les Palestiniens en 1948 [59]. De l'aveu même de Goldhagen, Israël aurait dès lors commis un Holocauste. Or même les Palestiniens ne le prétendent plus.

En dépit des positions politiques ou des motivations obscènes de ses auteurs, la littérature révisionniste n'est pas totalement dépourvue d'utilité. Lipstadt accuse David irving d'être « l'un des plus dangereux porte-parole de la négation de l'Holocauste » (il a récemment perdu, en Angleterre, un procès en diffamation intenté sur la base de cette accusation et de quelques autres). Mais Irving, admirateur notoire de Hitler

et de convaincre les autres de ne pas y participer... (Wiesel, *And the Sea*, p. 92)

54. Edward T. Linenthal, *Preserving Memory*, New York, 1995, pp. 228ss, 263 et 312–313.

55. Lipstadt, *Denying*, pp. 6, 12, 22, 89–90.

56. Wiesel, *All Rivers*, pp. 333, 336.

57. Lipstadt, *Denying*, chapitre 11.

58. « A New Serbia », *New Republic*, 17 mai 1999.

59. Cf., par exemple, Meron Benvenisti, « Seeking Tragedy », *Haaretz*, 16 avril 1999, Zeev Chafets, « What Undergraduate Clinton Has Forgotten », *Jerusalem Report*, 10 mai 1999, et Gideon Levi, « Kosovo : It is Here », *Haaretz*, 4 avril 1999. (Benvenisti limite la comparaison avec les Serbes au comportement d'Israël après mai 1948.)

et sympathisant du national-socialisme allemand, a néanmoins apporté une contribution « indispensable », d'après les termes de Gordon Craig, à notre connaissance de la seconde guerre mondiale. Arno Mayer, dans son importante étude de l'holocauste nazi, aussi bien que Raul Hilberg, citent des ouvrages révisionnistes. « Si ces gens veulent parler, qu'on les laisse faire », observe Hilberg. « Cela conduit simplement ceux d'entre nous qui font des recherches à réexaminer ce que nous aurions pu considérer comme évident. Et c'est utile pour nous[60] »

~

Les journées annuelles du souvenir de l'Holocauste sont un événement national. Dans les cinquante états [américains], des commémorations sont financées, souvent par les parlements locaux. L'association des organisations de l'Holocauste recense plus de cent institutions de l'Holocauste aux États-Unis. Il y a sept grands musées de l'Holocauste aux États-Unis. Le centre de ce culte du souvenir est le musée américain du mémorial de l'Holocauste à Washington.

La première question qui se pose est celle de l'existence même d'un musée de l'Holocauste créé par décision fédérale et financé de la même façon dans la capitale nationale. Sa présence sur la principale avenue de Washington est particulièrement incongrue puisqu'il n'y a pas de musée commémorant les crimes commis par les États-Unis au cours de leur histoire. Imaginons un instant les accusations d'hypocrisie que l'on pousserait ici si l'Allemagne dédiait un musée non au génocide nazi mais à l'esclavage aux États-Unis ou à l'extermination des Amérindiens[61].

60. Arno Mayer, *Why Did the Heavens Not Darken?*, New York, 1988. Christopher Hitchens, « Hitler's Ghost », *Vanity Fair*, June 1996 (Hilberg). Pour une appréciation nuancée d'Irving, cf. Gordon A. Craig, « The Devil in the Details », *New York Review of Books*, 19 septembre 1996. Tout en écartant à bon droit les affirmations d'Irving sur l'holocauste nazi comme « obtuses et vite discréditées », Craig continue néanmoins : « Il en sait davantage sur le national-socialisme que la plupart des spécialistes de son domaine et les personnes qui étudient la période 1933–1945 doivent plus qu'elles ne sont généralement prêtes à l'admettre à son énergie de chercheur et à l'envergure et à la vigueur de son œuvre... Son livre, *Hitler's War*... demeure la meilleure étude dont nous disposions du côté allemand dans la seconde guerre mondiale et, à ce titre, il est indispensable à tous ceux qui étudient ce conflit... Des gens comme Irving ont donc un rôle indispensable dans l'entreprise historienne et nous ne pouvons nous permettre d'ignorer leurs point de vue. »

61. Pour les tentatives avortées entre 1984 et 1994 de construction d'un musée national noir américain

Le musée « s'efforce soigneusement de réfréner toute tentative d'endoctrinement », écrit l'architecte d'intérieur du musée, « toute manipulation des impressions ou des sentiments. » Et pourtant, de la conception à la réalisation, le musée a baigné dans la politique[62]. C'est Jimmy Carter qui a lancé le projet, avant une campagne de réélection, pour plaire aux contributeurs et aux électeurs juifs irrités qu'il ait reconnu « les droits légitimes » des Palestiniens. Le président de la Conférence des présidents des principales associations juives américaines, le rabbin Alexandre Schindler, a regretté que Carter ait admis que les Palestiniens étaient humains ; c'était une initiative « choquante ». Carter a annoncé son projet de musée pendant une visite à Washington du premier ministre [israélien], Menahem Begin, et ce, au milieu d'une farouche bataille parlementaire autour d'une vente d'armes à l'Arabie séoudite, envisagée par le gouvernement. D'autres enjeux politiques se sont aussi fait jour au musée. On a étouffé l'arrière-plan chrétien de l'antisémitisme européen pour ne pas offenser un électorat puissant. On a dissimulé les quotas d'immigration discriminatoires adoptés par les États-Unis avant la guerre et exagéré le rôle des États-Unis dans la libération des camps, tout en omettant de parler du recrutement massif des criminels de guerre nazis par les États-Unis à la fin de la guerre. Le message entêtant du musée est que « nous » n'aurions pu même imaginer, sans parler de commettre, des actes aussi mauvais. L'Holocauste est « contraire à l'éthique américaine », observe Michel Berenbaum dans le livre-guide du musée. « Nous considérons son accomplissement comme une violation de toutes les valeurs américaines essentielles. » Le musée de l'Holocauste reflète la position sioniste d'après laquelle Israël est « la bonne réponse au nazisme » dans les scènes finales représentant des survivants juifs qui se battent pour entrer en Palestine[63].

La charge politique commence avant même l'entrée du musée qui est situé sur la

sur la principale avenue de Washington, cf. Fath Davis Ruffins, « Culture Wars Won and Lost, Part II : The National African-American Museum Project », *Radical History Review*, hiver 1998. L'initiative du Congrès a été définitivement repoussée par le sénateur Jesse Helms de la Caroline du Nord. Le budget annuel du musée de l'holocauste de Washington est de cinquante millions de dollars, dont trente financés par le budget fédéral américain.

62. Pour une vue d'ensemble, cf. Linenthal, *Preserving Memory*, Saidel, *Never Too Late*, surtout. chapitres 7 et 15, et Tim Cole, *Selling the Holocaust*, New York, 1999, chap. 6.

63. Michael Berenbaum, *The World Must Know*, New York, 1993, pp. 2 et 214. Omer Bartov, *Murder In Our Midst*, Oxford, 1996, p. 180.

place Raoul Wallenberg. Wallenberg, diplomate suédois, est ainsi honoré parce qu'il a sauvé des milliers de juifs avant de finir dans une prison soviétique. Son concitoyen le comte Folke Bernadotte n'est pas honoré, car, bien qu'il ait lui aussi sauvé des milliers de juifs, l'ex-premier ministre [israélien] Yitzak Shamir avait ordonné qu'on l'assassine parce qu'il était trop « pro-arabe[64] ».

La pierre de touche du projet politique du musée, néanmoins, est *l'objet* de la commémoration. Les juifs ont-ils été les seules victimes de l'Holocauste ou bien d'autres, qui ont aussi péri sous la persécution nazie, comptent-ils comme victimes ?[65] Pendant les séances d'organisation du musée, Elie Wiesel (ainsi que Yehuda Bauer de Yad Vashem) a mené l'offensive pour que l'on ne commémore que les juifs. Considéré comme « l'expert indiscuté de la période de l'Holocauste », Wiesel a affirmé avec ténacité la prééminence des victimes juives. « Comme toujours, ils ont commencé par les juifs », a-t-il entonné, fidèle à lui-même. « Comme toujours, ils ne s'en sont pas tenus aux

64. Pour un exposé détaillé, cf. Kati Marton, *A Death in Jerusalem*, New York, 1994, chap. 9. Dans ses mémoires, Wiesel rappelle « le passé "terroriste" légendaire » de l'assassin de Bernadotte, Yehoshua Cohen. On notera les guillemets qui encadrent le mot terroriste. (Wiesel, *And the Sea*, p. 58) Le musée de l'Holocauste de New York, bien qu'il baigne tout autant dans la politique (le maire Ed Koch et le gouverneur Mario Cuomo étaient tous deux en quête des voix et de l'argent juif) est aussi, depuis le début, le jouet des promoteurs et des financiers juifs locaux. A un certain moment, les promoteurs ont voulu supprimer le mot « Holocauste » du nom du musée parce qu'ils craignaient une baisse de valeur immobilière du lotissement luxueux du quartier. Des esprits fins ont suggéré de baptiser le lotissement « Les tours de Treblinka » et les rues adjacentes « avenue d'Auschwitz » et « boulevard de Birkenau ». Le musée a demandé un don à J. Peter Grace , malgré ses relations avec un criminel de guerre nazi condamné, et il a organisé un gala au Hot Rod – « La commission du musée de l'Holocauste de New York vous invite à danser le rock toute la nuit » (Saidel, *Never Too Late*, pp. 8, 121, 132, 145, 158, 161, 191, 240.)

65. Novick appelle cela la controverse entre les « six millions » et les « onze millions ». Le nombre de cinq millions de morts civils non juifs a été mentionné pour la première fois par le « chasseur de nazis » Simon Wiesenthal. Arguant que « cela n'a aucun sens sur le plan historique », Novick écrit : « Cinq millions, c'est soit trop peu (pour les morts civils non juifs faits par le III^{e} Reich), soit trop (pour tous les groupes destinés à être assassinés, comme les juifs) ». Il se hâte d'ajouter, cependant, que « ce qui est en cause, ce ne sont pas, évidemment, les chiffres en tant que tels, mais ce que nous voulons dire, ce à quoi nous faisons référence lorsque nous parlons de l'Holocauste ». Bizarrement, après cette mise en garde, Novick affirme qu'il faut commémorer seulement les juifs parce que le nombre de six millions « correspond à quelque chose de déterminé et de spécifique », alors que le nombre de onze millions « est d'un flou inacceptable. » (Novick, *The Holocaust*, pp. 214–226)

juifs[66] » Pourtant, ce ne sont pas les juifs mais les communistes qui ont été les premières victimes politiques, non pas les juifs mais les infirmes qui ont été les premières victimes du génocide et du nazisme[67].

La principale difficulté rencontrée par le musée de l'Holocauste a été la justification de l'antériorité du génocide des Tsiganes. Les nazis ont systématiquement assassiné cinq cent mille Tsiganes, ce qui correspond, proportionnellement, à une perte à peu près égale à celle des juifs pendant le génocide[68]. Des écrivains de l'Holocauste, comme Yehuda Bauer, soutiennent que les Tsiganes n'ont pas été victimes de la même fureur meurtrière que les juifs. D'honorables historiens de l'Holocauste, comme Henry Friedlander et Raul Hilberg, cependant, affirment le contraire[69].

De nombreuses raisons expliquent la faible place accordée au génocide des Tsiganes au musée. Tout d'abord, on ne peut pas comparer l'effet des persécutions nazies sur la vie tsigane et à celui qu'elles ont eues sur la vie des juifs. Traitant de « ridicule » la demande de représentation des Tsiganes au Conseil du mémorial de l'Holocauste des États-Unis, le sous-directeur, le rabbin Seymour Siegel, a même douté que les Tsiganes aient jamais « existé » comme peuple : « Il devrait y avoir une reconnaissance ou une prise en compte du peuple tsigane... si tant est que cela existe. » Il a admis,

66. Wiesel, *Against Silence*, v. III. pp. 162 et 166.

67. Pour les infirmes, premières victimes du génocide nazi, cf surtout Henry Friedlander, *The Origins of Nazi Genocide*, Chapel Hill, 1995. D'après Léon Wieseltier, les non-juifs qui sont morts à Auschwitz « sont morts d'une façon inventée pour les juifs... victimes d'une solution mise au point pour d'autres » (Leon Wieseltier, « At Auschwitz Decency Dies Again », *New York Times*, 3 septembre 1989). Et pourtant, de nombreuses études érudites le montrent, c'est la mort inventée pour les Allemands infirmes qui a été ensuite infligée aux juifs ; outre l'étude de Friedlander, cf., par exemple, Michael Burieigh, *Death and Deliverance*, Cambridge, Massachussets, 1994).

68. Cf. Guenter Lewy, *The Nazi Persecution of the Gypsies*, Oxford, 2000, pp. 221–222, qui donne plusieurs évaluations du nombre de Tsiganes tués.

69. Friedlander, *Origins* : « En même temps que les juifs, les nazis ont assassiné les Tsiganes d'Europe. Défini comme un groupe racial « à peau noire », les hommes, femmes et enfants tsiganes n'ont pu échapper à leur destin de victimes du génocide nazi... Le régime nazi n'a assassiné systématiquement que trois groupes d'êtres humaines : les infirmes, les juifs et les Tsiganes » (XII-XIII). Friedlander est non seulement un historien de valeur mais aussi un ancien d'Auschwitz]. Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews*, New York, 1985, 3 vol. vol. III, pp. 999–1000. Avec son souci habituel de la vérité, Wiesel se dit déçu, dans ses mémoires, que le Conseil du mémorial de l'holocauste, dont il était le président, ne comprenne pas de représentant tsigane, comme s'il n'avait pas eu le pouvoir d'en nommer un. (Wiesel, *And the Sea*, p. 211)

cependant, « qu'il y avait un élément de souffrance sous les nazis. » Edward Linenthal se souvient de l'attitude profondément soupçonneuse des représentants tsiganes envers le conseil, « de toute évidence, certains membres du conseil considéraient la participation des Roms au musée comme une famille traite des parents importuns, embarrassants[70]. »

En deuxième lieu, reconnaître le génocide des Tsiganes a pour conséquence la perte du monopole juif sur l'Holocauste, avec une incommensurable perte concomittante pour le « capital moral » juif. En troisième lieu : si les nazis ont persécuté de la même façon juifs et Tsiganes, le dogme que l'Holocauste est le point culminant d'une haine millénaire des Gentils envers les juifs est, d'évidence, impossible à soutenir. De la même façon, si la jalousie des Gentils est à l'origine du génocide des juifs, est-elle aussi la cause du génocide des Tsiganes? Dans l'exposition permanente du musée, les victimes non-juives du nazisme ne figurent que symboliquement[71].

Enfin, les buts politiques du musée ont été déterminés par le conflit israélo-palestinien. Avant de devenir directeur du musée, Walter Reich a chanté les louanges du livre de Joan Peter, *From Time Immemorial*, qui affirme que la Palestine était littéralement déserte avant la colonisation sioniste[72]. Sous la pression du ministère des affaires étrangères, Reich dut démissionner après avoir refusé d'inviter Yasser Arafat, désormais allié complaisant des États-Unis, à visiter le musée. Le théologien de l'Holocauste, John Roth, à qui l'on avait proposé un poste de sous-directeur, dut démissionner parce qu'il avait autrefois critiqué Israël. Écartant finalement un livre (que le musée avait d'abord soutenu) sous prétexte qu'il contenait un chapitre dû à Benny Morris, un grand historien israélien qui critique Israël, Miles Lerman, président du musée, avoua : « Il est inconcevable que ce musée soit hostile à Israël[73].

70. Linenthal, *Preserving Memory*, pp. 241–246 et 315.

71. En dépit du « préjugé particulariste juif » (Saidel) particulièrement accentué du musée de l'holocauste de New York – les victimes non juives du nazisme ont été informées dès le début que le musée était « seulement pour les juifs » – , Yehuda Bauer piqua une rage lorsque la commission suggéra que l'Holocauste englobait d'autres victimes que les juifs. « Si vous ne changer pas cela immédiatement et complètement, je saisirai toutes les occasions d'attaquer ce projet honteux de toutes les plates-formes publiques à ma disposition », menaça-t-il dans une lettre aux membres de la commission. (Saidel, *Never Too Late*, pp. 125–126, 129, 212, 221, 224–225).

72. Pour le contexte, cf. Finkelstein, *Image and Reality*, chap. 2.

73. « ZOA Criticizes Holocaust Museum's Hiring of Professor Who Compared Israel to Nazis »,

A la suite des révoltantes attaques israéliennes contre le Liban en 1996, couronnées par le massacre de plus de cent civils à Qana, l'éditorialiste d'*Haaretz*, Ari Shavit, observa qu'Israël pouvait agir impunément parce que « nous avons la Ligue contre la diffamation... ainsi que Yad Vashem et le musée de l'Holocauste[74] ».

Israel Wire, 5 juin 1998. Neal M. Sher, « Sweep the Holocaust Museum Clean », *Jewish World Review*, 22 juin 1998. «Scoundrel Time », *PS – The Intelligent Guide to Jewish Affairs*, 21 août 1998. Daniel Kurtzman, « Holocaust Museum Taps One of Its Own for Top Spot », *Jewish Telegraphic Agency*, 5 mars 1999) ». Ira Stoll, « Holocaust Museum Acknowledges a Mistake, »*Forward*, 13 août 1999.

74. Noam Chomsky, *World Orders Old and New*, New York, 1996, pp. 293–294 (Shavit).

Chapitre 3 : La double extorsion

LE TERME de « survivant de l'Holocauste » désignait à l'origine ceux qui ont souffert du traumatisme sans pareil de la vie dans les ghettos juifs, les camps de concentration et les camps de travail forcé, souvent subis les uns à la suite des autres. On fixe généralement le nombre de ces survivants de l'Holocauste aux alentours de cent mille [1]. Le nombre de ceux qui sont encore vivants aujourd'hui ne peut guère dépasser le quart de ce chiffre. Comme le fait d'avoir survécu aux camps représente la palme du martyre, beaucoup de juifs qui ont passé la guerre ailleurs se présentent aujourd'hui comme des survivants des camps. Il y a eu d'autres raisons, surtout matérielles, pour justifier de telles inventions. Le gouvernement allemand de l'après-guerre octroyait des compensations financières aux juifs qui s'étaient trouvés dans des ghettos ou des camps. Beaucoup de juifs ont réécrit leur passé pour se présenter comme ayants-droit [2]. « Si tous ceux qui prétendent être des survivants en sont vraiment, qui Hitler a-t-il tué ? » disait souvent ma mère.

Et en effet, beaucoup de spécialistes ont mis en doute la véracité des témoignages des survivants. « Une bonne partie des erreurs que j'ai découvertes dans mon propre travail peut être attribuée aux témoignages », rappelle Hilberg. Du sein même de l'industrie de l'Holocauste, Deborah Lipstadt, par exemple, observe froidement que les survivants de l'Holocauste prétendent souvent avoir été personnellement examinés par

1. Henry Friedlander, « Darkness and Dawn in 1945 : The Nazis, the Allies, and the Survivors », *1945 – the Year of Liberation*, Washington, 1995, US Holocaust Memorial Museum, pp. 11–35.

2. Cf., par exemple, Segev, *Seventh Million*, p. 248.

Josef Mengele à Auschwitz[3].

Tout en tenant compte des faiblesses de la mémoire, on peut suspecter les témoignages de survivants de l'Holocauste pour d'autres raisons. On n'ose pas les mettre en question parce qu'on les traite aujourd'hui comme des sortes de saints. Des déclarations absurdes ne sont suivies d'aucun commentaire. Dans ses mémoires, Elie Wiesel raconte qu'à sa sortie de Buchenwald, à l'âge de 18 ans, « j'ai lu la *Critique de la raison pure*, ne riez pas, en yiddish ». Wiesel a pourtant affirmé qu'à cette époque-là « j'ignorais tout de la grammaire yiddish ». Mais surtout, la *Critique de la raison pure* n'a jamais été traduite en yiddish. Wiesel se souvient aussi de la façon la plus détaillée d'un « mystérieux érudit talmudiste » qui « apprit le hongrois en quinze jours, juste pour m'étonner ». Il a raconté à un hebdomadaire juif qu'il avait souvent « la voix enrouée ou même aphone » à force de se lire ses propres livres « à haute voix en lui-même ». Il a raconté à un reporter du *New York Times* qu'il a été heurté par un taxi à Times Square : « J'ai parcouru la distance d'un bloc en vol plané. J'ai été heurté au coin de Broadway et de la 45e rue, et l'ambulance m'a ramassé à la 44e. » « Je présente une vérité sans fard, dit Wiesel. Je ne peux pas faire autrement[4]. »

Il y a quelques années, le terme « survivant de l'Holocauste » a été redéfini et il désigne désormais non seulement ceux qui ont subi les nazis mais aussi ceux qui ont pu leur échapper. Cela inclut, par exemple, plus de cent mille juifs qui ont trouvé refuge en Union soviétique après l'invasion de la Pologne par les nazis. « Ceux qui ont vécu en Russie ont été traités exactement comme des citoyens du pays », observe cependant l'historien Léonard Dinnerstein, alors que « les survivants des camps de concentration étaient des morts-vivants[5] ». L'auteur d'une contribution sur un site internet de l'holocauste affirme que, bien qu'il ait passé la guerre à Tel Aviv, il est survivant de l'Holocauste parce que sa grand-mère est morte à Auschwitz. Si l'on en croit Israël Gutman, Wilkomirski est un survivant de l'Holocauste parce que « sa peine est authentique ». Les services du premier ministre d'Israël ont récemment estimé le nombre

3. Lappin, *Man With Two Heads*, p. 48. D.D. Guttenplan, « The Holocaust on Trial », *Atlantic Monthly*, février 2000, p. 62 (mais rappelons que dans le texte cité au chapitre précédent, Lipstadt traite la mise en doute d'un témoignage de survivant de négation de l'holocauste).

4. Wiesel, *All Rivers*, pp. 121–130, 139, 163–164, 201–202 et 336.*Jewish Week*, 17 septembre 1999.*New York Times*, 5 mars 1997.

5. Leonard Dinnerstein, *America and the Survivors of the Holocaust*, New York, 1982, p. 24.

de « survivants encore en vie de l'Holocauste » à près d'un million. Le principal motif de cette révision à la hausse n'est pas difficile à trouver non plus. Il est difficile de réclamer de nouvelles compensations financières importantes s'il n'y a plus que quelques survivants de l'Holocauste encore en vie. En fait, les principaux complices de Wilkomirski étaient, d'une façon ou d'une autre, engagés dans le réseau des compensations de l'Holocauste. Son amie d'enfance d'Auschwitz, « la petite Laura », a reçu de l'argent d'un fonds suisse de l'Holocauste bien qu'en réalité, ce soit une pratiquante de cultes sataniques née aux États-Unis. Les principaux parrains israéliens de Wilkomirski participaient aux activités d'associations impliquées dans la compensation de l'Holocauste ou bien ils étaient subventionnés par elles[6].

L'affaire des réparations explique mieux que tout la nature de l'industrie de l'Holocauste. Comme nous l'avons vu, après son alignement sur les États-Unis pendant la guerre froide, l'Allemagne fut rapidement réhabilitée et l'holocauste nazi oublié. Néanmoins, au début des années 1950, l'Allemagne engagea des négociations avec les associations juives et signa des accords d'indemnisation. Sans pression extérieure, ou presque, elle a payé à ce jour à peu près soixante milliards de dollars.

Comparons tout d'abord avec le passif américain. Environ quatre ou cinq millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont péri victimes des guerres des États-Unis en Indochine. Après la retraite américaine, rappelle un historien, le Viet-Nam avait désespérément besoin d'aide. « Dans le Sud, neuf mille hameaux sur quinze mille, trente millions d'hectares de rizières, quinze millions d'hectares de forêts étaient détruits et un million et demi de têtes de bétail avaient été tuées ; on estimait qu'il y avait deux cent mille prostituées, huit cent soixante-neuf mille orphelins, cent quatre-vingt-un mille infirmes et un million de veuves ; les six cités industrielles du Nord avaient été très abîmées, de même que les villes de province et quatre mille communes agricoles sur cinq mille huit cents. » Refusant, néanmoins, de payer la moindre réparation, Jimmy Carter a expliqué que « les destructions étaient mutuelles ». Déclarant qu'il ne voyait pas pourquoi il ferait « des excuses, certainement pas pour la guerre elle-même », le ministre de la défense de Bill Clinton, William Cohen, pense la même chose : « Les deux nations ont été blessées. Elles ont leurs cicatrices de guerre. Nous

6. Daniel Ganzfried, « Binjamin Wilkomirski und die verwandelte Polin », *Weltwoche*, 4 novembre 1999.

avons certainement aussi les nôtres[7]. »

Dans sa volonté d'indemniser les victimes juives, le gouvernement allemand a conclu trois accords en 1952. Les plaignants individuels ont touché de l'argent dans le cadre de la loi sur l'indemnisation (*Bundesentschädigungsgesetz*). Un accord séparé conclu avec Israël prévoyait le financement de l'installation et de l'intégration en Israël de plusieurs centaines de milliers de réfugiés juifs. Le gouvernement allemand a aussi négocié, à la même époque, un accord financier avec la Conférence des réclamations matérielles juives contre l'Allemagne, qui coiffait toutes les grandes associations juives, dont le Comité juif américain, le Congrès juif américain, le Bnai Brith, le Comité unifié de distribution et ainsi de suite. La conférence des réclamations était censée utiliser l'argent, dix millions de dollars par an pendant douze ans, soit à peu près un milliard de dollars actuels, pour les juifs victimes des persécutions nazies qui n'auraient pas bénéficié du système de compensation[8]. Ma mère faisait partie de ceux-là : survivante du ghetto de Varsovie, du camp de concentration de Majdanek et des camps de travail forcé de Czestochowa et de Skarszysko-Kamiena, elle n'a touché que 3 500 dollars de compensation du gouvernement allemand. D'autres victimes juives (et beaucoup d'autres, qui n'étaient en réalité pas des victimes) ont, quant à elles, reçu des pensions viagères de l'Allemagne, pour un montant total qui aboutit à des centaines de milliers de dollars. L'argent attribué à la Conférence des réclamations était destiné aux victimes juives qui n'avaient reçu qu'une compensation de base.

De fait, le gouvernement allemand a voulu préciser dans l'accord avec la Conférence des réclamations que l'argent irait uniquement aux survivants juifs, au sens strict du terme, qui n'avaient pas été convenablement ou en toute équité indemnisés par les tribunaux allemands. La Conférence se déclara outragée qu'on mette sa bonne foi en cause. Après la signature de l'accord, elle publia un communiqué de presse soulignant que l'argent serait utilisé pour « les persécutés juifs du régime nazi pour lesquels la législation existante ou en projet ne prévoyait pas de remède. » L'accord final précisait que la Conférence devait utiliser l'argent « pour le secours, la réinsertion et la

7. Marilyn B. Young, *The Vietnam Wars*, New York, 1991, pp. 301–302. « Cohen : US Not Sorry for Vietnam War », *Associated Press*, 11 mars 2000.

8. Pour cette affaire, cf. surtout Nana Sagi, *German Reparations*, New York, 1986, et Ronald W. Zweig, *German Reparations and the Jewish World*, Boulder, 1987. Les deux volumes sont des histoires officielles financées par la Conférence des réclamations.

réinstallation des victimes juives. »

La Conférence des réclamations annula rapidement l'accord. Par un manquement flagrant à sa lettre et à son esprit, elle alloua l'argent à la réinsertion non des victimes juives, mais des *communautés* juives. De fait, un des principes dirigeants de la Conférence des réclamations était l'interdiction d'utiliser l'argent sous forme « d'allocations directs aux individus ». Cependant, dans un parfait exemple de « charité bien ordonnée commence par soi-même », la Conférence a fait exception pour deux catégories de victimes : les rabbins et les « dirigeants juifs de premier plan » ; ils ont reçu des paiements individuels. Les associations membres de la Conférence des réclamations ont utilisé la plus grande partie de l'argent pour financer leurs divers projets particuliers. Les rares paiements reçus par les vraies victimes juives ne furent que des retombées indirectes ou accidentelles[9]. De larges sommes ont été attribuées par des canaux détournés aux communautés juives du monde arabe et ont facilité l'émigration des juifs d'Europe de l'Est[10]. Les associations ont aussi subventionné des entreprises culturelles comme des musées de l'Holocauste et des chaires universitaires d'études de l'Holocauste, ainsi qu'un secteur de Yad Vashem consacré, à coups de trompette, aux « Justes des Nations ».

Récemment, la Conférence des réclamations a cherché à s'emparer de propriétés

9. En réponse à une question posée récemment par le député allemand Martin Hohmann (CDU), le gouvernement allemand a reconnu (dans un style extrêmement embarrassé) que seulement 15% environ de l'argent donné à la Conférence des réclamations avait été donné aux juifs victimes des persécutions nazies. (communication personnelle, 23 février 2000).

10. Dans son histoire officielle, Ronald Zweig reconnaît ouvertement que la Conférence des réclamations a violé les termes de l'accord : « L'apport de fonds provenant de la Conférence a permis au Comité [unifié de distribution] de poursuivre des programmes en Europe qu'il aurait autrement dû interrompre et d'entreprendre des opérations qu'il n'aurait pu autrement envisager en raison du manque de fonds. Mais le changement le plus important dans le budget du comité unifié de distributrion provoqué par le paiement des compensations est l'allocation pour les pays musulmans, où les activités du comité ont crû de 60% pendant les trois premières années d'allocations de la conférence. Malgré les restrictions formelles à l'usage des compensations prévues dans l'accord avec l'Allemagne, l'argent a été utilisé là où les besoins étaient les plus importants. Moses Leavitt [cadre dirigeant de la Conférence des réclamations]... observa : "Notre budget était fondé sur la priorité des besoins en Israël et à l'extérieur et dans tous les pays musulmans... Nous n'avons jamais considéré les fonds de la Conférence autrement que comme une part d'un fonds général mis à notre disposition pour faire face à la partie des besoins des juifs dont nous avions la responsabilité, la partie à priorité absolue." » *(Germans Reparations*, p. 74).

privatisées de juifs dans l'ancienne Allemagne de l'Est, valant plusieurs centaines de millions de dollars, alors qu'elles appartiennent, de droit, aux héritiers juifs vivants. Comme la Conférence a été attaquée par des juifs dépossédés par ces exactions et d'autres du même style, le rabbin Arthur Hertzberg a condamné les deux parties, en insinuant « qu'il ne s'agissait pas de justice, mais d'un combat pour de l'argent[11] ». Quand les Allemands ou les Suisses refusent de payer des compensations, on n'en finit pas d'entendre les récriminations justement indignées des associations juives américaines. Mais quand les élites juives volent les survivants juifs, il n'y a plus d'enjeu moral : il s'agit juste d'argent.

Si feu ma mère n'a reçu que 3 500 dollars en compensation, d'autres, engagés la procédure des réparations, s'en sont fort bien tirés. Le salaire officiel de Saül Kagan, qui fut longtemps le secrétaire général de la Conférence des réclamations, est de 105 000 dollars par an. Entre de brefs passages à la Conférence, Kagan a été condamné pour trente-trois cas de détournement de fonds et de crédit dans ses fonctions de directeur d'une banque de New York (la condamnation a été annulée après de nombreux appels). Alfonse D'Amato, un ex-sénateur de New York, sert d'intermédiaire dans des procès contre des banques allemandes et autrichiennes pour un salaire de 350 dollars de l'heure plus les frais. Pour les six premiers mois de son labeur, il a perçu 103 000 dollars. Auparavant, Wiesel avait fait l'éloge public de D'Amato « à cause de sa sensibilité à la souffrance juive ». Lawrence Eagleburger, ancien ministre des affaires étrangères de George Bush, touche un salaire annuel de 300 000 dollars en tant que président de la Commission internationale sur les réclamations pour l'époque de l'Holocauste. « Quel que soit son salaire, c'est une très bonne affaire », pense Elan Steinberg du Congrès juif mondial. Kagan gagne en douze jours, Eagleburger en quatre jours et D'Amato en dix jours ce que ma mère a reçu pour six ans de persécution nazie[12].

11. Cf., par exemple, Lorraine Adams, « The Reckoning », *Washington Post Magazine*, 20 avril 1997, Netty C. Gross, « The Old Boys Club », et « After Years of Stonewalling, the Claims Conference Changes Policy », *Jerusalem Report*, 15 mai 1997, 16 août 1997, Rebecca Spence, « Holocaust Insurance Team Racking Up Millions in Expenses as Survivors Wait, »*Forward*, 30 juillet 1999, et Verena Dobnik, « Oscar Hammerstein's Cousin Sues German Bank Over Holocaust Assets », *AP Online*, 20 novembre 1998 (Hertzberg).

12. Greg B. Smith, « Federal Judge OKs Holocaust Accord, »*Daily News*, 7 janvier 2000. Janny Scott, « Jews Tell of Holocaust Deposits », *New York Times*, 17 octobre 1996. Saül Kagan a lu un brouillon de cette section à la Conférence des réclamations. La version finale tient compte de toutes ses corrections.

Le prix du meilleur mercanti de l'holocauste, cependant, revient sans conteste à Kenneth Bialkin. Il a été pendant des décennies un dirigeant juif de premier plan, chef de la Ligue contre la diffamation et président de la Conférence des présidents des grandes associations juives américaines. Actuellement, il représente la compagnie d'assurance Generali *contre* la commission Eagleburger, officiellement « pour une forte somme d'argent [13] ».

~

Depuis quelques années, l'industrie de l'Holocauste est devenue purement et simplement une entreprise d'extorsion de fonds. Elle prétend représenter tous les juifs du monde, morts ou vifs, et réclame, à ce titre, les biens des juifs de l'époque de l'Holocauste dans toute l'Europe. Qualifié avec une grande justesse « d'épilogue de l'holocauste », ce double pillage, à la fois des pays européens et des plaignants juifs légitimes, a pris pour première cible la Suisse. Je vais d'abord recenser les accusations contre les Suisses puis je me tournerai vers les preuves et prouverai que la plupart des accusations sont non seulement fondées sur une tromperie mais encore incriminent, en fait, bien davantage les accusateurs que les accusés.

Lors de la commémoration du cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, en mai 1995, le président de la Confédération helvétique s'est excusé officiellement pour le refus d'accorder refuge aux juifs pendant l'holocauste nazi [14]. À peu près au même moment, la discussion sur les biens juifs déposés sur des comptes suisses, avant et pendant la guerre, qui traînait depuis longtemps, a repris. Une histoire lancée par un journaliste israélien et publiée partout, fait référence à un document – lu de travers, comme on s'en aperçut ensuite – qui, prétendait-on, prouvait que les banques suisses détenaient encore des comptes juifs datant de l'époque de l'Holocauste, pour un montant de plusieurs milliards de dollars [15].

13. Elli Wohlgelernter, « Lawyers and the Holocaust », *Jerusalem Post*, 6 juillet 1999.

14. Pour l'ensemble de cette section, cf. Tom Bower, *Nazi Gold*, New York, 1998, Itamar Levin, *The Last Deposit*, Westport (Connecticut), 1999, Gregg J. Rickman, *Swiss Banks and Jewish Souls*, New Brunswick (New Jersey), 1999, Isabel Vincent, *Hitler's Silent Partners*, New York, 1997, Jean Ziegler, *The Swiss, the Gold and the Dead*, New York, 1997. Bien que tous marqués d'un parti-pris antisuisse, ces livres contiennent beaucoup de renseignements utiles.

15. Levin, *Last Deposit*, ch. 6 et 7. Pour le rapport israélien erroné (bien qu'il ne le dise pas, Le-

Le Congrès juif mondial, une association moribonde jusqu'à la campagne de dénonciation de Kurt Waldheim comme criminel de guerre [en 1986], sauta sur cette nouvelle occasion de se faire les muscles. Dès le début, on comprit que la Suisse serait une proie facile. Face « aux survivants nécessiteux de l'Holocauste », les riches banquiers suisses ne pouvaient pas faire pleurer. Mais, surtout, les banques suisses étaient très sensibles à des pressions économiques aux États-Unis mêmes[16].

Vers la fin de 1995, Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial, fils d'un membre de la Conférence des réclamations juives, et le rabbin Israël Singer, secrétaire du Congrès juif mondial, richissime agent immobilier, rencontrèrent les banquiers suisses[17]. Bronfman, héritier de la fortune des alcools Seagram (sa fortune personnelle est estimée à trois milliards de dollars), devait déclarer plus tard modestement à la commission sur les affaires bancaires du Sénat qu'il avait parlé « au nom du peuple juif » ainsi « qu'en celui des six millions, ceux qui ne peuvent parler eux-mêmes[18] ». Les banquiers suisses déclarèrent qu'ils n'avaient trouvé que 775 comptes dormants, pour un total de 32 millions de dollars. Ils offrirent cette somme comme base de négociation avec le Congrès juif mondial, qui refusa parce qu'elle était inadéquate. En décembre 1995, Bronfman a fait équipe avec le sénateur D'Amato. Alors qu'il était tout en bas des sondages et qu'il avait à mener une campagne électorale pour garder son siège de sénateur, D'Amato sauta sur cette occasion de se mettre bien avec la communauté

vin en est l'auteur), cf. Hans J. Halbheer, « To Our American Friends », *American Swiss Foundation Occasional Papers*, (n.d.).

16. Treize filiales de six banques suisses sont présentes aux États-Unis. Les banques suisses ont prêté aux entreprises américaines trente-huit milliards de dollars en 1994 et gèrent des investissements de centaines de milliards de dollars dans les fonds et les banques américains au nom de leurs clients.

17. En 1992, le Congrès juif mondial a accouché d'une nouvelle association, l'Organisation juive mondiale pour la restitution, qui revendique une compétence pour les biens des survivants, morts ou vifs, de l'holocauste. Dirigée par Bronfman, cette association est, officiellement, un regroupement des associations juives sur le modèle de la Conférence pour les réclamations juives.

18. Séances de la commission sur la banque, l'immobilier et les affaires urbaines, Sénat des États-Unis, 23 avril 1996. Dans sa défense des « intérêts juifs », Bronfman est très sélectif. Il est associé dans ses affaires au puissant patron de presse allemand d'extrême-droite, Léo Kirch, célèbre ces dernières années pour avoir essayé de licencier le rédacteur en chef d'un journal allemand qui avait soutenu une décision judiciaire interdisant les croix dans les écoles publiques(`www.Seagram.com/company_info/history/main.html`; Oliver Gehrs, « Einfluss aus der Dose », *Tagesspiegel*, 12 septembre 1995).

juive, dont les voix aux élections sont cruciales et les bailleurs de fonds riches. Avant la reddition finale des Suisses, le Congrès juif mondial, de concert avec tout l'éventail des institutions de l'Holocauste (y compris le Musée mémorial de l'Holocauste des États-Unis et le centre Simon Wiesenthal), mobilisa toute la classe politique américaine. De Bill Clinton, qui enterra la hache de guerre avec D'Amato (les audiences dans l'affaire de Whitewater étaient en cours) pour lui offrir son soutien, jusqu'à onze institutions gouvernementales, en passant par le Sénat et la Chambre des représentants, pour finir avec les institutions locales et les gouvernements des états, on fit pression sans relâche tandis que les officiels, les uns après les autres, faisaient front pour dénoncer les perfides Suisses.

Utilisant les commissions sur les affaires bancaires du Sénat et de la Chambre des représentants comme tremplin, l'industrie de l'Holocauste orchestra une ignoble campagne d'insulte. Avec une presse d'une complaisance et d'une crédulité infinies, toujours était prête à faire d'énormes titres sur n'importe quelle histoire en rapport avec l'Holocauste, si invraisemblable soit-elle, la campagne injurieuse s'avéra irrésistible. Gregg Rickman, l'attaché principal de D'Amato au Sénat, se vante dans son récit que les banquiers suisses aient été forcés de comparaître « devant le tribunal de l'opinion publique où nous contrôlions tout. Les banquiers étaient sur notre terrain et, de façon très pratique, nous étions à la fois juge, jury et bourreau ». Tom Bower, un des principaux chargés de recherche de la campagne contre la Suisse, qualifie la convocation par D'Amato à des audiences « un euphémisme dissimulant un procès public ou un simulacre de tribunal [19] ».

Le « porte-parole » du monstre antisuisse était le directeur général du Congrès juif mondial, Elan Steinberg. Sa fonction principale était de répandre la désinformation. « La terreur par l'embarrassement », d'après Bower, « telle était l'arme de Steinberg, qui énonça toute une liste d'accusations conçues pour provoquer le malaise et le choc. Des rapports de l'OSS, souvent fondés sur des rumeurs et des sources non confirmées que les historiens considèrent comme des ragots depuis des années, tout d'un coup revêtirent une vraisemblance incontestable et connurent une publicité générale. » « Les banques ne veulent surtout pas de publicité négative », expliqua le rabbin Singer. « Nous continuerons jusqu'à ce que les banques disent : "Assez. Nous sommes prêtes à un compromis." » Jaloux de toute cette attention, le rabbin Marvin Hier, directeur

19. Rickman, *Swiss Bank*s, pp. 50–51. Bower, *Nazi Gold*, pp. 299–300.

du centre Simon Wiesenthal, affirma avec beaucoup d'éclat que les Suisses avaient interné les réfugiés juifs dans « des camps de travail forcé ». (Hier dirige le centre Siimon Wiesenthal en famille, avec sa femme et son fils, tous deux rémunérés par le centre ; à eux trois, ils ont touché un salaire de cinq cent vingt mille dollars en 1995. Le centre est connu pour ses expositions « dans le style dachau-disneylandien » et « son utilisation efficace de tactiques terroristes pour la quête de fonds ».) « Si l'on considère la campagne médiatique faite d'un mélange de vérités et de suppositions, de faits et d'inventions, on comprend sans peine pourquoi beaucoup de Suisses croient que leur pays a été victime d'une conspiration internationale [20] », conclut Itamar Levin.

La campagne a rapidement tourné à l'injure pure et simple contre les Suisses. Bower, dans une étude financée par le bureau de D'Amato et le centre Simon Wiesenthal, rapporte d'une façon caractéristique, « qu'un pays dont les citoyens... se vantaient auprès de leurs voisins de fortune enviable, profitait en toute connaissance de cause de l'argent du sang » ; que « les citoyens apparemment respectables de la nation la plus pacifique du monde... ont commis un vol sans précédent » ; que « la malhonnêteté était un fondement culturel que les Suisses maîtrisaient parfaitement pour protéger l'image de la nation et sa prospérité » ; que les Suisses étaient « instinctivement attirés par de copieux profits » (seulement les Suisses ?) ; que « l'intérêt personnel était le guide suprême pour toutes les banques suisses » (les banques suisses seulement ?) ; que « la petite race des banquiers suisses était devenue plus cupide et plus immorale que les autres » ; que « la dissimulation et la tromperie étaient devenues un art parmi les diplomates suisses » (les diplomates suisses seulement ?) ; que « les excuses et les démissions n'étaient pas courantes dans la tradition politique suisse » (pas comme chez nous ?) ; que « la cupidité des Suisses était sans égale » ; que « le caractère suisse »

20. Bower, *Nazi Gold*, p. 295 (« porte-parole »), pp. 306–307 ; cf. p. 319. Alan Morris Schom, « The Unwanted Guests, Swiss Forced Labor Camps, 1940–1944 », *A Report Prepared for the Simon Wiesenthal Center*, janvier 1998. (Schom dit que ces camps étaient en fait des « camps d'esclavage ») Levin, *Last Deposi*t, pp. 158 et 188. Pour une étude modérée des camps de réfugiés en Suisse, cf. Ken Newman, éd., *Swiss Wartime Work Camps: A Collection of Eyewitness Testimonies, 1940–1945*, Zurich, 1999, et International Commission of Experts, Switzerland *–Second World War, Switzerland and Refugees in the Nazi Era*, Berne, 1999, ch. 4.4.4. Saidel, *Never Too Late*, pp. 222–223 (« Dachau », « recherche de sensations »). Yossi Klein Halevi, « Who Owns the Memory? »*Jerusalem Report*, 25 février 1993. Wiesenthal donne son nom à bail au centre en échange d'un loyer de quatre-vingt-dix mille dollars par an.

associait « simplicité et duplicité » et, « sous l'apparence de l'urbanité il y avait de l'obstination et au-delà une solide incompréhension égoïste de l'opinion d'autrui » ; que les Suisses « n'étaient pas seulement un peuple singulièreent dépourvu du moindre charme qui n'avait produit ni artiste, ni héros depuis Guillaume Tell et aucun homme d'État, mais c'étaient de malhonnêtes collaborateurs des nazis qui avaient tiré profit du génocide », etc. Rickman énonce cette « vérité profonde » au sujet des Suisses : « Au fond d'eux-mêmes, peut-être plus profondément qu'ils ne le pensaient eux-mêmes, il y avait une arrogance latente au sujet d'eux-mêmes et contre les autres, dans leur nature même. Ils avaient beau faire, ils ne pouvaient dissimuler leur éducation[21]. » Beaucoup de ces insultes ressemblent étrangement aux insultes faites aux juifs par les antisémites.

L'accusation principale était qu'il y avait eu, pour reprendre les termes du sous-titre de Bower, « une conspiration helvético-nazie vieille de cinquante ans pour voler des milliards aux juifs d'Europe et aux survivants de l'Holocauste. » D'après ce qui est devenue la litanie du racket de la restitution de l'Holocauste, cela constituait « le plus énorme vol de toute l'histoire de l'humanité. » Pour l'industrie de l'Holocauste, tout ce qui concerne les juifs appartient à une catégorie séparée, extrême – *le* pire, *le* plus grand...

L'industrie de l'Holocauste a d'abord affirmé que les banques suisses avaient systématiquement dénié aux héritiers légitimes des victimes de l'Holocauste l'accès aux comptes dormants, qui représentaient au total une valeur comprise entre sept et vingt milliards de dollars. « Depuis cinquante ans », rapporte le magazine *Time* à la une, « l'ordre permanent » des banques suisses « a été de temporiser et d'opposer un mur aux survivants de l'Holocauste qui se renseignaient sur les comptes de leurs parents morts ». Rappelant la législation secrète adoptée par les banques suisses en 1934, en partie pour empêcher les nazis de dépouiller les déposants juifs, D'Amato a expliqué au Comité sur les affaires bancaires de la Chambre des représentants : « N'est-il pas paradoxal de voir que le système qui a encouragé les gens à venir ouvrir des comptes, le secret bancaire, a servi ensuite à dépouiller les gens eux-mêmes et leurs héritiers de leur patrimoine, de leurs droits ? Tout a été perverti, altéré, dénaturé. »

Bower raconte avec force détails la découverte d'une preuve cruciale de la perfidie

21. Bower, *Nazi Gold*, pp. XI, XV, 8, 9, 42, 44, 56, 84, 100, 150, 219 et 304. Rickman, *Swiss Banks*, p. 219.

des Suisses envers les victimes de l'hocauste : « La chance et l'efficacité ont fourni un joyau qui confirme la validité de la plainte de Bronfman. Un rapport d'espionnage émanant de Suisse, en juillet 1945, relate que Jacques Salmanovitz, propriétaire de la Société générale de surveillance, une société de notaires de Genève avec des liens dans les pays balkaniques, possédait une liste de cent quatre-vingt-deux clients juifs qui avaient confié 8,4 millions de francs suisses et à peu près 90 000 dollars au notaire en attendant leur arrivée des Balkans. Le rapport ajoutait que les juifs n'avaient pas encore réclamé leurs biens. Pour Rickman et D'Amato, c'était l'extase. » Dans son propre rapport, Rickman brandit également cette « preuve de l'action criminelle de la Suisse ». Ni l'un ni l'autre, cependant, ne mentionnent, dans ce contexte donné, le fait que Salmanovitz était juif (nous discuterons plus bas de la valeur réelle de ces réclamations [22]).

A la fin de 1996, une procession de vieilles femmes juives et un homme sont venus témoigner, de façon très émouvante, devant les commissions sur les affaires bancaires du Congrès, de la malfaisance des banquiers suisses. Et pourtant, aucun de ces témoins, d'après Itamar Levin, un journaliste du principal journal d'affaires israélien, « n'avait de preuve réelle de l'existence des valeurs dans les banques suisses ». Pour accentuer le caractère théâtral de ce témoignage, D'Amato a demandé à Wiesel de venir témoigner. Dans un témoignage qui a depuis été très souvent cité, Wiesel affirme qu'il a été choqué – choqué ! – devant la révélation que les auteurs de l'Holocauste ont cherché à dépouiller les juifs avant de les tuer : « Au début, on pensait que la solution finale n'avait d'autre cause qu'une idéologie empoisonnée. Maintenant, nous savons qu'ils ne voulaient pas simplement tuer les juifs, aussi horrible que cela puisse paraître, ils voulaient l'argent des juifs. Tous les jours nous en apprenons davantage sur cette tragédie. N'y a-t-il pas de limite à la peine ? De limite à l'outrage ? » Il est bien évident que le pillage des juifs par les nazis n'est pas une découverte ; une bonne partie de l'étude fondamentale de Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews*, publiée en 1961, est consacrée aux expropriations des juifs par les nazis [23].

22. Thomas Sancton, « A Painful History », *Time*, 24 février 1997. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 25 juin 1997. Bower, *Nazi Gold*, pp. 301–302. Rickman, *Swiss Banks*, p. 48. Levin ne dit également pas que Salmanovitz était juif (cf. pp. 5, 129 et 135).

23. Levin, *Last Deposit*, p. 60. Séances de la commission sur la banque et les services financiers,

On a aussi prétendu que les banquiers suisses avaient volé les dépôts des victimes de l'Holocauste et systématiquement détruit des dossiers essentiels pour cacher leurs traces, et que seuls les juifs avaient souffert de ces abominations. Attaquant les Suisses au cours d'une audience, le sénateur Barbara Boxer a déclaré : « Le comité ne supportera pas la sournoiserie des banques suisses. Ne racontez pas au monde que vous cherchez quand vous détruisez [des documents][24]. »

Malheureusement, « la valeur de propagande » (Bower) des vieux juifs témoignant de la perfidie suisse s'est rapidement épuisée. L'industrie de l'Holocauste a donc alors cherché de nouvelles ressources. La frénésie de la presse s'est fixée sur l'achat par les Suisses de l'or pris par les nazis dans les réserves centrales des États d'Europe pendant la guerre. Bien que cela ait été présenté comme une révélation époustouflante, on le savait depuis longtemps. Arthur Smith, auteur d'une étude classique sur le sujet, a dit à une audience de la Chambre des représentants : « J'ai entendu toute la matinée et toute l'après-midi des choses qui, dans une large mesure et dans leurs grandes lignes, sont connues depuis des années ; et je suis étonné que beaucoup de ce qui est dit ici soit présenté comme nouveau et sensationnel. » Le but de ces séances, cependant, n'était pas d'informer mais, pour reprendre l'expression de la journaliste Isabel Vincent, « de fabriquer des histoires sensationnelles ». Si on remuait suffisamment de boue, pensait-on raisonnablement, la Suisse céderait[25].

La seule affirmation nouvelle était que les Suisses avaient trafiqué « l'or des victimes » en pleine connaissance de cause, c'est-à-dire qu'ils avaient acheté de grandes quantités d'or que les nazis avaient fondu en lingots après avoir dépouillé les victimes

Chambre des représentants, 11 décembre 1996 (citation du témoignage de Wiesel de la Comité sur la banque du Sénat, 16 octobre 1996). Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews*, New York, 1961, ch. 5.

24. Séances de la commission sur la banque, l'immobilier et les affaires urbaines, Sénat des États-Unis, 6 mai 1997.

25. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 11 décembre 1996. Smith s'est plaint à la presse que les documents qu'il avait découverts longtemps auparavant soient présentés par D'Amato comme des découvertes récentes. Pour se défendre, bizarrement, Rickman, qui a mobilisé toute une troupe de chercheurs du Musée de l'Holocauste des États-Unis pour les séances du Congrès, réplique : « Je connaissais le livre de Smith mais je me suis fait un devoir de ne pas le lire pour ne pas être accusé d'utiliser "ses" documents. » (p. 113). Vincent, *Silent Partners*, p. 240.

des camps de concentration et des camps de la mort. Le Congrès juif mondial, rapporte Bower, « avait besoin d'un élément affectif pour relier l'Holocauste à la Suisse ». Cette nouvelle révélation de la traîtrise suisse fut en conséquence traitée comme un don du Ciel. « Il y a peu d'images aussi déchirantes que l'extraction méthodique, dans les camps de concentration, des couronnes dentaires en or des cadavres juifs sortis des chambres à gaz », continue Bower. « Les faits sont très, très éprouvants », dit D'Amato sur un ton funèbre au cours d'une séance de la Chambre des représentants, « parce qu'ils évoquent le pillage des valeurs dans les maisons, les banques nationales, les camps de la mort, des montres en or et des bracelets et des montures de lunettes et des couronnes dentaires des gens[26]. »

Outre l'interdiction de l'accès aux comptes de l'Holocauste et l'achat d'or pillé, les Suisses furent aussi accusés de conspiration avec la Pologne et la Hongrie en vue de frauder les juifs. L'accusation exacte était que l'argent, qui se trouvait sur des comptes ouverts par des citoyens polonais ou hongrois (dont tous n'étaient pas juifs) qui ne l'avaient pas réclamé, avait été utilisé par la Suisse en compensation des propriétés suisses nationalisées dans ces pays. Rickman fait de cette nouvelle « une révélation stupéfiante, qui anéantirait les Suisses et provoquerait une véritable tempête. » Mais ces faits étaient déjà bien connus, ils avaient été publiés dans des revues juridiques américaines au début des années cinquante. Et, malgré le tollé de la presse, les sommes totales concernées ne représentaient même pas un million de dollars en valeur courante[27].

Avant même la première séance au Sénat sur les comptes dormants, en avril 1996, les Suisses avaient accepté de mettre en place une commission d'enquête et de se soumettre à ses décisions. Composée de six membres, trois de l'Organisation juive mondiale pour la restitution et trois de l'Association des banquiers suisses, présidée par Paul Volcker, ex-président de la Banque fédérale de réserve des États-Unis, la « commission indépendante de personnalités éminentes » fut officiellement investie dans ses

26. Bower, *Nazi Gold*, p. 307. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 25 juin 1997.

27. Rickman, *Swiss Banks*, p. 77. Pour une analyse définitive de ce thème, cf. Peter Hug and Marc Perrenoud, *Assets in Switzerland of Victims of Nazism and the Compensation Agreements with East Bloc Countries*, Berne, 1997. Pour une discussion très ancienne de la question aux États-Unis, cf. Seymour J. Rubin et Abba P. Schwartz, « Refugees and Reparations », *Law and Contemporary Problems*, Duke University School of Law, 1951, p. 283.

fonctions en mai 1996 dans le cadre d'un « Mémorandum établissant un accord » (*Memorandum of Understanding*). De plus, le gouvernement suisse désigna en décembre 1996 une « commission indépendante d'experts » présidée par le professeur Jean-François Bergier et comprenant le spécialiste israélien bien connu de l'holocauste, Saül Friedländer, pour enquêter sur le commerce d'or entre la Suisse et l'Allemagne pendant la seconde guerre mondiale.

Avant même que ces commissions aient pu commencer leur travail, cependant, l'industrie de l'Holocauste exigea un accord financier avec la Suisse. Les Suisses protestèrent qu'il faudrait naturellement attendre le rapport de la commission pour atteindre un accord ; autrement, il s'agissait « d'extorsion et de chantage ». Abattant son inévitable carte-maîtresse, le Congrès juif mondial gémit sur le calvaire des « survivants nécessiteux de l'Holocauste ». « Mon problème, c'est le temps », déclara Bronfman à la commission sur les affaires bancaires de la Chambre des représentants en décembre 1996, « et il y a tous ces survivants de l'Holocauste pour lesquels je m'inquiète. » On se demande pourquoi le milliardaire angoissé ne pouvait lui-même, provisoirement, soulager leur sort. Repoussant une offre suisse d'accord portant sur deux cent cinquante millions de dollars, Bronfman refusa dédaigneusement : « Pas d'aumône. Je donnerai cette somme moi-même. » Il n'en fit rien. La Suisse, cependant, accepta en février 1997 de créer un « Fonds spécial pour les victimes nécessiteuses de la shoa » de deux cents millions de dollars pour « les personnes qui ont besoin d'aide ou de soutien de façon particulière » en attendant que les commissions aient achevé leur travail (le fonds était encore solvable lorsque les commissions Bergier et Volcker ont remis leurs rapports). Les pressions de l'industrie de l'Holocauste en faveur d'un règlement définitif ne cessèrent cependant pas ; elles ont même augmenté. Les demandes réitérées des Suisses d'attendre les rapports des commissions pour conclure un accord – après tout, c'est le Congrès juif mondial qui a demandé ce repentir moral – se heurtèrent à un refus. En fait, l'industrie de l'Holocauste avait tout à perdre avec ces rapports : si quelques réclamations seulement étaient reconnues légitimes, l'affaire contre les banques suisses perdait de sa vraisemblance ; et si les réclamations légitimes affluaient, les Suisses n'auraient à satisfaire qu'elles, et non les associations juives. Une autre litanie de l'industrie de l'Holocauste est que dans l'affaire des compensations, ce qui compte, « ce sont la vérité et la justice et non l'argent ». « Ce n'est pas une question

d'argent », raillaient désormais les Suisses, « mais une question de plus d'argent[28]. »

L'industrie de l'Holocauste ne se contentait pas de faire monter l'hystérie publique, elle coordonnait aussi une stratégie utilisant deux sortes d'armes pour « terroriser » (Bower) les Suisses jusqu'à ce qu'ils se soumettent : les procès à titre collectif[29] et le blocus économique. Le premier procès à titre collectif fut introduit en octobre 1996 par Edward Fagan et Robert Swift au nom de Gizella Weisshaus (avant de mourir à Auschwitz, son père avait parlé d'argent déposé en Suisse mais les banques avaient repoussé ses réclamations après la guerre) et « d'autres dans la même situation » – pour vingt milliards de dollars. Quelques semaines plus tard, le centre Simon Wiesenthal, avec pour avocats Michael Hausfeld et Melvyn Weiss, introduisit un second procès à titre collectif et, en janvier 1997, ce fut le tour du Conseil mondial des communautés juives orthodoxes. Les trois affaires ont été portées devant le juge Edward Korman, un juge d'arrondissement de Brooklyn (New York). Au moins une des parties en cause, l'avocat Sergio Karas, a déploré cette tactique : « Ces procès n'ont fait que provoquer une hystérie de masse et une campagne contre la Suisse. Ils ne font que perpétuer le mythe que les avocats juifs veulent toujours plus d'argent. » Paul Volcker s'opposa à ces procès à titre collectif en disant « qu'ils empêcheraient notre travail, peut-être jusqu'à le rendre inutile » – pour l'industrie de l'Holocauste, c'était un argument sans intérêt, voire même une incitation à continuer les procès[30].

L'arme principale pour briser la résistance suisse a cependant été le blocus économique. « Maintenant, la bataille va être beaucoup plus sale », avertit Abraham Burg, président de l'Agence juive et homme de main d'Israël dans l'affaire des banques suisses, en janvier 1997. « Jusqu'alors, nous avons retenu la pression juive internatio-

28. Levin, *Last Deposit*, pp. 93, 186. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 11 décembre 1996. Rickman, *Swiss Banks*, p. 218. Bower, *Nazi Gold*, pp. 318 et 323. Une semaine après la création du Fonds spécial, le président suisse, « terrifié de l'hostilité sans relâche de l'Amérique », (Bower) annonça la création d'une Fondation de solidarité de cinq milliards « pour réduire la pauvreté, le désespoir et la violence » en général. La création de la fondation nécessitait cependant l'approbation nationale par référendum et l'opposition intérieure se fit rapidement jour. Son destin demeure incertain.

29. NdT : c'est un procès dans lequel plusieurs personnes demandent en même temps réparation ; il n'y a aucune limite au nombre de plaignants.

30. Bower, *Nazi Gold*, p. 315. Vincent, *Silent Partners*, p. 211. Rickman, *Swiss Banks*, p. 184 (Volcker).

nale. » Dès juin 1996, le Congrès juif mondial préparait le blocus. Bronfman et Singer en appelèrent au directeur financier de la ville de New York Alan Hevesi (dont le père était un membre influent de l'AJC) et à celui de l'État de New York, Carl Mac Call. A eux deux, ces deux financiers investissent des milliards de dollars dans des fonds de pension. Hevesi était aussi président de l'Association des directeurs financiers des États-Unis (*US Comptrollers Association*) qui avaient investi trente milliards en fonds de pension. A la fin du mois de janvier, pendant le mariage de sa fille, Singer mit sa stratégie au point avec le gouverneur de New York, George Pataki, D'Amato et Bronfman. « Vous voyez comment je suis », plaisanta le rabbin, « même au mariage de ma fille je fais encore des affaires[31]. »

En février 1996, Hevesi et Mac Call écrivirent aux banques suisses pour les menacer de sanctions. En octobre, le gouverneur Pataki leur accorda publiquement son soutien. Au cours des mois suivants, les municipalités et les institutions des États de New York, New Jersey, Rhode Island et de l'Illinois adoptèrent toutes des résolutions menaçant de lancer un blocus économique si les banques suisses ne venaient pas à résipiscence. En mai 1997, la ville de Los Angeles retira des centaines de millions de dollars placés en fonds de pension dans une banque suisse, inaugurant ainsi les sanctions. Hevesi fit rapidement de même à New York. La Californie, le Massachussets et l'Illinois les imitèrent quelques jours plus tard.

« Je veux trois milliards ou plus », proclamait Bronfman en décembre 1997, « pour en finir une fois pour toutes avec les procès en nom collectif, la commission Volcker et le reste. » Pendant ce temps-là, D'Amato et les dirigeants des banques de l'État de New York cherchèrent à empêcher la Banque unie de Suisse, nouvellement créée (fusion des principales banques suisses) de fonctionner aux États-Unis. « Si les Suisses continuent à traîner des pieds, je demanderai aux actionnaires des États-Unis de suspendre leurs transactions avec la Suisse », prévint Bronfman en mars 1998. « Il est temps d'en finir, sinon c'est la guerre totale. » En avril, les Suisses commencèrent à s'incliner sous la pression mais ils refusaient encore une reddition totale (on dit qu'en 1997, les Suisses ont dépensé cinq cents millions de dollars pour se défendre des attaques de l'industrie de l'Holocauste). « La société suisse souffre d'un cancer virulent », se lamenta Melvyn Weiss, un des avocats des procès à titre collectif. « Nous leur avons donné l'occasion de s'en débarrasser grâce à une dose massive de rayons pour un coût très modique et ils

31. Levin, *Last Deposit*, pp.187–188 et 125

ont refusé. » En juin, les banques suisses firent une « offre finale » de six cents millions de dollars. Le patron de l'ADL, Abraham Foxman, choqué de l'arrogance suisse, avait du mal à contenir sa rage : « Cet ultimatum est une insulte à la mémoire des victimes, de leurs survivants et de ceux de la communauté juive qui, en toute bonne foi, se sont adressés aux Suisses pour parvenir ensemble à résoudre une affaire très difficile[32]. »

En juillet 1998, Hevesi et Mac Call menacèrent d'employer de nouvelles sanctions et le New Jersey, la Pennsylvanie, le Connecticut, la Floride, le Michigan et la Californie emboîtèrent dans les jours suivants. A la mi-août, les Suisses finirent par céder. Dans un accord collectif négocié par le juge Korman, les Suisses acceptèrent de payer 1,25 milliard de dollars. « Le but du paiement complémentaire », expliquait un communiqué de presse des banques suisses, « est d'éviter les sanctions et les frais d'un procès long et coûteux[33]. »

Le premier ministre israélien a félicité D'Amato en ces termes : « Vous vous êtres conduit comme un authentique pionnier dans cette affaire. Le résultat n'est pas seulement un succès en termes matériels mais une victoire morale et un triomphe de l'esprit[34]. » Dommage qu'il n'ait pas dit « de la volonté ».

L'accord, portant sur 1,25 milliard de dollars, doit couvrir trois catégories : ceux qui réclament les comptes dormants de Suisse, les réfugiés à qui la Suisse a refusé l'asile et les victimes de l'esclavage dont la Suisse a profité[35]. Malgré l'indignation bien-pensante devant « les Suisses perfides », cependant, le passif américain, dans tous ces domaines, est tout aussi lourd, sinon pire. Je reviendrai sur l'affaire des comptes dormants des États-Unis. Comme la Suisse, les États-Unis ont refusé l'entrée aux réfugiés juifs fuyant le nazisme avant et pendant la seconde guerre mondiale. Cependant, le gouvernement américain n'a pas jugé bon d'indemniser, par exemple, les réfugiés juifs du malheureux navire Saint-Louis. Qu'on imagine ce qui se passerait si les milliers de

32. Levin, *Last Deposit*, p. 218. Rickman, *Swiss Banks*, pp. 214, 223 et 221.

33. Rickman, *Swiss Banks*, p. 231.

34. *Ibid*. Rickman a éloquemment intitulé son chapitre sur cette question : « Boycotts et diktats ».

35. Le texte complet de « l'accord sur les actions collectives » se trouve dans Independent Committee of Eminent Persons, *Report on Dormant Accounts Of Victims of Nazi Persecution in Swiss Banks*, Berne, 1999, Appendice O. Outre les deux cents millions du Fonds spécial et l'accord sur un milliard et quart de dollars dans l'affaire des actions collectives, l'industrie de l'Holocauste a extorqué encore soixante-dix millions de dollars aux États-Unis et à ses alliés au cours d'une conférence sur l'or suisse à Londres, en 1997.

réfugiés d'Amérique centrale et de Haïti à qui les États-Unis ont refusé l'asile après avoir financé les escadrons de la mort réclamaient une indemnisation des États-Unis. Et, bien que minuscule en taille et en ressources, la Suisse a accueilli tout autant de réfugiés juifs que les États-Unis durant l'holocauste nazi (environ vingt mille) [36].

La seule façon de racheter les péchés passés, d'après les politiciens américains si prompts à donner des leçons à la Suisse, était de fournir une compensation matérielle. Le secrétaire adjoint au commerce, Stuart Eizenstat, envoyé spécial de Clinton pour la restitution des propriétés, a qualifié la compensation de la Suisse aux juifs de « mise à l'épreuve importante de la volonté de la génération actuelle d'assumer le passé et de rectifier les erreurs du passé. » Bien qu'ils ne puissent être rendus « responsables de ce qui s'est passé il y a des années », a admis D'Amato pendant la même séance au Sénat, les Suisses avaient néanmoins « le devoir de rendre des comptes et d'esssayer de faire ce qu'il faut à ce stade. » Le président Clinton a fait siennes, publiquement, les réclamations financières du Congrès juif mondial et il a lui aussi remarqué que « nous devons reconnaître et redresser la terrible injustice du passé, aussi bien que nous le pouvons. » « L'histoire ne connaît pas la prescription », dit le président James Leach pendant les séances devant la Commission sur les affaires bancaires de la Chambre des représentants, et « il ne faut jamais oublier le passé ». « Il doit être clair », écrivent les chefs de groupes parlementaires dans une lettre au ministre des affaires étrangères que « la réponse dans cette affaire de restitution sera considérée comme une mesure du respect pour droits de l'homme de base et le règne de la loi. » Et dans un discours au parlement suisse, le ministre des affaires étrangères Madeleine Albright a expliqué que les bénéfices économiques procurés par les comptes juifs confisqués par les Suisses « avaient échu aux générations ultérieures et c'est pourquoi le monde attend du peuple

36. Pour ce qui concerne la politique des États-Unis envers les réfugiés juifs pendant ces années, cf. David S. Wyman, *Paper Walls*, New York, 1985, et*The Abandonment of the Jews*, New York, 1984. Pour la politique suisse, cf. Independent Commission of Experts, *Switzerland – Second World War, Switzerland and Refugees in the Nazi Era*, Berne, 1999. Ce sont les mêmes causes – faiblesse économique, xénophobie, antisémitisme, et, plus tard, la sûreté – qui expliquent les quotas réduits en Suisse et aux États-Unis. Rappelant « l'hypocrisie dans les discours des autres nations, notamment les États-Unis qui n'imaginaient même pas une libéralisation des lois sur l'immigration », la Commission indépendante, bien que très critique envers la Suisse, rapport que sa politique envers les réfugiés était identique à celle des gouvernements de la plupart des autres états. (pp. 42 et 263). Je n'ai pas trouvé de mention de ce fait dans la publicité très large faite par la presse aux conclusions très dures de la commission.

de Suisse non qu'il assume la responsabilité des actions de ses ancêtres mais qu'il ait la générosité de faire ce qui peut aujourd'hui être fait pour redresser les torts du passé[37]. » Sentiments nobles mais qui ne sont jamais évoqués – sinon pour les tourner en ridicule – quand il s'agit d'indemniser les Noirs américains pour l'esclavage[38].

On ne sait pas encore comment « les survivants nécessiteux de l'Holocauste » s'en sortiront dans l'accord final. Gizella Weisshaus, la première plaignante à engager un procès sur la base d'un compte dormant suisse, a renvoyé son avocat, Edward Fagan, en se plaignant amèrement qu'il l'ait utilisée à ses fins propres. La note d'honoraires de Fagan au tribunal se montait à quatre millions de dollars. Le montant total des honoraires des avocats est de quinze millions, beaucoup d'entre eux facturant au prix de

37. Séances de la commission sur la banque, l'immobilier et les affaires urbaines, Sénat des États-Unis, 15 mai 1997 (Eizenstat et D'Amato). Séances de la commission sur la banque, l'immobilier et les affaires urbaines, Sénat des États-Unis, 23 avril 1996 (Bronfman, citant Clinton et une lettre aux chefs de groupe du Congrès). Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 11 décembre 1996 (Leach). Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 25 juin 1997 (Leach). Rickman, *Swiss Bank*s, p. 204 (Albright).

38. La seule note discordante au cours des innombrables séances sur l'indemnisation de l'holocauste au Congrès émane d'un député de Californie, Maxine Waters. Waters, tout en manifestant son soutien à « 1000% » « pour que justice soit faite à toutes les victimes de l'holocauste », demanda « comment on pourrait utiliser ce modèle pour traiter l'esclavage de mes ancêtres ici-même, aux États-Unis. Je m'étonne d'être ici... et de ne pas me demander ce que je pourrais faire... pour reconnaître l'esclavage aux États-Unis... Le principe des réparations a été en général condamné, dans la communauté noire américaine, comme idée extravagante, et beaucoup de ceux... qui se ont voulu soulever la question au Congrès ont été littéralement tournés en ridicule. » Concrètement, elle proposa que les institutions destinées à obtenir l'indemnisation de l'Holocauste soient aussi utilisées pour obtenir l'indemnisation « de l'esclavage ici même ». « La respectable dame a soulevé un point extraordinairement profond », répliqua James Leach, membre de la commission sur la banque, « et le président en prendra bonne note... La profondeur de la question que vous soulevez est énorme, aussi bien du point de vue de l'histoire américaine que de celui des droits de l'homme. » La question sera indubitablement enfouie profondément dans un trou noir de la mémoire de la commission. (Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 9 février 2000). Randall Robinson, qui mène actuellement une campagne pour l'indemnisation des Noirs américains au titre de l'esclavage, a comparé « le silence » du gouvernement sur ce vol « au moment même où le ministre adjoint des affaires étrangères, Stuart Eizenstat, consacrait toutes ses forces à obtenir de seize sociétés allemandes l'indemnisation des juifs employés comme esclaves à l'époque nazie. » (Randall Robinson, « Compensate the Forgotten Victims of America's Slavery Holocaust », *Los Angeles Times*, 11 février 2000 ; cf. Randall Robinson, *The Debt*, New York, 2000, p. 245.)

six cents dollars de l'heure. Un avocat demande deux mille quatre cents dollars pour la lecture du livre de Tom Bower, *L'or nazi*. « Des groupes juifs et des survivants », rapporte le *New York Jewish Week*, « réclament sans vergogne leur part du milliard et quart de dollars des indemnisations de l'Holocauste. » Les plaignants et les survivants affirment que tout l'argent doit leur revenir directement. Les associations juives, cependant, veulent une part de l'affaire. Dénonçant l'impudence des associations juives, Greta Beer, qui fut un des témoins essentiels contre les banques suisses au Congrès, déclare au tribunal du juge Korman « je ne veux pas qu'on m'écrase comme un petit insecte. » Malgré sa sollicitude pour les « survivants nécessiteux de l'Holocauste », le Congrès juif mondial veut que presque la moitié de l'argent suisse aille aux associations juives et à « l'enseignement de l'Holocauste ». Le centre Simon Wiesenthal maintient que si des associations juives « méritantes » reçoivent de l'agent, « une partie devait aller aux centres éducatifs ». Les associations religieuses orthodoxes et réformistes « font chacune la quête » pour une grosse part du butin, prétendant que c'est leur branche particulière du judaïsme que les six millions de morts auraient choisi de faire bénéficier. Et pourtant, l'industrie de l'Holocauste avait obligé les Suisses à un accord parce que le temps pressait : « Les survivants nécessiteux de l'Holocauste meurent chaque jour. » Après la signature de l'accord par les Suisses, cependant, l'urgence a miraculeusement disparu. Plus d'un an après, il n'y avait toujours pas de programme de répartition des sommes. On peut penser que lorsque l'argent sera finalement distribué, tous « les survivants nécessiteux de l'Holocauste » seront morts. En fait, en décembre 1999, moins de la moitié des deux cents millions du Fonds spécial pour les victimes nécessiteuses de la Shoah, établi en février 1997, avait été distribué aux victimes authentiques. Après le paiement des honoraires d'avocats, l'argent suisse affluera dans les coffres des associations juives « méritantes[39] ».

39. Philip Lentz, « Reparation Woes », *Crain's*, 15–21 novembre 1999. Michael Shapiro, « Lawyers in Swiss Bank Settlement Submit Bill, Outraging Jewish Groups », *Jewish Telegraphic Agency*, 23 novembre 1999. Rebecca Spence, « Hearings on Legal Fees in Swiss Bank Case », *Forward*, 26 novembre 1999. James Bone, « Holocaust Survivors Protest Over Legal Fee », *The Times*, 1er décembre 1999. Devlin Barren, « Holocaust Assets », *NewYork Post*, 2 décembre 1999. Stewart Ain, « Religious Strife Erupts In Swiss Money Fight », *Jewish Week*, 14 janvier 2000 (« font la quête »). Adam Dickter, « Discord in the Court », *Jewish Week*, (21 January 2000). Fonds spécial pour les victimes nécessiteuses de la shoa, « Overview on Finances, Payments and Pending Applications » (30 novembre 1999). Les survivants israéliens de l'Holocauste n'ont jamais reçu l'argent du Fonds spécial qui leur était destiné ; cf.

« Aucun accord n'est défendable », écrit dans le *New York Times* Burt Neuborne, professeur de droit à l'université de New York et membre de l'équipe de juristes du procès en nom collectif, « si, grâce à lui, l'holocauste s'avère une entreprise bénéficiaire pour les banques suisses. » Edgar Bronfman nous a tous fait pleurer en disant devant la commission sur les affaires bancaires et les services financiers de la Chambre des représentants qu'il ne fallait pas « autoriser les Suisses à tirer profit des cendres de l'Holocauste. » D'un autre côté, Bronfman a reconnu récemment que les coffres du Congrès juif mondial avaient recueilli « à peu près sept milliards de dollars » d'indemnisation [40].

Les rapports sérieux sur les banques suisses ont été publiés depuis. On peut donc maintenant juger soi-même s'il y a eu, comme Bower le prétend, « une conspiration helvético-nazie vieille de cinquante ans pour voler des milliards aux juifs d'Europe et aux survivants de l'Holocauste. »

En juillet 1998 a été publié le rapport de la commission Bergier (indépendante), intitulé *La Suisse et les transactions d'or pendant la seconde guerre mondiale* [41]. La commission confirme que les banques suisses ont acheté de l'or à l'Allemagne nazie, pour un montant d'environ quatre milliards de dollars en valeur actuelle, et qu'elles savaient que cet or avait été pris dans les banques centrales des pays d'Europe occupés. Pendant les auditions au Congrès, les membres du Congrès ont été choqués que les banques suisses aient fait le commerce de valeurs volées et, pis encore, continuent de telles pratiques. Déplorant que les politiciens corrompus déposent leurs biens mal acquis dans des banques suisses, un membre du Congrès a demandé à la Suisse d'adopter enfin une loi contre « ce mouvement secret d'argent... par des gens au pouvoir qui pillent leurs ressources nationales ». Se lamentant sur « le nombre de membres de gouvernement corrompus et d'hommes d'affaires qui, dans le monde entier, ont trouvé dans les banques suisses un asile pour leurs grosses fortunes », un autre membre du Congrès s'est demandé tout haut si « le système bancaire suisse rend service aux voyous ac-

Yair Sheleg, « Surviving Israeli Bureaucracy », *Haaretz*, 6 février 2000.

40. Burt Neuborne, « Totaling the Sum of Swiss Guilt », *New York Times*, 24 juin 1998. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 11 décembre 1996. « Holocaust-Konferenz in Stockholm », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 26 janvier 2000 (Bronfman).

41. Commission indépendante d'experts, *Switzerland Second World War, Switzerland and Gold Transactions in the Second World War*, rapport provisoire, Berne, 1998.

tuels, et aux pays qu'ils représentant... de la même façon qu'elles avaient donné asile au régime nazi il y a cinquante-cinq ans ?[42] » Le problème se pose réellement. On estime à cent ou deux cents millions de dollars par an le produit de la corruption politique qui est envoyé hors du pays d'origine dans des banques privées. Les remontrances de la commission du Congrès sur les affaires bancaires auraient eu plus de poids, cependant, si une bonne moitié de « ce capital en fuite illégalement » n'était déposé dans des banques américaines en plein accord avec la loi américaine[43]. Les bénéficiaires récents de « l'asile » légal des États-Unis sont, par exemple, Raul Salinas de Gortari, frère de l'ex-président du Mexique, et la famille de l'ex-dictateur nigérian, le général Sani Abacha. « L'or pillé par Adolf Hitler et ses hommes de main », observe Jean Ziegler, un député suisse très critique envers les banques suisses, « ne diffère en rien, dans son essence, de l'argent du crime » détenu actuellement en Suisse sur les comptes privés des dictateurs du Tier-Monde. « Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été conduits à la mort par les voleurs patentés de Hitler » et « des centaines de milliers d'enfants meurent tous les ans de maladie et de malnutrition » dans le Tiers-Monde parce que « des tyrans ont spolié leur pays avec l'aide des requins financiers suisses[44] ». Et avec l'aide des requins financiers américains aussi. Sans compter qu'un grand nombre de ces dictateurs ont été mis et maintenus au pouvoir par les États-Unis, autorisés par eux à dépouiller leurs pays.

Pour ce qui concerne l'holocauste nazi lui-même, la commission indépendante conclut que les banques suisses ont acheté « des lingots contenant de l'or pris par les nazis aux victimes des camps de travail et des camps d'extermination ». Ils ne le

42. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 11 décembre 1996. Appelé à déposer comme expert, un professeur d'histoire de l'université de Caroline du Nord, Gerhard L. Weinberg, a témoigné avec onction que « la position du gouvernement suisse à l'époque et dans les années qui ont suivi la guerre a toujours été que le pillage était légal » et que « la priorité numéro un » des banques suisses « était de gagner autant d'argent que possible... et, pour ce faire, d'ignorer toute légalité, moralité ou décence ». Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 25 juin 1997.

43. Raymond W. Baker, « The Biggest Loophole in the Free-Market System », *Washington Quarterly*, automne 1999. Bien que ce ne soit pas autorisé par la loi américaine, une bonne partie des cinq cents ou mille milliards de dollars du trafic de drogue « blanchis » sont « déposés dans des banques américaines en toute sécurité ». (ibid.)

44. Ziegler, *The Swiss*, XII ; cf. pp. 19 et 265.

savaient cependant pas quand ils l'ont fait : « il n'y a aucune indication permettant de dire que les décideurs de la banque centrale suisse savaient que des lingots contenant de l'or de cette provenance étaient envoyés en Suisse par la Reichsbank. » La commission a évalué la valeur de « l'or des victimes » acheté sans le savoir par la banque à 134 428 dollars, soit à peu près un million de dollars actuels. Ce chiffre comprend « l'or des victimes » volés aux prisonniers des camps, juifs et non-juifs [45].

En décembre 1999, la Commission indépendante de personnalités éminentes (commission Volcker) a remis son *Rapport sur les comptes dormants des victimes des persécutions nazies dans les banques suisses* [46]. Le rapport contient les conclusions d'un examen complet des comptes qui a duré trois ans et coûté au moins cinq cent millions de dollars [47]. Sa principale conclusion sur « le traitement des comptes dormants des victimes de persécutions nazies » mérite d'être longuement citée :

> Pour les victimes des persécutions nazies, il n'y a aucune preuve d'une discrimination systématique, d'un refus d'accès, de détournement ou de violations des prescriptions légales suisses sur la rétention de documents. Cependant, le rapport critique aussi les actes de certaines banques dans leur traitement des comptes des victimes de persécutions nazies. Le mot « certaines » dans la phrase précédente doit être souligné puisque les actes critiqués sont surtout ceux de certaines banques dans leur manipulation de comptes individuels de victimes des persécutions nazies dans le cadre d'une enquête sur deux cent cinquante-quatre banques, pour une période d'environ soixante ans. Pour les actes critiqués, le rapport reconnaît aussi qu'il y avait des circonstances atténuantes à la conduite des banques impliquées dans ces activités. Le rapport reconnaît, en outre, qu'il y a d'abondantes preuves que, dans beaucoup de cas, les banques ont activement recherché les titulaires des comptes ou leurs héritiers, parmi lesquels il y avait des

45. *Switzerland and Gold Transactions in the Second World War*, IV, 48.

46. Independent Committee of Eminent Persons, *Report on Dormant Accounts of Victims of Nazi Persecution in Swiss Banks* Berne, 1999.

47. Le coût « externe » de l'examen des comptes a été estimé à deux cents millions de dollars. (*Report on Dormant Accounts*, p. 4, paragraphe 17) Le coût pour les banques suisses a été estimé à trois cents millions supplémentaires. (Commission fédérale de la banque suisse, communiqué de presse, 6 décembre 1999)

> victimes de l'Holocauste, et qu'elles ont versé le montant des comptes dormants aux propriétaires légitimes.

Le paragraphe se termine sur cette remarque modérée :

> La commission croit que les actes critiqués sont suffisamment importants pour qu'il soit désirable de décrire dans cette section ce qui s'est mal passé afin d'en tirer les leçons plutôt que d'en répéter les erreurs[48].

Le rapport déclare aussi que, bien que la commission n'ait pu retrouver tous les dossiers des banques pour la « période concernée » (1933–1945), la destruction de dossier sans qu'on s'en rende compte « serait difficile, sinon même impossible » et qu'« en fait, aucune trace de destruction systématique des dossiers des comptes afin de dissimuler la conduite passée n'a été découverte ». Le rapport conclut que le pourcentage de dossiers retrouvés (60%) est « tout à fait extraordinaire » et « vraiment remarquable », surtout quand on se souvient que la loi suisse n'impose la conservation des dossiers que pendant dix ans[49].

Et maintenant, comparons cela avec le compte rendu qu'a fait le *New York Times* des conclusions de la commission Volcker. Sous le titre « Les tromperies des banques suisses[50] », le journal rapporte que la commission n'a trouvé « aucune preuve décisive » que les banques suisses ont mal géré les comptes dormants juifs. Le rapport, en réalité, dit « aucune preuve ». Le *New York Times* continue en disant que la commission « a trouvé que les banques suisses s'étaient arrangées pour perdre la trace d'un nombre très élevé de ces comptes ». En fait, le rapport trouve que les Suisses ont conservé les dossiers d'un nombre de comptes « tout à fait extraordinaire », « vraiment remarquable ». Enfin, le journal affirme que, d'après la commission, « beaucoup de banques ont cruellement éconduit par tromperie les membres des familles qui essayaient de recouvrer les avoirs perdus ». En réalité, le rapport souligne que « certaines » banques se sont mal conduites et que, dans ces cas-là, il y avait des « circonstances atténuantes » ;

48. *Report on Dormant Accounts*, annexe 5, p. 81, paragraphe 1 (cf. I, pp. 13 -15, paragraphes 41–49).

49. *Report on Dormant Accounts*: I, p. 6, paragraphe 22 (« aucune preuve ») ; I, p. 6, paragraphe 23 (les lois sur la banque et le pourcentage) ; annexe 4, p. 58, paragraphe 5 (« tout à fait extraordinaire ») et annexe 5, p. 81, paragraphe 3 (« tout à fait remarquable ») (cf. Part I, p. 15, paragraphe 47, Part I, p. 17, paragraphe 5 8, annexe 7, p. 107, paragraphes 3, 9).

50. « The Deceptions of Swiss Banks », in *New York Times*, 7 décembre 1999.

il dit aussi que dans « beaucoup de cas », les banques ont cherché activement les successeurs légitimes.

Le rapport condamne les banques suisses pour n'avoir pas été « sincères et ouvertes » dans les précédents examens de comptes dormants de l'époque de l'Holocauste. Néanmoins, il semble attribuer l'échec de ces examens de comptes plus à des causes techniques qu'à de la malfaisance[51]. Le rapport identifie cinquante-quatre mille comptes qui ont « un lien probable ou possible avec des victimes des persécutions nazies ». Mais il estime que dans seulement la moitié des cas, soit vingt-cinq mille, le lien était suffisamment vraisemblable pour qu'il donne les noms des comptes. La valeur estimée actuelle de dix mille des comptes pour lesquels des renseignements étaient disponibles est comprise dans une fourchette allant de cent soixante-dix à deux cent soixante millions de dollars actuels. Il a été impossible d'estimer la valeur actuelle des autres comptes[52]. La valeur totale des comptes dormants de l'époque de l'Holocauste s'élèvera probablement beaucoup plus haut que les trente-deux millions de dollars estimés à l'origine par les banques suisses mais restera largement en-deçà de la fourchette de sept à vingt milliards de dollars réclamés par le Congrès juif mondial. Dans les témoignagnes ultérieurs au Congrès, Volcker a estimé que le nombre de comptes suisses « probablement ou peut-être » liés à des victimes de l'Holocauste était « beaucoup plus élevé que les estimations faites dans les enquêtes précédentes ». Cependant, il continua : « Je souligne les mots "probablement ou peut-être" parce que, sauf dans quelques rares cas, au bout de plus d'un demi-siècle, nous ne sommes pas en mesure d'établir avec certitude un lien irréfutable entre les victimes et les titulaires de comptes[53] »

51. *Report*, annexe 5, pp. 87–8, paragraphe 27 : « Il y a beaucoup d'explications possibles à la rétention de renseignements lors des précédentes enquêtes mais parmi les causes principales il y a : le sens étroit donné par les banques suisses au terme de compte « dormant » ; l'exclusion de certains types de comptes des recherches ou une recherche inadaptée ; leur refus d'enquêter sur des comptes en dessous d'un certain solde ou de considérer les titulaires de comptes comme victimes des persécutions ou de la violences nazies si la famille n'en a pas fait expressément la demande à la banque. »

52. *Report on Dormant Accounts*, p. 10, paragraphe 30 (« possible ou probable ») ; p. 20, paragraphes 73–5 (forte probabilité qu'il y ait 25 000 comptes). *Report on Dormant Accounts*, annexe 4, pp. 65–67, paragraphes 20–26, and p. 72, paragraphes 40–43 (valeurs actuelles). Conformément à la recommandation du rapport, la Commission suisse fédérale de banque a accepté, en mars 2000, de publier les vingt-cinq mille noms de comptes. (« Swiss Federal Banking Commission Follows Volcker Recommendations », communiqué de presse, 30 mars 2000).

53. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants,

La conclusion la plus explosive de la commission Volcker n'a pas été rapportée dans la presse américaine : les États-Unis, comme la Suisse, ont *aussi* servi de coffre-fort aux avoirs juifs européens transférables :

> Le pressentiment de la guerre et de la détresse économique, aussi bien que la persécution des juifs et d'autres minorités par les nazis avant et durant la seconde guerre mondiale, a amené beaucoup de gens, y compris les victimes des persécutions, à transférer leurs avoirs dans des pays qui semblaient devoir constituer des havres sûrs (il est important de noter que les États-Unis et le Royaume-Uni en faisait partie)... Comme la Suisse neutre était frontalière de pays de l'Axe et de pays occupés par l'Axe, les banques suisses et les autres intermédiaires financiers suisses ont également accueilli une partie des avoirs en quête de sécurité.

Une annexe donne la liste des « destinations favorites » du transfert des avoirs juifs européens. Les premières destinations sont les États-Unis et la Suisse (la Grande-Bretagne arrive en « troisième position, loin derrière ») [54].

La question qui se pose est évidemment celle du destin des comptes dormants de l'époque de l'Holocauste dans les banques *américaines*. La commission sur les affaires bancaires de la Chambre des représentants a nommé un expert sur cette question. Seymour Rubin, actuellement professeur à l'Université américaine, était le chef de la délégation des États-Unis dans les négociations avec la Suisse après la seconde guerre mondiale. Sous les auspices des associations juives américaines, Rubin a aussi travaillé pendant les années cinquante avec « un groupe d'experts de la vie juive communautaire en Europe » pour identifier les comptes dormants de l'époque de l'Holocauste dans les banques américaines. Dans son témoignage à la chambre, Rubin a déclaré que la valeur de ces comptes avait été estimée à six millions de dollars après un examen très

9 février 2000 (citations du texte du témoignage de Volcker déposé au tribunal). Il faut comparer cela avec les mises en garde émises par la Commission fédérale suisse de banque : « toutes les indications sur les valeurs actuelles possibles des comptes identifiés sont fondées essentiellement sur des suppositions et sur des projections » ; et « pour mille deux cents comptes seulement on a trouvé des preuves tangibles, confirmées par des sources bancaires internes de l'époque, que les titulaires des comptes étaient réellement des victimes de l'Holocauste ».

54. *Report on Dormant Accounts*:, p. 2, paragraphe 8 (cf. p. 23, paragraphe 92). *Report on Dormant Accounts*:, appendice 5, p. A-134 ; pour une analyse plus complète, cf. pp. A-135 et suivantes.

superficiel et très rudimentaire des banques de New York seulement. Les associations juives avaient réclamé cette somme au Congrès pour « les survivants nécessiteux » (aux États-Unis, les comptes dormants abandonnés sont transférés à l'État en vertu du principe d'échéance). Rubin rappela alors :

> L'estimation initiale de six millions de dollars fut rejetée par ceux qui souhaitaient soutenir ce projet de loi au Congrès et la proposition de loi initiale prévoyait une limite de trois millions de dollars... En l'occurrence, le chiffre de trois millions fut ramené au cours des séances de la commission à un million. La discussion de la loi ramena ensuite le montant à cinq cent mille dollars. Ce montant fut encore refusé par le bureau du budget qui proposa une limite de deux cent cinquante mille dollars. Finalement, la loi fut votée sur la base de cinq cent mille dollars.

« Les États-Unis, conclut Rubin, n'ont fait que de petits efforts pour identifier les avoirs sans titulaire aux États-Unis et n'ont rendu disponibles que cinq cent mille dollars, ce qui contraste avec les trente-deux millions de dollars acceptés par les Suisses avant même l'enquête Volcker[55] ». En d'autres termes, *le cas des États-Unis est bien pire que celui des Suisses.* Il faut souligner qu'en dehors d'une remarque en passant d'Eizenstat, il n'y a eu aucune autre mention des comptes dormants aux États-Unis pendant les séances de la commission sur les affaires bancaires au Sénat et à la Chambre des représentants consacrées à la Suisse. De plus, bien que Rubin occupe une place de choix dans les récits de l'affaire des banques suisses Bower consacre de nombreuses pages à ce « croisé du ministère des affaires étrangères » aucun ne mentionne son témoignage devant la Chambre des représentants. Pendant la séance, Rubin a aussi fait part « d'un certain scepticisme devant les sommes importantes [contenues sur les comptes dormants] dont on parle. » Il est inutile de préciser que les renseignements précis de Rubin, dans l'affaire, ont été soigneusement ignorés également.

Pourquoi le haro du Congrès ne s'est-il pas porté sur les « perfides » banquiers américains ? Tous les membres des commissions du Sénat et de la Chambre ont exigé,

55. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 25 juin 1997 (cité d'après le témoignage déposé de Rubin). (Pour un exposé d'ensemble, cf. Seymour J. Rubin et Abba P. Schwartz, « Refugees and Reparations », *Law and Contemporary Problems*, Duke University School of Law, 1951, pp. 286–289.)

l'un après l'autre, que les Suisses « paient enfin ». Aucun, cependant, n'a exigé que les États-Unis en fassent autant. Au contraire, un membre de la commission sur les affaires bancaires de la chambre des représentants a affirmé sans pudeur et Bronfman a confirmé que « seule » la Suisse « avait refusé de montrer le courage d'affronter sa propre histoire[56] ». Il n'est pas étonnant que l'industrie de l'Holocauste n'ait pas lancé de campagne pour enquêter sur les banques des États-Unis. Un examen de nos banques semblable à celui que l'on a fait dans les banques suisses coûterait aux contribuables américains non pas des millions mais des milliards de dollars[57]. Lorsqu'il serait enfin achevé, les juifs américains chercheraient asile à Munich. Le courage a des limites.

À la fin des années quarante, déjà, alors que les États-Unis insistaient pour que la Suisse identifie les comptes juifs dormants, les Suisses ont protesté que les Américains feraient mieux d'examiner la poutre dans leur œil[58]. Au milieu de 1997, le gouverneur de New York, George Pataki, a annoncé la création d'une commission d'État pour la récupération des avoirs des victimes de l'holocauste pour mener des réclamations contre les banques suisses. Les Suisses ne se laissèrent pas démonter et suggérèrent que la commission engage plutôt des réclamations contre les banques américaines et israéliennes[59]. Et Bower, en effet, rappelle que les banquiers israéliens « ont refusé de donner les listes des comptes dormants appartenant à des juifs » après la guerre de 1948 et récemment, on a lu que « contrairement aux pays d'Europe, les banques israéliennes et les associations sionistes résistent aux pressions en vue d'établir des commissions indépendantes pour déterminer quelle quantité d'avoirs et combien de comptes dormants étaient détenus par des survivants de l'Holocauste et comment les titulaires pouvaient être localisés » (*Financial Times*). (Des juifs européens ont acheté des lots de terre et ouvert des comptes en banque en Palestine pendant le mandat britannique pour aider l'entreprise sioniste ou préparer l'immigration à venir.) En octobre 1998, le Congrès

56. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 25 juin 1997.

57. La population de la Suisse était de quatre millions pour la période en cause de 1933 à 1945, alors qu'aux États-Unis, il y avait cent trente millions d'habitants. Tous les comptes ouverts, fermés ou dormants de ces années ont été examinés par la commission Volcker.

58. Levin, *Last Deposit*, p. 23. Bower, *Nazi Gold*, p. 256. Bower écarte cette demande suisse comme « rhétorique sans réponse possible ». Qu'il soit impossible d'y répondre, c'est certain, mais en quoi est-ce rhétorique ?

59. Rickman, *Swiss Banks*, pp. 194–195.

juif mondial et l'Organisation juive mondiale pour la restitution« sont parvenus à un accord de principe pour empêcher qu'on s'occupe de la question des avoirs en Israël des victimes de l'Holocauste, parce que la responsabilité dans cette affaire est celle du gouvernement israélien. » (*Haaretz*) L'accusation la plus sensationnelle contre les banques suisses était qu'elles réclamaient un certificat de décès aux héritiers des victimes de l'holocauste. Les banques israéliennes ont aussi demandé ce document. On chercherait vainement, cependant, des protestations contre « les perfides Israéliens ». Pour prouver qu'« aucune équivalence morale ne peut être établie entre les banques en Israël et celle de Suisse », le *New York Times* cite un ex-député israélien : « Ici, c'est de la négligence, en Suisse, c'était un crime[60]. » Cela se passe de commentaire.

En mai 1998, une commission présidentielle consultative sur les avoirs de l'holocauste aux États-Unis a été chargée par le Congrès de « mener une recherche originale sur le destin des avoirs pris aux victimes de l'Holocauste et parvenus entre les mains du gouvernement fédéral des États-Unis » et de « conseiller le président sur la politique à adopter pour la restitution des biens volés à leurs propriétaires légitimes ou à leurs héritiers ». « Le travail de la commission démontre irréfutablement », déclare Bronfman, président de la commission, « qu'aux États-Unis nous nous imposons des principes élevés de vérité au sujet des avoirs de l'Holocauste identiques à ceux que nous imposons aux autres nations. » Cependant, une commission consultative au budget de six millions n'est pas tout à fait la même chose que l'examen externe complet du système bancaire d'un pays, mené avec un budget de cinq cents millions, et comprenant l'accès illimité à tous les dossiers des banques[61]. Pour qu'on ne doute plus du tout que les États-Unis sont bien en première ligne des efforts pour restituer les avoirs juifs volés pendant l'époque de l'Holocauste, James Leach, président de la commission sur les affaires bancaires de la Chambre des représentants, a fièrement annoncé en février 2000 qu'un musée de Caroline du Nord avait rendu une toile à une famille

60. Bower, *Nazi Gold*, pp. 350–351. Akiva Eldar, « UK : Israel Didn't Hand Over Compensation to Survivors », *Haaretz*, 21 février 2000. Judy Dempsey, « Jews Find It Hard to Reclaim Wartime Property In Israel », *Financial Times*, 1 avril 2000. Jack Katzenell, « Israel Has WW II Assets », *Associated Press*, 13 avril 2000. Joel Greenberg, « Hunt for Holocaust Victims' Property Turns in New Direction : Toward Israel », *New York Times*, 15 avril 2000. Akiva Eldar, « People and Politics », *Haaretz*, 27 avril 2000.

61. On trouve des renseignements sur cette commission sur le site internet *www.pcha.gov* (Bronfman est cité d'après un communiqué de presse de la commission du 21 novembre 1999).

autrichienne. « Cela prouve qu'on peut se fier aux États-Unis... et je pense que la commission devrait le souligner[62]. »

Pour l'industrie de l'Holocauste, l'affaire des banques suisses de même que les tourments endurés par le « survivant » suisse de l'holocauste Benjamin Wilkomirski est une preuve supplémentaire de la méchanceté indéracinable et irrationnelle des Gentils. L'affaire a mis en évidence l'insensibilité grossière « manifestée même par un pays européen démocrate libéral envers ceux qui portaient les cicatrices physiques et affectives du pire crime de l'histoire », conclut Itamar Levin. En avril 1997, une étude de l'université de Tel-Aviv constatait « une montée évidente » de l'antisémitisme suisse. Pourtant, ce développement sinistre ne pouvait aucunement être lié aux attaques de l'industrie de l'Holocauste contre la Suisse. « Les juifs ne fabriquent pas l'antisémitisme », dit Bronfman, « ce sont les antisémites qui fabriquent l'antisémitisme[63] ».

L'indemnisation matérielle pour l'Holocauste « est la grande épreuve morale qui attend l'Europe à la fin du XX^{e} siècle », affirme Itamar Levin. « Ce sera la véritable mise à l'épreuve de la façon dont l'Europe traite le peuple juif[64]. » En effet, enhardie par son succès dans la lutte contre la Suisse, l'industrie de l'Holocauste s'est immédiatement attaquée au reste de l'Europe. C'est alors le tour de l'Allemagne.

Après l'accord signé avec la Suisse en août 1998, l'industrie de l'Holocauste a déployé la même stratégie victorieuse contre l'Allemagne en septembre. Les trois mêmes équipes d'avocats (Hausfeld-Weiss, Fagan-Swift et le Conseil mondial des communautés juives orthodoxes) ont intenté des procès à titre collectif contre l'industrie privée allemande ; elles ne réclament pas moins de vingt milliards d'indemnités. Sous la menace d'un blocus économique, le directeur financier de la municipalité de New York a commencé à « surveiller » les négociations en avril 1999. La commission sur les affaires bancaires de la Chambre des représentants a tenu ses premières séances en septembre. Le député Carolyn Maloney a déclaré que « le temps écoulé ne devait pas être une excuse à l'enrichissement sans cause » (au moins, lorsqu'il provient de l'esclavage des juifs ; quand il s'agit de celui des Noirs américains, c'est une autre histoire), tandis

62. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 9 février 2000.

63. Levin, *Last Deposit*, pp. 223 et 204. « Swiss Defensive About WW II Role », *Associated Press*, 15 mars 2000. *Time*, 24 février 1997, (Bronfman).

64. Levin, *Last Deposit*, p. 224

que le président de la commission, Leach, entonnait une autre partie de cette litanie : « L'histoire ne connaît pas la prescription ». Les entreprises allemandes qui opèrent aux États-Unis, déclara Stuart Eizenstat à la commission « apprécient leur bonne réputation ici et auront à cœur de maintenir les relations de bonne citoyenneté qu'elles ont toujours montré aux États-Unis et en Allemagne ». Oubliant les finesses diplomatiques, le député Rick Lazio somma brutalement la commission « de se focaliser sur les compagnies privées allemandes, en particulier celles qui opèrent aux États-Unis[65] ». Pour exciter l'hystérie publique contre l'Allemagne, l'industrie de l'Holocauste a acheté de nombreuses pages de publicité en octobre. L'horrible vérité ne suffisait pas ; tous les thèmes brûlants de l'holocauste ont été convoqués. Une publicité dénonçant le laboratoire pharmaceutique Bayer était centrée sur Josef Mengele, bien qu'il n'existe aucune preuve que Bayer ait « dirigé » ses recherches meurtrières. Reconnaissant que le rouleau compresseur de l'holocauste était irrésistible, les Allemands ont accepté un accord financier substantiel à la fin de l'année. *The Times* a attribué cette capitulation à la campagne de l'« *Holocash* » aux États-Unis. « Nous n'aurions pas obtenu cet accord », a dit ensuite Eizenstat à la Commission sur les affaires bancaires de la Chambre des représentants, « s'il n'y avait pas eu la collaboration personnelle et la direction effective du président Clinton... et d'autres dirigeants importants » du gouvernement américain[66].

L'industrie de l'Holocauste a prétendu que l'Allemagne avait « l'obligation légale et morale » d'indemniser les anciens esclaves juifs : « Ces esclaves méritent un petit peu de justice », plaida Eizenstat, « pour les quelques années qu'il leur reste à vivre. »

65. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 14 septembre 1999.

66. Yair Sheleg, « Not Even Minimum Wage », *Haaretz*, 6 octobre 1999. William Drozdiak, « Germans Up Offer to Nazis' Slave Laborers », *Washington Post*, 18 novembre 1999. Burt Herman, « Nazi Labor Talks End Without Pact », *Forward*, 20 novembre 1999. « Bayer's Biggest Headache », *New York Times*, 5 octobre 1999. Jan Cienski, « Wartime Slave-Labour Survivors' Ads Hit Back », *National Post*, 7 octobre 1999. Edmund L. Andrews, « Germans To Set Up $5.1 Billion Fund For Nazis' Slaves », *New York Times*, 15 décembre 1999. Edmund L. Andrews, « Germany Accepts $5.1 billion Accord to End Claims of Nazi Slave Workers », *New York Times*, 18 décembre 1999. Allan Hall, « Slave Labour List Names 255 German Companies », *The Times*, 9 décembre 1999. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 9 février 2000 (extrait du témoignage écrit d'Eizenstat déposé à la commission).

Cependant, il est absolument faux qu'ils n'avaient reçu aucune indemnité. Les esclaves juifs étaient concernés par les premiers accords passés avec l'Allemagne qui portaient sur l'indemnisation des détenus des camps de concentration. Le gouvernement allemand a indemnisé les anciens esclaves juifs « pour la privation de liberté » et pour « le tort fait à leurs vies et à leurs corps ». Seuls les salaires qui n'avaient pas été versés n'ont fait l'objet d'aucune compensation. Ceux qui avaient subi des blessures définitives ont reçu une pension viagère substantielle[67]. L'Allemagne a aussi versé à la Conférence des réclamations juives à peu près un milliard de dollars actuels au nom des ex-déportés juifs qui avaient reçu l'indemnisation minimale. Comme on l'a vu plus haut, cette Conférence des réclamations, violant son accord avec l'Allemagne, a utilisé l'argent pour ses petits projets personnels. La Conférence a justifié ce détournement de l'indemnité allemande en prétendant que « bien avant que les fonds venant d'Allemagne soient disponibles... les besoins des victimes "nécessiteuses" du nazisme avaient été déjà largement couverts[68] ». Et pourtant, cinquante ans après, l'industrie de l'Holocauste réclame encore de l'argent pour « les victimes nécessiteuses de l'Holocauste » qui vivent dans la pauvreté parce que les Allemands, prétend-elle, ne les avaient jamais indemnisées.

Il est impossible de déterminer ce qui constitue une indemnisation « appropriée » des esclaves juifs. On peut cependant dire ceci : d'après les termes du nouvel accord, les anciens esclaves juifs sont censés recevoir chacun à peu près sept mille cinq cents dollars. Si la Conférence des réclamations avait distribué convenablement l'argent reçu de l'Allemagne au début, beaucoup plus d'anciens esclaves juifs auraient reçu beaucoup plus d'argent et beaucoup plus tôt.

Nul ne sait si « les victimes nécessiteuses de l'Holocauste » recevront jamais les nouvelles indemnités allemandes. La Conférence des réclamations veut qu'une grande partie soit mise de côté sur son « fonds spécial ». D'après le *Jerusalem Report*, la Conférence « a tout à gagner à s'assurer que les survivants n'obtiennent rien ». Un

67. Sagi, *German Reparations*, p. 161. Un quart des esclaves juifs, probablement, a reçu cette pension, parmi eux mon père, un ancien d'Auschwitz. En fait, le montant que réclame la Conférence des réclamations dans les négociations en cours pour les esclaves juifs à été calculé à partir de ceux qui reçoivent déjà des pensions et des indemnités de l'Allemagne ! (Parlement allemand, 92e session, 15 mars 2000).

68. Zweig, *German Reparations and the Jewish World*, p. 98 ; cf. p. 25.

député israélien à la Knesset, Michael Kleiner (membre du parti Herut) a qualifié la Conférence de « *Judenrat*, continuant l'œuvre nazie de maintes façons ». C'est « une institution malhonnête, qui observe le secret professionnel et qui reste entachée d'une horrible corruption publique et morale », accuse-t-il, « une institution de ténèbres qui maltraite les survivants juifs de l'Holocauste et leurs héritiers et dort sur un gros matelas d'argent appartenant à des personnes privées mais qui fait tout pour hériter [de l'argent] alors qu'elles sont encore vivantes[69]. » Pendant ce temps-là, Stuart Eizenstat, lors de son témoignage devant la commission sur les affaires bancaires de la Chambre des représentants, se montrait dithyrambique sur « la transparence des procédures utilisées par la Conférence des réclamations matérielles juives au cours des quarante dernières années ». En matière de cynisme, cependant, le rabbin Israël Singer est sans égal. Outre son poste de secrétaire général du Congrès juif mondial, Singer a été vice-président de la Conférence des réclamations et négociateur-en-chef des discussions avec l'Allemagne au sujet de l'esclavage. Il a répété pieusement à la commission sur les affaires banacaires de la Chambre des représentants, après les accords avec la Suisse et avec l'Allemagne « qu'il serait honteux » que le montant des indemnités de l'Holocauste « aille aux héritiers plutôt qu'aux survivants ». « Nous ne voulons pas que cet argent aille aux héritiers. Nous voulons que cet argent aille aux victimes. » Cependant, le journal israélien *Haaretz* dit que Singer a été le premier à réclamer que l'argent des indemnités de l'Holocauste soit consacré à « faire face aux besoins du peuple juif tout entier et non simplement des juifs qui ont eu la chance de survivre à l'Holocauste et de vivre vieux[70]. »

Dans une publication du musée de l'Holocauste des États-Unis, Henry Friedlander, un historien respecté de l'holocauste nazi, ancien déporté d'Auschwitz, dresse ce bilan

69. Conférence sur les réclamations matérielles juives envers l'Allemagne, « Position Paper Slave Labor. Proposed Remembrance and Responsibility Fund », 15 juin 1999. Netty C. Gross, « $5.1-Billion Slave Labor Deal Could Yield Little Cash For Jewish Claimants », *Jerusalem Report*, 31 janvier 2000. Zvi Lavi, « Kleiner (Herut): Germany Claims Conference Has Become Judenrat, Carrying on Nazi Ways », *Globes*, 24 février 2000. Yair Sheleg, « MK Kleiner: The Claims Conference Does Not Transfer Indemnifications to Shoah Survivors », *Haaretz*, 24 février 2000.

70. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 9 février 2000... Yair Sheleg, « Staking a Claim to Jewish Claims », *Haaretz*, 31 mars 2000.

chiffré pour la fin de la guerre :

> S'il y avait environ 715 000 prisonniers dans les camps au début de 1945, et qu'au moins un tiers, soit à peu près 238 000, a péri durant le printemps de 1945, on peut considérer que 475 000 prisonniers au plus ont survécu. Comme les juifs ont été systématiquement tués et que seuls les sélectionnés pour le travail (à peu près 15% à Auschwitz) avaient ne serait-ce qu'une chance de survivre, nous devons considérer que les juifs ne représentaient pas plus de 20% de la population des camps de concentration.

« Nous pouvons donc estimer », conclut-il, « que le nombre de survivants juifs se montait à cent mille au plus ». L'estimation que fait Friedlander du nombre d'esclaves juifs encore en vie à la fin de la guerre est, notons-le, parmi les plus hautes que font les spécialistes. Dans une étude qui fait autorité, Léonard Dinnerstein rapporte : « Soixante mille juifs... sont sortis des camps de concentration. Une semaine plus tard, plus de vingt mille étaient morts[71]. »

Lors d'une conférence de presse au département d'État en mai 1999, Stuart Eizenstat, citant les chiffres fournis par « les groupes qui les représentent », a fixé le total des esclaves encore en vie à la fin de la guerre, juifs et non-juifs, « à peut-être soixante-dix ou quatre-vingt-dix mille[72] ». Eizenstat était le chef de la délégation américaine aux négociations sur l'esclavage avec l'Allemagne et il a travaillé en liaison étroite avec la Conférence des réclamations[73]. Cela porterait le nombre total des esclaves juifs encore vivants à quatorze, au plus dix-huit mille (20% des soixante-dix à quatre-vingt-dix

71. Henry Friedlander, « Darkness and Dawn in 1945: The Nazis, the Allies, and the Survivors », *1945 The Year of Liberation*, Washington, US Holocaust Memorial Museum, 1995, pp. 11–35. Dinnerstein, *America and the Survivors of the Holocaust*, p. 28. L'historien israélien Shlomo Shafir rapport que « l'estimation du nombre de survivants juifs à la fin de la guerre en Europe varie entre cinquante et soixante-dix mille ». (*Ambiguous Relations*, p. 384, note 1). Le nombre total de Friedlander pour les esclaves survivants, juifs et non-juifs, est classique ; cf. Benjamin Ferencz, *Less Than Slaves*, Cambridge, 1979 « environ cinq cent mille personnes ont été découvertes plus ou moins vivantes dans les camps libétrés par les armées alliées » (XVII ; cf. p. 240 note 5).

72. Stuart Eizenstat, adjoint au ministre des affaires étrangères, chargé des affaires économiques, financières et agricoles, négociateur-en-chef dans les négociations sur l'esclavage avec l'Allemagne, réunion du cabinet des affaires étrangères, 12 mai 1999.

73. Cf. les « remarques » d'Eizenstat à la réunion annuelle de la conférence sur les réclamations matérielles juives envers l'Allemagne et l'Autriche, New York, 14 juillet 1999.

mille). Cependant, quand elle a entamé les négociations avec l'Allemagne, l'industrie de l'Holocauste a demandé des indemnités pour cent trente-cinq mille anciens esclaves juifs toujours vivants. Le nombre total des anciens esclaves encore vivants, juifs et non juifs, a été fixé à deux cent-cinquante mille [74]. En d'autres termes, le nombre d'anciens esclaves juifs encore vivants a presque décuplé depuis mai 1999 et la proportion de juifs parmi les anciens esclaves encore en vie a grossi considérablement. En fait, si l'on en croit l'industrie de l'Holocauste, il y a plus d'anciens esclaves juifs encore en vie qu'il y a cinquante ans. « Quelle toile emmêlée nous tissons », a écrit Walter Scott, « lorsque nous commençons à tromper. »

Tandis que l'industrie de l'Holocauste joue avec les nombres pour augmenter ses réclamations en argent, les antisémites se moquent abondamment de ces « menteurs juifs » qui « exploitent » leurs morts. En grossissant ces chiffres, l'industrie de l'Holocauste, sans en avoir l'intention, blanchit le nazisme. Raul Hilberg, l'autorité reconnue sur l'holocauste nazi, fixe à 5,1 millions le nombre de juifs tués [75]. Or, s'il reste encore cent trente-cinq mille anciens esclaves juifs en vie aujourd'hui, environ six cent mille ont dû survivre à la guerre. C'est au moins cinq cent mille de plus que l'estimation habituelle. Il faudrait déduire ces cinq cent mille des 5,1 millions de tués. Alors, non seulement le nombre de « six millions » devient intenable mais encore les chiffres fournis par l'industrie de l'Holocauste se rapprochent de ceux des négateurs de l'Holocauste. Heinrich Himmler a évalué la population totale des camps, en janvier 1945, à un peu plus de sept cent mille et, d'après Friedlander, environ un tiers avait été tué, en mai. Mais si les juifs constituent seulement 20% de la population survivante des camps et si, comme l'industrie de l'Holocauste le laisse entendre, six cent mille déportés juifs ont survécu à la guerre, alors trois millions de déportés en tout ont dû survivre. Si l'on en croit l'industrie de l'Holocauste, les conditions de vie dans les camps de concentration n'étaient donc pas pénibles du tout ; en fait, on doit supposer une très forte natalité et une mortalité extrêmement basse [76].

74. Toby Axelrod, « $5.2 Billion Slave-Labor Deal Only the Start », *Jewish Bulletin*, 12 décembre 1999 ; d'après l'Agence télégraphique juive).

75. Hilberg, *The Destruction*, 1985, V. III, annexe B.

76. Dans un entretien avec *Die Berliner Zeitung*, j'ai mis en doute le chiffre de cent trente-cinq mille avancé par la Conférence des réclamations, en m'appuyant sur Friedlander. La conférence des réclamations a répliqué en maintenant « que le chiffre de cent trente-cinq mille était fondé sur les meilleurs sources, les plus dignes de foi, et il est donc exact ». Aucune de ces prétendues sources, cependant,

On prétend couramment que la solution finale était une extermination d'une efficacité unique, à la chaîne, industrielle[77]. Mais si des centaines de milliers de juifs ont survécu, comme le suggère l'industrie de l'Holocauste, la solution finale n'a pas dû être si efficace que cela. C'était plutôt affaire de circonstances, exactement comme le suggère les négateurs de l'Holocauste. *Les extrêmes se touchent* [en français dans le texte].

Dans un entretien récent, Raul Hilberg donne à entendre que les chiffres sont importants pour la compréhension de l'Holocauste. En réalité, les chiffres revus par la Conférence des réclamations font peser le doute sur sa propre compréhension. D'après la « déclaration liminaire » de la conférence des réclamations dans ses négociations avec l'Allemagne sur l'esclavage, « Le travail forcé est une des trois méthodes utilisées par les nazis pour tuer les juifs, les autres étant le fusil et le gaz. L'un des buts du travail esclave était de faire travailler les individus jusqu'à ce que mort s'ensuive... Le terme esclave est un mot imprécis dans ce cadre. En général, les maîtres d'esclaves ont intérêt à préserver la vie et la bonne santé de leurs esclaves. Cependant, le plan nazi pour les « esclaves » était d'utiliser leur potentiel de travail, après quoi les « esclaves » allaient être exterminés. » A part les négateurs de l'Holocauste, personne n'a encore mis en doute que le nazisme réservait ce sort horrible aux esclaves. Mais comment concilier ces faits établis, cependant, avec l'affirmation que des centaines de milliers d'esclaves juifs ont survécu aux camps ? La Conférence des réclamations n'a-t-elle pas elle-même creusé une brèche dans le mur qui sépare cette affreuse vérité sur l'holocauste nazi de la négation de l'Holocauste[78] ?

---

n'était nommée. (« Die Ausbeutung jüdischen Leidens », *Berliner Zeitung*, 29–30 janvier 2000 ; « Gegendarstellung der Jewish Claims Conference », *Berliner Zeitung*, 1er février 2000. Répondant à mes critiques dans un entretien avec *Der Tagesspiegel*, la conférence des réclamations a maintenu que sept cent mille esclaves juifs environ avaient survécu à la guerre, entre trois cent cinquante et quatre cent mille sur le territoire du Reich et trois cent mille dans les autres camps de concentration. Pressée de fournir ses sources, la conférence des réclamations a refusé avec indignation. Bien évidemment, ces chiffres ne figurent dans aucune étude sérieuse connue à ce jour. (Eva Schweitzer, « Entschaedigung für Zwangsarbeiter », *Tagesspiegel*, 6 mars 2000)

77. « Pour la première fois dans l'histoire », observe Hilberg, « on a tué des gens à la chaîne. » (*Destruction*, Vol. III, p. 863). Le travail de référence sur ce thème est le livre de Zygmunt Bauman, *Modernity and the Holocaust.*

78. Guttenplan, « The Holocaust on Trial » (Hilberg). Conférence sur les réclamations matérielles juives envers l'Allemagne, « Position Paper Slave Labor », 15 juin 1999.

Dans une publicité pleine page du *New York Times*, les grandes âmes de l'industrie de l'Holocauste, comme Elie Wiesel, le rabbin Marvin Hier, Steven T. Katz et d'autres condamnaient « la négation de l'Holocauste par la Syrie ». Le texte se plaignait d'un éditorial publié dans un journal officiel du gouvernement syrien où l'on prétendait qu'Israël « invente des histoires à propos de l'Holocauste » pour recevoir « plus d'argent de l'Allemagne et d'autres établissements occidentaux ». Malheureusement, l'accusation syrienne est exacte. Cependant l'ironie, perdue aussi bien pour le gouvernement syrien que pour les signataires de la publicité, c'est que les histoires de centaines de milliers de survivants constituent en elle-même une forme de négation de l'Holocauste [79].

L'extorsion d'argent à la Suisse et à l'Allemagne n'a été qu'un prélude au grand final, l'extorsion à l'Europe de l'Est. Avec l'effondrement du bloc soviétique, des perspectives séduisantes se sont ouvertes dans l'ancien centre des juifs d'Europe. Se drapant dans l'hypocrite manteau des « victimes nécessiteuses de l'Holocauste », l'industrie de l'Holocauste cherche à extorquer des milliards à ces pays déjà appauvris. Comme elle poursuit son but sans le moindre ménagement, elle est devenu la principale cause du développement de l'antisémitisme en Europe.

L'industrie de l'Holocauste s'est posée en seule plaignante légitime pour tous les avoirs privés et collectifs de ceux qui ont péri pendant l'holocauste nazi. « Il a été convenu avec le gouvernement d'Israël », a dit Edgar Bronfman à la commission sur

79. « We Condemn Syria's Denial of the Holocaust », *New York Times*, 9 février 2000. Pour servir de preuve « à la croissance de l'antisémitisme en Europe », David Harris du comité juif américain s'appuie sur une étude relativement forte pour affirmer que « les juifs exploitent le souvenir de l'extermination des juifs par les nazis à leurs propres fins ». Il parle aussi de « la façon extrêmement négative dont certains journaux allemands ont parlé de la conférence des réclamations juives... pendant les récentes négociations sur l'indemnisation pour l'esclavage et le travail forcé. De nombreux récits dépeignent la conférence des réclamations elle-même et les avocats (presque tous juifs) comme cupides et intéressés ; une discussion bizarre s'en est suivie dans les journaux pour déterminer s'il y a autant de survivants juifs que la Conférence des réclamations le prétend. » (séances de la commission des affaires étrangères, Sénat des États-Unis, 5 avril 2000). En fait, il m'a été impossible d'évoquer le sujet en Allemagne. Bien que le tabou ait été finalement brisé par le journal de gauche *Die Berliner Zeitung*, le courage manifesté par son rédacteur en chef, Martin Sueskind, et le correspondant aux États-Unis, Stefan Elfenbein, n'a eu qu'un faible écho dans la presse allemande, en grande partie à cause des menaces légales et du chantage moral exercés par la conférence des réclamations, au même titre que la répugnance générale des Allemands à critiquer publiquement les juifs.

les affaires bancaires de la Chambre des représentants, « que les avoirs tombés en déshérence iraient à l'Organisation mondiale juive de la restitution. » En vertu de ce « mandat », l'industrie de l'Holocauste a demandé aux pays de l'ancien bloc soviétique de rendre toutes les propriétés juives d'avant-guerre ou de verser des indemnités financières[80]. Contrairement au cas de la Suisse et de l'Allemagne, cependant, elle a fait ces demandes sans aucune publicité. L'opinion publique, jusqu'à présent, n'a pas été hostile à l'exercice d'un chantage contre les banquiers suisses ou les industriels allemands mais elle pourrait considérer d'un œil moins sympathique un chantage contre des paysans polonais affamés. Les juifs qui ont perdu des membres de leur famille pendant l'holocauste nazi pourraient aussi prendre très mal les machinations de l'Organisation mondiale juive de la restitution. On pourrait facilement considérer la prétention à être l'héritier légitime de ceux qui ont péri pour s'approprier leurs biens comme du pillage de tombes. D'un autre côté, l'industrie de l'Holocauste n'a pas besoin de mobiliser l'opinion publique. Avec le soutien du gouvernement américain, elle peut facilement briser la résistance de nations déjà affaiblies.

« Il est important de reconnaître que nos efforts en vue de la restitution des propriétés collectives », a dit Stuart Eizenstat à une commission de la Chambre des représentants, « sont partie intégrante de la renaissance et du renouveau de la vie juive » en Europe de l'Est. Soi-disant pour « promouvoir la renaissance » de la vie juive en Pologne, l'Organisation mondiale juive de la restitution réclame la propriété de six mille biens juifs collectifs d'avant-guerre, y compris ceux qui ont été transformés en hôpitaux et en écoles. La population juive de Pologne était de trois millions cinq cent mille, elle est actuellement de quelques milliers. Pour le renouveau de la vie juive, a-t-on besoin d'une synagogue ou d'une école par juif polonais ? L'organisation réclame aussi des centaines de milliers de parcelles de terre polonaise évaluées à des milliards de dollars. « Le gouvernement polonais craint », rapporte *Jewish Week*, que la demande « mette la nation en faillite. » Quand le parlement polonais a proposé des limites aux indemnités pour éviter l'insolvabilité, Elan Steinberg du Congrès juif mondial a dénoncé la loi

80. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 11 décembre 1996. J. D. Bindenagel, éd., *Proceedings, Washington Conference on Holocaust-Era Assets: 30 November-3 December 1998*, Washington, DC, US Government Printing Office, pp. 687, 700 -701 et 706.

« comme un acte fondamentalement anti-américain[81] ».

Les avocats de l'industrie de l'Holocauste ont resserré leur étreinte sur la Pologne en engageant un procès à titre collectif devant le tribunal du juge Korman pour indemniser « les survivants de l'Holocauste vieillissants ou mourants ». La plainte accuse les gouvernements polonais d'après-guerre « d'avoir pratiqué au cours des cinquante-quatre années écoulées » une politique génocidaire « d'expulsion jusqu'à l'extinction » contre les juifs. Les membres de la municipalité de New York ont voté à l'unanimité une résolution demandant à la Pologne « d'adopter une loi globale organisant la restitution totale des avoirs de l'Holocauste », tandis que cinquante-sept membres du Congrès (avec à leur tête, Anthony Weiner, député de New York), ont envoyé une lettre au parlement polonais pour lui « demander une loi globale qui rendrait la totalité des propriétés et des avoirs saisis pendant l'Holocauste ». « Comme les gens concernés vieillissent tous les jours, le temps presse pour indemniser ceux qui ont été spoliés », dit la lettre[82].

Dans une déposition à la commission sur les affaires bancaires du Sénat, Stuart Eizenstat s'est plaint du rythme très lent des évictions en Europe de l'Est : « Beaucoup de problèmes sont apparus pour la restitution des propriétés. Par exemple, dans certains pays, lorsque des individus ou des communautés ont voulu réclamer des propriétés, on leur a demandé, parfois exigé... d'autoriser les occupants à rester pour une longue

81. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 6 août 1998. Bindenagel, *Washington Conference on Holocaust-Era Assets*, p. 433. Joan Gralia, « Poland Tries to Get Holocaust Lawsuit Dismissed », *Reuters*, 23 décembre 1999. Eric J. Greenberg, « Polish Restitution Plan Slammed », *Jewish Week*, 14 janvier 2000. « Poland Limits WW II Compensation Plan », *Newsday*, 6 janvier 2000.

82. Theo Garb et al. contre la république de Pologne, (tribunal d'instance, arrondissement de l'est de New York, 18 juin 1999). (Le procès à titre collectif a été introduit par Edward E. Klein and Mel Urbach ; ce dernier est un vétéran des accords avec la Suisse et l'Allemagne. Une « plainte modifiée » a été soumise le 2 mars 2000 par laquelle beaucoup d'autres avocats s'associaient au procès mais elle ne parle pas des accusations les plus pittoresques contre les gouvernements polonais d'après-guerre). « Dear Leads NYC Council in Call to Polish Government to Make Restitution to Victims of Holocaust Era Property Seizure », *News From Council Member Noach Dear*, 29 novembre 1999. (la citation est tirée du texte de la résolution, n° 1072, votée le 23 novembre 1999.) « [Anthony D.] Weiner Urges Polish Government To Repatriate Holocaust Claims », Chambre des représentants des États-Unis, communiqué de presse, 14 octobre 1999). (Les citations exactes sont tirées du communiqué de presse et de la lettre elle-même, datée du 13 octobre 1999.)

période à des loyers contrôlés[83] ». La mollesse de la Biélorussie a particulièrement déplu à Eizenstat. La Biélorussie est « très, très en retard » dans la remise des propriétés juives d'avant-guerre, a-t-il dit à la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants. Le revenu moyen mensuel en Biélorussie est de cent dollars.

Pour forcer les gouvernements récalcitrants à obtempérer, l'industrie de l'Holocauste agite la menace des sanctions américaines. Eizenstat a demandé au Congrès d'« augmenter » les indemnités de l'holocauste, à les « placer en haut de la liste » des conditions d'entrée à l'OCDE, au Bureau mondial du travail, dans l'Union européenne, à l'OTAN ou au Conseil de l'Europe : « Ils écouteront si vous parlez... Ils saisiront l'allusion[84]. » Israël Singer du Congrès juif mondial a demandé au Congrès « de continuer à regarder la liste de courses » pour « vérifier » que tous les pays paient. « Il est très important que les pays impliqués dans l'affaire comprenne que leur réponse... est l'un des critères par lesquels les États-Unis apprécient leurs relations bilatérales », a dit le député Benjamin Gilman, membre de la commission des relations internationales de la Chambre des représentants. Avraham Hirschson, président du comité du parlement israélien sur la restitution et représentant d'Israël à l'Organisation mondiale sur les restitutions juives, a rendu hommage à la complicité du Congrès dans l'extortion de fonds. Rappelant ses « combats » avec le premier ministre de Roumanie, Hirschon a témoigné : « Mais j'ai fait une petite remarque, dans le courant de la discussion, et ça a changé l'atmosphère. Je lui ai dit, vous savez, dans deux jours je participerai à une séance du Congrès, ici. Que voulez-vous que je dise à la séance ? Toute l'atmosphère s'en est trouvé changée. » Le Congrès juif mondial a « créé toute une industrie de l'Holocauste », dit un avocat des survivants, et elle est « coupable d'encourager... une très vilaine réapparition de l'antisémitisme en Europe[85]. »

« S'il n'y avait pas les États-Unis d'Amérique », observe Eizenstat à juste titre dans son chant de triomphe au Congrès, « très peu, peut-être même aucune de ces actions

83. Séances de la commission sur la banque, l'immobilier et les affaires urbaines, Sénat des États-Unis, 23 avril 1996.

84. Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 6 août 1998.

85. Séances de la commission sur les relations internationales, Chambre des représentants, 6 août 1998. Isabel Vincent, « Who Will Reap the Nazi-Era Reparations ? » *National Post*, 20 février 1999.

ne serait en cours aujourd'hui. » Pour justifier les pressions exercées en Europe de l'Est, il a expliqué que « rendre ou payer des indemnités pour des propriétés privées ou collectives saisies à tort était une marque de moralité occidentale ». Pour « les nouvelles démocraties » d'Europe de l'Est, répondre à ce critère serait « en harmonie avec leur passage du totalitarisme à un état démocratique. » Eizenstat est un membre important du gouvernement américain et un partisan éminent d'Israël. Cependant, si l'on en juge par les réclamations respectives des Amérindiens et des Palestiniens, ni les États-Unis ni Israël n'ont encore fait la transition [86].

Dans son témoignage à la chambre des représentants, Hirschon a évoqué le triste spectacle « des victimes nécessiteuses de l'Holocauste » de Pologne qui « viennent tous les jours dans mon bureau du parlement... me suppliant de récupérer pour eux ce qui leur appartient... de récupérer les maisons qu'ils ont laissées, les magasins qu'ils ont laissés. » Pendant ce temps, l'industrie de l'Holocauste mène la bataille sur un autre front. Dénonçant le mandat illégitime de l'Organisation mondiale pour les restitutions juives, les communautés juives locales d'Europe de l'Est ont émis leurs propres réclamations sur les avoirs juifs en déshérence. Pour bénéficier d'une réclamation, cependant, il faut adhérer formellement à la communauté juive locale. La renaissance espérée de la vie juive va donc se présenter sous les espèces d'un troc dans lequel les juifs d'Europe de l'Est échangent les racines qu'ils viennent de se retrouver contre une part du butin de l'Holocauste [87].

L'industrie de l'Holocauste se vante de destiner le montant des indemnités à des œuvres de charité juives. « La charité est certainement quelque chose de très louable, mais ce n'est pas bien de l'accomplir avec l'argent des autres », observe un avocat représentant les victimes elle-mêmes. Une des œuvres favorites est « l'enseignement de l'Holocauste » le « plus grand legs de nos efforts », d'après Eizenstat. Hirschon est lui aussi le fondateur d'une association nommée « La marche des vivants », l'un des fleurons de l'enseignement de l'Holocauste et l'un des principaux bénéficiaires

86. Séances de la commission sur les relations internationales, Chambre des représentants, 6 août 1998. Eizenstat, qui est actuellement vice-président honoraire du Comité juif américain, a été le premier président de l'institut de ce comité sur les relations entre les juifs américains et Israël.

87. Séances de la commission sur les relations internationales, Chambre des représentants, 6 août 1998, Marilyn Henry, « Whose Claim Is It Anyway? » *Jerusalem Post*, 4 juillet 1997. Bindenagel, *Washington Conference on Holocaust-Era Assets*, p. 705. Editorial, « Jewish Property Belongs to Jews », *Haaretz*, 26 octobre 1999.

des indemnités compensatrices. Dans ce spectacle d'inspiration sioniste qui met en scène des milliers de figurants, de jeunes juifs du monde entier convergent vers les camps de la mort de Pologne pour une formation de première main à la méchanceté des Gentils ; ils s'envolent ensuite vers Israël où ils trouvent le salut. Le *Jerusalem Report* a saisi sur le vif le moment le plus kitsch de la marche : « " J'ai si peur, je ne peux pas continuer comme ça, je voudrais déjà être en Israël", répète sans arrêt une jeune fille du Connecticut. Tout son corps tremble... Tout d'un coup, son amie sort un grand drapeau israélien. Elles s'enroulent toutes les deux dedans et s'en vont. ». Le drapeau israélien : ne sortez pas sans lui [88].

Dans un exposé à la Conférence de Washington sur les avoirs de l'époque de l'Holocauste, David Harris, membre du Comité juif américain, a fait assaut d'éloquence pour décrire « l'effet profond » qu'ont les pélerinages aux camps nazis de la mort sur les jeunes juifs. *Forward* a relevé un épisode particulièrement émouvant : sous le titre « Des adolescents juifs s'ébattent avec des stripteaseuses après une visite à Auschwitz », le journal expliquait que, d'après les experts, les élèves des kibboutz « ont loué les services de stripteaseuses pour soulager les émotions troublantes suscitées par cette excursion ». Des élèves juifs en excursion au musée de l'Holocauste des États-Unis ont éprouvé les mêmes tourments, apparemment : d'après *Forward*, « ils couraient dans tous les sens et s'amusaient formidablement, en se tripotant partout [89]. » La sagesse de la décision de l'industrie de l'Holocauste de réserver le montant des indemnités à l'enseignement de l'Holocauste plutôt que de « gaspiller les fonds » (Nahum Goldmann)

88. Sergio Karas, « Unsettled Accounts », *Globe and Mail*, 1er septembre 1998. Stuart Eizenstat, « Remarks », *Conference on Jewish Material Claims Against Germany and Austria Annual Meeting*, New York, 14 juillet 1999. Tom Sawicki, « 6,000 Witnesses », *Jerusalem Report*, 5 mai 1994.

89. Bindenagel, *Washington Conference on Holocaust-Era Assets*, p. 146. Michael Arnold, « Israeli Teens Frolic With Strippers After Auschwitz Visit », *Forward*, 26 novembre 1999. Le député de Manhattan, Carolyn Maloney, a fièrement informé la commission sur la banque de la chambre des représentants qu'elle avait déposé une proposition de loi sur l'enseignement de l'Holocauste, qui « fournira des bourses, via le ministère de l'éducation, aux associations de l'Holocauste pour la formation d'instituteurs et fournira du matériel scolaire aux écoles et aux communautés pour augmenter l'enseignement de l'Holocauste. » Comme elle est députée d'une ville où le système scolaire public manque cruellement d'instituteurs et de manuels, Maloney aurait pu avoir d'autres priorités parmi les misérables fonds du ministère de l'éducation (Séances de la commission sur la banque et les services financiers, Chambre des représentants, 9 février 2000).

est indubitable [90].

En janvier 2000, des ministres de près de soixante pays, dont Ehud Barak, premier ministre d'Israël, ont assisté à une conférence sur l'enseignement à Stockholm. La déclaration finale de la conférence a souligné « la responsabilité solennelle » de la communauté internationale dans la lutte contre les maux du génocide, de la purification ethnique, du racisme et de la xénophobie. Après la conférence, un journaliste suédois a interrogé Barak au sujet des réfugiés palestiniens. Barak a répliqué que par principe, il était hostile à la venue en Israël du moindre réfugié. « Nous ne pouvons accepter la responsabilité, morale, légale ou autre, des réfugiés. » De toute évidence, la conférence a été un succès complet [91].

Le guide officiel de la Conférence des réclamations juives sur l'indemnisation et la restitution aux survivants de l'Holocauste énumère des dizaines d'associations-membres. Une administration vaste et opulente a surgi. Des compagnies d'assurance, des banques, des musées des beaux-arts, des industriels privés, des locataires et des fermiers de tous les pays européens sont dans le collimateur de l'industrie de l'Holocauste. Mais les « victimes nécessiteuses de l'Holocauste » au nom desquelles agit l'industrie de l'Holocauste se plaignent qu'elle ne fasse « que perpétuer l'expropriation ». Beaucoup ont porté plainte contre la Conférence des réclamations. L'Holocauste pourrait bien devenir « le plus grand vol de l'histoire de l'humanité [92].

D'après l'historien Ilan Pappe, lorsqu'Israël a entamé les négociations pour les réparations avec l'Allemagne, après la guerre, le ministre des affaires étrangères Moshe Sharett a proposé de transférer une partie aux réfugiés palestiniens « pour effacer ce

90. Zweig, *German Reparations and the Jewish World*, p. 118. Goldmann est un des fondateurs du Congrès juif mondial et le premier président de la Conférence des réclamations.

91. Marilyn Henry, « International Holocaust Education Conference Begins », *Jerusalem Post*, 26 janvier 2000. Marilyn Henry, « PM: We Have No Moral Obligation to Refugees », *Jerusalem Post*, 27 janvier 2000. Marilyn Henry, « Holocaust "Must Be Seared in Collective Memory" », *Jerusalem Post*, 30 janvier 2000.

92. Conférence des réclamations, *Guide to Compensation and Restitution of Holocaust Survivors*, New York, s.d.) ». Vincent, *Hitler's Silent Partners*, 302 (« expropriation ») ; cf. 308–9. Ralf Eibl, « Die Jewish Claims Conference ringt um ihren Leumund. Nachkommen jüdischer Sklaven... . », *Die Welt*, 8 mars 2000, (les procès). Le comportement de l'industrie de l'Holocauste dans l'affaire de l'indemnisation est un sujet tabou aux États-Unis. Le site internet H-Holocaust (www2.h-net.msu,edu), par exemple, bloque les messages critiques même s'ils s'appuient sur des preuves documentaires (correspondance personnelle avec un membre du secrétariat, Pichard S. Levy, 19–21 novembre 1999).

qu'on a appelé la petite injustice (la tragédie palestinienne), provoquée par une injustice plus terrible (l'Holocauste)[93] ». Cette proposition est restée lettre morte. Un éminent universitaire israélien a suggéré d'utiliser une partie des fonds provenant des banques suisses et des entreprises allemandes pour « indemniser les réfugiés palestiniens arabes[94] ». Étant donné que presque tous les survivants de l'Holocauste nazi sont déjà morts, c'est une proposition raisonnable.

Dans le style classique du Congrès juif mondial, Israël Singer a fait « une annonce stupéfiante » le 13 mars 2000 : un document américain rendu public récemment révèle que l'Autriche détient des avoirs juifs en déshérence remontant à l'époque de l'Holocauste pour un montant de dix milliards de dollars. Singer accuse aussi « la moitié des œuvres d'art de l'Amérique sont des œuvres d'art juives pillées[95] ». L'industrie de l'Holocauste, c'est évident, a perdu la tête.

93. Ilan Pappe, *The Making of the Arab-Israeli Conflict, 1947 -1951*, Londres, 1992, p. 268.

94. Clinton Bailey, « Holocaust Funds to Palestinians May Meet Some Cost of Compensation », *International Herald Tribune*; repris dans *Jordan Times*, 20 juin 1999.

95. Elli Wohlgelernter, « WJC: Austria Holding $10b. In Holocaust Victims' Assets », *Jerusalem Post*, 14 mars 2000. Plus tard, dans un autre témoignage au Congrès, Singer a mis en avant les allégations contre l'Autriche mais a conservé un silence caractéristique sur les accusations contre les États-Unis. (Séances de la commission sur les relations internationales, Chambre des représentants, 6 avril 2000)

Conclusion

IL RESTE À EXAMINER les effets de l'Holocauste aux États-Unis. Ce faisant, je veux aussi traiter les remarques critiques de Peter Novick sur la question.

En dehors des musées de l'Holocauste, dix-sept États imposent ou encouragent l'enseignement de l'Holocauste dans leurs écoles et beaucoup de collèges et d'universités ont créé des chaires d'études de l'Holocauste. Il ne se passe pas de semaine sans qu'un article parlant de l'Holocauste soit publié dans le *New York Times*. Le nombre d'études universitaires consacrées à la solution finale nazie est estimé à plus de dix mille. On peut comparer ce chiffre avec les recherches sur l'hécatombe au Congo. Entre 1891 et 1911, environ dix millions d'Africains ont péri à cause de l'exploitation par l'Europe de l'ivoire et du caoutchouc. Cependant, le seul livre consacré à ce sujet en anglais a été publié il y a deux ans[1].

Grâce au nombre important d'institutions et de professionnels occupés à sauver son souvenir, l'Holocauste est maintenant solidement ancré dans la vie américaine. Novick doute que ce soit une bonne chose. Tout d'abord, il cite de nombreux cas de pure et simple banalisation. En effet, il serait difficile de trouver une seule cause, les pro ou les anti-avortements, les droits des animaux ou les droits des états qui n'utilise pas l'Holocauste. Elie Wiesel se plaint des fins ignobles auxquelles l'Holocauste est employé et déclare : « Je jure d'éviter... les spectacles vulgaires[2]. » Et pourtant, Novick raconte que « l'opération photographique la plus imaginative et la plus subtile autour de l'Holocauste date de 1996 : Hillary Clinton, qui était alors accusée de plusieurs méfaits, est apparue derrière son mari pendant son discours annuel au pays ; elle

1. Adam Hochschild, *King LeopoId's Ghost*, Boston, 1998.

2. Wiesel, *Against Silence*, vol. III, p. 190 ; cf. vol. I, p. 186, vol. II, p. 82, vol. III, p. 242 et Wiesel, *And the Sea*, p. 18.

était accompagnée de sa fille Chelsea et d'Elie Wiesel[3]. » Pour Hillary Clinton, les réfugiés du Kosovo qui ont dû fuir en Serbie pendant les bombardements de l'OTAN faisaient penser aux scènes de l'Holocauste dans *La Liste de Schindler*. « Les gens qui apprennent l'histoire dans les films de Spielberg », a froidement répondu un opposant serbe, « ne devraient pas se mêler de nous donner des leçons[4]. »

Novick continue la discussion : « Prétendre que l'Holocauste est un souvenir américain est une échappatoire morale. » Cela « permet aux Américains d'échapper à leurs *véritables* responsabilités pour le passé, le présent et l'avenir[5]. » (souligné par Novick). Sa remarque est très importante : il est beaucoup plus facile de se lamenter sur les crimes d'autrui que de s'examiner soi-même. Cependant, il n'en est pas moins vrai que si nous le voulions, nous pourrions comprendre beaucoup de choses à notre sujet à la lumière de l'expérience nazie. La thèse de « la destinée manifeste[6] » contenait déjà tous les éléments idéologiques et politiques de la politique hitlérienne du *Lebensraum*. En fait, Hitler a organisé sa conquête de l'Est sur le modèle de la conquête de l'Ouest par les États-Unis[7]. Dans la première moitié du XX^{e} siècle, la plupart des États des États-Unis ont adopté des lois autorisant la stérilisation et des dizaines de milliers d'Américains ont été stérilisés sans l'avoir voulu. Les nazis se sont explicitement référés au précédent américain au moment de l'adoption de leurs propres lois de

3. Novick, *The Holocaust*, pp. 230–231.

4. *New York Times*, 25 mai 1999.

5. Novick, *The Holocaust*, p. 15.

6. NdT : Cette expression que nous avons traduit ici littéralement et qui correspondrait approximativement au concept de « Divine Providence », résume une thèse avancée par les démocrates américains vers 1840 pour « justifier » les guerres d'agression des États-Unis (parfois alliés à l'Angleterre) contre l'ouest des États-Unis actuels et le Mexique. C'est l'idée classique de « l'élection » derrière laquelle s'abritent traditionnellement les agresseurs et que nous connaissons malheureusement très bien : elle n'a rien d'américain et elle est congénitale à tous les empires depuis la Mésopotamie ; je suppose que les spécialistes de l'Extrême-Orient diraient la même chose des sociétés qu'ils étudient. L'idée est essentielle dans les mentalités américaines (auxquelles elle est consubstantielle en raison de l'origine calviniste des fondateurs des États-Unis) et au début du XX^{e} siècle, la thèse a été reprise officiellement par le parti républicain qui en a fait le fondement de sa politique. Il nous semble que Clinton l'a utilisée à certains moments.

7. John Toland, *Adolf Hitler*, New York, 1976, p. 702. Joachim Fest, *Hitler*, New York, 1975, pp. 214 et 650. Cf aussi Finkelstein, *Image and Reality*, chap. 4.

stérilisation [8]. Les célèbres lois de Nuremberg, en 1935, ont dépouillé les juifs de leurs libertés et interdit les mariages entre juifs et non-juifs. Les Noirs du Sud des États-Unis subissaient la même incapacité juridique et faisaient l'objet d'une violence populaire autorisée et spontanée beaucoup plus forte que les juifs en Allemagne avant la guerre [9].

Pour évoquer les crimes qui se passent à l'étranger, les États-Unis ont souvent recours au souvenir de l'Holocauste. Ce qui est important, c'est de déterminer *quand* ils le font : les crimes d'ennemis officiels comme le bain de sang des Khmers rouges au Cambodge, l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, l'invasion du Koweit par l'Irak et la purification ethnique menée par les Serbes au Kossovo, tous ces événements rappellent l'Holocauste. Il n'en va pas de même des crimes auxquels participent les États-Unis.

Au moment même où les horreurs des Khmers rouges avaient lieu au Cambodge, le gouvernement indonésien pro-américain massacrait un tiers de la population du Timor oriental. Cependant, contrairement au Cambodge, le génocide au Timor oriental ne soutenait pas la comparaison avec l'Holocauste ; il ne méritait même pas une relation dans la presse [10]. Au moment où l'Union soviétique commettait ce que le Centre Simon Wiesenthal appelle « un autre génocide » en Afghanistan, le gouvernement guatémaltèque pro-américain commettait ce que la Commission guatémaltèque pour la vérité appelle « un génocide » contre la population maya locale. Le président Reagan a repoussé les accusations contre le Guatémala en les qualifiant de mensongères. Pour célébrer les succès de Jeane Kirkpatrick, apologiste en chef des crimes commis en Amérique centrale pour le gouvernement Reagan, le Centre Simon Wiesenthal lui a

8. Cf. par exemple, Stefan Kühl, *The Nazi Connection*, Oxford, 1994.

9. Cf. par exemple, Leon F. Litwack, *Trouble in Mind*, New York, 1998, surtout chapitres 5 et 6. La tradition occidentale si vantée est également profondément impliquée dans le nazisme. Pour justifier l'extermination des infirmes, les médecins précurseurs de la solution finale nazie ont utilisé le concept de « vie indigne de la vie » (*lebensunwertes Leben*). Dans *Gorgias*, Platon écrivait : « Je ne pense pas que la vie vaille la peine d'être vécue si le corps est dans un état terrible. » Dans la *République*, il justifie le meurtre d'enfants infirmes. Sur une question voisine, l'opposition de Hitler (exposée dans *Mein Kampf*) au contrôle des naissances qui bouleverse la sélection naturelle n'est pas loin de la position de Rousseau dans son *Discours sur les origines de l'inégalité*. Peu après la seconde guerre mondiale, Hannah Arendt pensait que « le courant souterrain de l'histoire occidentale est finalement monté à la surface pour usurper la dignité de notre tradition ». *(Origins of Totalitarianism*, IX).

10. Cf., par exemple, Edward Herman et Noam Chomsky, *The Political Economy of Human Rights*, vol. I : *The Washington Connection and Third World Fascism*, Boston, 1979, pp. 129–204.

décerné le « Prix de l'humanitaire de l'année[11] ». On a demandé à Simon Wiesenthal personnellement de reconsidérer l'attribution du prix avant la cérémonie officielle : il a refusé. Elie Wiesel a, de la même façon, refusé d'intervenir auprès du gouvernement israélien, un des principaux pourvoyeurs d'armes des bouchers guatémaltèques. Le gouvernement Carter invoquait le souvenir de l'Holocauste quand il cherchait un refuge pour les « boat people » vietnamiens fuyant le régime communiste. Le gouvernement Clinton a oublié l'Holocauste quand il a renvoyé de force les « boat people » haïtiens fuyant les escadrons de la mort soutenus par les États-Unis[12].

Le souvenir de l'holocauste était un sujet de préoccupation au printemps 1999, lorsque le bombardement de la Serbie par l'OTAN, conduit par les États-Unis, a commencé. Comme nous l'avons vu, Daniel Goldhagen a comparé les crimes de la Serbie au Kossovo à la solution finale et, à la demande du président Clinton, Elie Wiesel s'est rendu dans les camps de réfugiés kossovars en Macédoine et en Albanie. Avant même que Wiesel soit parti verser des larmes de crocodile sur les Kossovars, cependant, le gouvernement pro-américain de l'Indonésie avait repris les massacres au Timor oriental là où il les avait laissés à la fin des années 1970. L'Holocauste avait disparu des mémoires, cependant, quand le gouvernement Clinton approuva le bain de sang. « Nous avons besoin de l'Indonésie et pas du Timor oriental », expliqua un diplomate occidental[13].

Novick évoque la complicité passive des États-Unis dans des désastres humains différents à beaucoup de points de vue mais comparable à l'extermination nazie par leur échelle. Rappelant, par exemple, le million d'enfants tués pendant la solution finale, il observe que les présidents des États-Unis ne font rien d'autre qu'exprimer leurs regrets quand, dans le monde entier, des enfants en nombre beaucoup plus important « meurent de sous-alimentation et de maladies qui seraient évitables[14] ». On pourrait aussi parler d'un cas évident de complicité active des États-Unis : une fois l'Irak dévasté par la coalition menée par les États-Unis, en 1991, pour punir « Saddam-Hitler », les États-Unis et l'Angleterre ont contraint l'ONU à adopter des sanctions meurtrières

11. *Response*, mars 1983 et janvier 1986.

12. Noam Chomsky, *Turning the Tide*, Boston, 1985, 36 (citation de Wiesel tirée d'un entretien dans la presse israélienne.). Berenbaum, *World Must Know*, p. 3.

13. *Financial Times* (8 September 1999).

14. Novick, *The Holocaust*, 255.

contre ce malheureux pays pour essayer de déposer Saddam Hussein. Comme pendant l'holocauste nazi, un million d'enfants en sont vraisemblablement morts [15]. Interrogés sur une chaîne nationale de télévision à propos du taux de mortalité élevé de l'Irak, le ministre des affaires étrangères Madeleine Albright, a répondu que « cela en valait la peine ».

« Le caractère extrême de l'Holocauste limite sérieusement son aptitude à fournir des leçons pour notre monde quotidien », pense Novick. « Si on l'utilise comme référence d'oppression et d'atrocité, son effet est de réduire les crimes de moindre importance [16] ». Et pourtant, l'holocauste nazi peut nous sensibiliser à ces injustices. Vu à travers le prisme d'Auschwitz, ce que l'on considérait autrefois comme normal par exemple, le sectarisme, ne peut plus l'être [17]. En fait, c'est l'holocauste nazi qui a discrédité le racisme scientifique qui constituait un trait général de la vie intellectuelle américaine avant la seconde guerre mondiale [18].

Pour ceux qui croient à l'amélioration de l'humanité, une manifestation du mal n'empêche pas la comparaison mais y invite plutôt. L'esclavage occupait dans les esprits, à la fin du XIX^{e} siècle, la place que l'holocauste nazi occupe aujourd'hui. Ainsi, il était souvent évoqué pour mettre en lumière des maux que l'on ne percevait pas distinctement. John Stuart Mill comparait la condition des femmes dans la famille, institution de base de la période victorienne, à l'esclavage. Il a même hasardé que, sous certains aspects essentiels, leur situation était pire. « Je ne prétends pas du tout que les épouses en général ne sont pas mieux traitées que des esclaves ; mais on n'est jamais esclave au point où peut l'être une épouse, ni aussi complètement [19]. » Il n'y a que ceux qui utilisent un mal de référence non pas comme un instrument de mesure morale mais comme une arme idéologique qui refusent ce genre d'analogies. « Ne comparez pas » est le mot d'ordre des maîtres chanteurs moraux [20].

Les associations juives américaines ont exploité l'holocauste nazi pour désamorcer les critiques contre Israël et sa politique, moralement indéfendable. La poursuite de

15. Cf., par exemple, Geoff Simons, *The Scourging of Iraq*, New York, 1998.

16. Novick, *The Holocaust*, pp. 244 et 14.

17. Sur ce point, cf. surtout Chaumont, *La concurrence,* pp. 316–318.

18. Cf., par exemple, Carl N. Degler, *In Search of Human Nature*, Oxford, 1991, p. 202 et suivantes.

19. John Stuart Mill, *On the Subjection of Women*, Cambridge, 1991, p. 148.

20. Il est tout aussi répugnant de comparer l'holocauste nazi à seule fin de « prouver l'affirmation de singularité », comme le propose Michaël Berenbaum proposes (*After Tragedy*, p. 29).

cette politique a mis Israël et les juifs américains dans une position structurelle proche : les destins des deux dépendent maintenant d'un fil ténu qui va jusqu'aux élites politiques américaines. Si ces élites décidaient un jour qu'Israël est une menace ou qu'on peut se passer des juifs américains, on couperait le fil. Pure spéculation, me dira-t-on, inutilement alarmiste : peut-être, mais qui sait ?

Il n'est pas difficile de prévoir ce que serait l'attitude des élites juives américaines si cette éventualité se réalisait. Si Israël tombait en disgrâce aux États-Unis, bon nombre des dirigeants qui défendent vivement Israël actuellement rendraient courageusement publique leur désaffection pour l'État juif et reprocheraient aux juifs américains d'avoir fait d'Israël une religion. Et si les cercles dirigeants des États-Unis décidaient de faire des juifs leurs boucs émissaires, nous ne serions pas surpris de voir les dirigeants juifs américains se comporter exactement comme leurs prédécesseurs pendant l'holocauste nazi. « Nous ne pensions pas que les Allemands utiliseraient les juifs, que les juifs conduiraient des juifs à la mort », rappelle Yitzhak Zuckerman, un des chefs de l'insurrection du ghetto de Varsovie [21].

~

Au cours d'une série d'échanges publics, dans les années 1980, beaucoup de spécialistes éminents, allemands et autres, se sont prononcés contre la « normalisation » des infamies du nazisme. Ils craignaient que la normalisation provoque une complaisance morale [22]. L'argument était peut-être très valable jadis, mais il ne convainc plus. Les stupéfiantes dimensions de la solution finale de Hitler sont désormais bien connues. Et l'histoire « normale » de l'humanité n'est-elle pas pleine d'horribles chapitres inhumains ? Il n'est pas nécessaire qu'un crime soit absurde pour qu'il exige réparation. Le défi, aujourd'hui, est de faire de l'holocauste nazi l'objet d'une étude rationnelle. C'est seulement alors que nous pourrons en tirer les leçons. L'anormalité

21. Zuckerman, *A Surplus of Memory*, p. 210.

22. Je pense ici à la fois à *Historikerstreit* et à la correspondance, publiée, entre Saül Friedlander et Martin Broszat. Dans les deux cas, il s'agissait essentiellement de savoir si les crimes nazis étaient absolus ou relatifs ; par exemple, la légitimité des comparaisons avec le Goulag. Cf. Peter Baldwin, éd., *Reworking the Past*, Richard J. Evans, *In Hitler's Shadow, N*ew York, 1989, James Knowlton et Truett Cates, *Forever in the Shadow of Hitler?*, Atlantic Highlands, New Jersey, 1993 et Aharon Weiss, éd., *Yad Vashem Studies*, XIX, Jérusalem, 1988.

de l'holocauste nazi ne vient pas de l'événement lui-même mais de l'exploitation industrielle qu'on en a fait. L'industrie de l'Holocauste a toujours été en faillite. Il ne reste plus qu'à l'avouer ouvertement. Il y a longtemps qu'on aurait dû lui faire fermer boutique. Le geste le plus noble pour ceux qui ont péri est de conserver leur souvenir, de tirer les leçons de leur souffrance et de les laisser, enfin, reposer en paix.